

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LE REPOS HEBDOMADAIRE
DANS
LES ÉTUDES DE NOTAIRE
ET LE
MOUVEMENT CORPORATIF DES CLERCS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu, le lundi 22 Novembre 1926, à 14 heures

PAR

Marcel MALOIGNE

Président : M. OUALID.

Suffragants { **MM. HITIER,
LESCURE.** } *Professeurs.*



PARIS
LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU
ROUSSEAU & C^{ie}
ÉDITEURS

14, RUE SOUFFLOT, ET RUE TOULLIER, 13
Reg. du Com. Seine N° 34.180

1926

LE REPOS HEBDOMADAIRE

DANS

LES ÉTUDES DE NOTAIRE

ET LE MOUVEMENT CORPORATIF DES CLERCS

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LE REPOS HEBDOMADAIRE

DANS

LES ÉTUDES DE NOTAIRE

ET LE

MOUVEMENT CORPORATIF DES CLERCS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

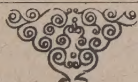
Sera soutenu, le lundi 22 Novembre 1926, à 14 heures

PAR

Marcel MALOIGNE

Président : M. OUALID.

Suffragants { **MM. HITIER,
LESCURE.** } *Professeurs.*



PARIS
LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU

ROUSSEAU & C^{ie}

ÉDITEURS

14, RUE SOUFFLOT, ET RUE TOULLIER, 13

Reg. du Com. Seine N° 34.180

1926

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.



LE REPOS HEBDOMADAIRE DANS LES ÉTUDES DE NOTAIRE ET LE MOUVEMENT CORPORATIF DES CLERCS ⁽¹⁾

CHAPITRE I

Un Notaire peut-il être contraint à instrumenter le dimanche ?

La fermeture dominicale des études de notaire n'est pas une question nouvelle. En 1363, Charles V, alors Régent du Royaume, permit aux notaires du Châtelet de ne pas instrumenter le dimanche et menaça d'une amende

(1) Nous tenons, au début de cette étude, à assurer de notre reconnaissance M. Carteron, Consul de France à Bâle, la « Basoche Belge », MM. les Consuls de France et nos correspondants d'Europe qui voulurent bien nous faire connaître l'état actuel, à l'étranger, de la législation sur le repos hebdomadaire, M^e Besson, Président du Comité Régional des Notaires du Ressort de la Cour d'Appel de Dijon, MM. les Présidents et Secrétaires des Chambres de discipline qui, en répondant à notre enquête, nous prodiguèrent les encouragements, M. Billaire, clerc de notaire à Thionville, le Conseil d'Administration de « La Basoche de France » les délégués de cette Association et les clercs qui nous fournirent des documents souvent forts intéressants, et à adresser un souvenir ému à la mémoire de M. Merlin, principal clerc de notaire, Président de la Basoche de l'Oise, qui, après nous avoir donné l'idée première de ce travail, voulut bien nous ouvrir largement ses dossiers.

ceux qui vaqueraient ce jour-là à leurs fonctions, au préjudice de leurs confrères (1).

Loret, qui écrivait en 1807, nous enseigne (2) que, sous l'Ancien Régime, on déclarait nuls, dans le Cambrésis, tous les actes reçus par les notaires les jours de fêtes et les dimanches. Le règlement de la Principauté de Joinville prononçait pareille nullité, sauf, cependant, en ce qui concernait « les testaments et autres actes qui ne pouvaient souffrir de retard ».

Si l'Eglise n'interdisait pas le travail dominical aux notaires, il semble que la plupart des coutumes de l'ancienne France ne les contraignaient pas à prêter leur ministère les dimanches et jours de fêtes et les actes participant de la juridiction contentieuse leur étaient même, ces jours-là, généralement interdits (3).

L'Assemblée Constituante, en proclamant la liberté des cultes, rendit sans objet toute la législation antérieure relative à l'observation du repos dominical qui traduisait une préoccupation d'ordre religieux. Elle n'obligea cependant pas les notaires à instrumenter tous les jours de l'année ; le décret du 29 septembre 1791, sanctionné le 6 octobre sui-

(1) Dalloz. Répertoire de Législation, de Doctrine et de Jurisprudence. V^o jour férié, n^o 6.

(2) J. B. Loret. *Eléments de la Science Notariale, ou Recueil complet de toutes les formules d'actes notamment adaptées à la législation du Code Civil et à celle du Code Judiciaire, avec des notes explicatives de chacun de ces actes ; précédé : 1^o de recherches historiques sur la juridiction volontaire ; 2^o des lois relatives au timbre et à l'enregistrement ; 3^o et d'un commentaire sur la loi organisatrice du notariat.* Paris, 1807. Tome I^{er} pp. 166 à 168.

(3) Cf. Dictionnaire du Notariat, 4^{me} édition (1863) v^o Fête, n^o 45.

vant « portant création de notaires publics en remplacement des notaires royaux » comporte cette disposition : « A moins d'empêchement légitime, les notaires publics « seront tenus de prêter leur ministère lorsqu'ils en seront « requis » (1) : le législateur prévoyait, et, après lui, tous les commentateurs ont considéré que le caractère férié du jour où l'acte doit être passé, constituait l'un de ces empêchements.

La Convention crût utile d'insister sur la possibilité de contracter à tout moment : la loi du 16 Vendémiaire an II proclame que « tous les actes publics et particuliers peuvent être passés tous les jours de l'année » (2) mais si la faculté de le faire leur est laissée, rien, dans ce texte, n'oblige les notaires à instrumenter le dimanche.

Une grave restriction devait d'ailleurs être, assez vite, apportée au principe ainsi posé : dès l'an VI, le Directoire s' alarma du peu d'empressement apporté par le peuple à la célébration des fêtes décadaires instituées par le décret du 18 Floréal an II, et, entre autres prohibitions sévères destinées à assurer l'observation des décadi, édicta que « les ventes à l'encan ou à cri public n'auraient pas « lieu les mêmes jours (les décadi) à peine d'une amende « qui ne pourrait être moindre que 25 francs, ni excéder « 300 francs. » (3).

(1) Section 2, article 6.

(2) Article premier.

(3) « Loi du 17 Thermidor an VI contenant des mesures pour coordonner les jours de repos avec le calendrier Républicain, article 6 ». La doctrine est unanime à considérer cette loi comme implicitement abrogée par le Code de Procédure Civile dont les articles 617 et 632 ordonnent, dans certains cas, de procéder le dimanche à des ventes par adjudication.

Si le projet de loi organique du notariat, adopté par le conseil des Cinq Cents le premier Floréal an VIII réitère le principe de la liberté d'instrumenter tous les jours de l'année et proclame que le ministère du notaire est un ministère nécessaire, non susceptible de refus, il contient cependant la réserve « d'empêchement légitime » déjà formulée en 1791, et il interdit en outre de procéder les décadi et jours de fêtes nationales « aux inventaires et autres actes semblables qui se font par vacations », à peine de 100 francs d'amende.

Mais comme le décadi n'exista bientôt plus que de nom, malgré les efforts des pouvoirs publics, c'est au dimanche que la loi du 18 Germinal an X, acceptant le fait accompli, fixe, impérativement, le repos des fonctionnaires publics (1).

Sans nous arrêter à la loi organique du 25 ventôse an XI que nous étudierons à loisir au cours d'un prochain paragraphe, notons que la loi du 18 novembre 1814, relative à la célébration des fêtes et dimanches, ordonne en termes généraux, dans son article premier : « l'inter-
« ruption des travaux ordinaires les dimanches et jours
« de fêtes reconnus par la loi de l'Etat » (2) et que la loi du 12 juillet 1880, abrogeant le texte de 1814, maintient

(1) Loi relative à l'organisation des cultes ; article 57 : « Le repos des fonctionnaires publics est fixé au dimanche ».

(2) Le Répertoire Dalloz conclut de ce texte que les fonctionnaires comme les particuliers « doivent s'abstenir ces jours là des travaux extérieurs, des ventes publiques », etc. (V^o jour férié. n^o 14).

explicitement l'article 57 de la loi du 18 germinal an X (1).

Depuis le 8 avril 1802, le repos des fonctionnaires publics doit donc être fixé au dimanche ; pour certains d'entre eux, il n'y a là qu'une faculté mais, pour d'autres, c'est une véritable obligation qui leur est imposée.

C'est ainsi qu'aux termes d'une décision du Ministre des Finances et du Grand Juge, en date du 22 décembre 1807, et dans un but facile à deviner, il est interdit aux Conservateurs des Hypothèques de laisser, le dimanche, leur bureau ouvert au public. Il a été, par analogie, décidé que les bureaux de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre doivent demeurer fermés les dimanches et jours fériés (2), il en est de même des Tribunaux et des Greffes, sauf en matière criminelle (3).

En ce qui concerne les notaires, le problème est plus délicat ; la difficulté provient de la rédaction de la loi du 25 ventôse an XI : son article premier : « Les notaires sont les fonctionnaires publics établis... » semble rendre applicable à ces officiers ministériels l'article 57 de la loi du 18 Germinal an X, tandis que son article 3, sans distinguer les dimanches des jours ouvrables, pose le principe qu'ils sont tenus de prêter leur « ministère lorsqu'ils en sont requis ».

(1) Loi du 12 juillet 1880, article 2 : «... Il n'est toutefois porté aucune atteinte à l'article 57 de la loi organique du 18 germinal an X ».

(2) Décision du Ministre des Finances du 9 mars 1839.

(3) Article 2 de la loi du 17 thermidor an VI. Cf. Cour de Cassation (Chambre Criminelle), 8 mars 1832 (Lepetit c/ Ministère Public).

La question est d'une grosse importance, et toute la suite de notre étude est fonction de la réponse que nous y ferons : Si, par la charte qui régleme sa profession, le notaire est obligé à prêter en tous temps son ministère pour tous les actes qu'il est requis de recevoir, son refus illégal peut entraîner sa destitution, et il est contraint de conserver à sa disposition, le dimanche, une partie au moins de son personnel, car il lui serait impossible de faire lui-même toutes les recherches nécessitées par tous les actes qu'il plairait au public de lui imposer; une loi même ne pourrait l'affranchir de cette obligation sans bouleverser profondément toute l'institution, qui doit une partie de sa force à la tradition, chose grave, et capable de faire hésiter le législateur; — Si, au contraire, le notaire a, sauf urgence, la faculté de refuser son ministère les jours fériés, il peut facilement se dispenser d'appeler, ces jours là, ses employés auprès de lui; les clerks peuvent espérer du bon vouloir de leurs patrons une amélioration de leur sort; une loi enfin, en réglementant le travail dominical dans les études, si elle modifie des habitudes, laissera intactes les bases essentielles du Notariat.



Loret, l'un des premiers commentateurs de la loi de ventôse s'attache surtout à établir le droit d'instrumenter les dimanches et jours fériés, sans toutefois procéder à des actes tenant de la juridiction contentieuse (1).

(1) Cf. J. B. Loret, *op. cit.*, pp. 467, 468.

Nous sommes loin de l'obligation de déférer à toutes les réquisitions des parties qui semble résulter de l'article trois de la loi de ventôse. C'est qu'en effet l'exception « d'empêchement légitime » opposable aux requérants se référerait à une tradition solidement établie (1) et tous les commentateurs de la loi organique ont été d'accord avec Rolland de Villargue pour considérer qu'elle a été écartée « de la rédaction définitive sans doute parce qu'elle « devait se suppléer naturellement » (2) et parce que cette expression était « redondante par cette juste raison que la « restriction qu'elle apportait sans rien préciser était de « droit « *Nemo plus facere debet quam potest* » (3).

Et, au nombre de ces empêchements légitimes, la plupart des auteurs rangent, à côté de l'incapacité des parties et du caractère illicite de l'acte à recevoir, les « empêchements physiques ou légaux » parmi lesquels ils classent le caractère férié du jour de la réquisition, concurremment avec l'heure indue de celle-ci, et l'absence ou la

(1) L'article 6 du décret du 29 septembre-6 octobre 1794, après avoir autorisé l'exception d'empêchement légitime, poursuit : « et, tant à cet égard qu'en ce qui concerne la conservation des minutes et généralement l'exercice de leurs fonctions, ils (les notaires publics) se conformeront aux anciennes ordonnances et règlements concernant les notaires royaux jusqu'à ce qu'il ait été autrement statué par le pouvoir législatif ».

(2) Rolland de Villargue. Répertoire de la Jurisprudence du Notariat (2^e édition), tome VI, v^o notaire, n^o 355. Toutes les suppositions sont possibles, du reste, en cette matière, car l'exposé des motifs de la loi relative à l'organisation du Notariat par le conseiller Réal, ni le rapport fait au Tribunal par le Tribun Favart, au nom de la section de législation (séance du 21 ventôse an XI) ne contiennent de commentaires de cet article 3.

(3) « Encyclopédie du Notariat », tome XII, p. 454, v^o Notaire n^o 490.

maladie du notaire. Tous précisent en outre que cette faculté de refuser son ministère un jour férié devient pour le notaire une obligation, s'il s'agit de dresser un acte de caractère contentieux, tel qu'inventaire, compulsoire, sommation de comparaître, acte respectueux, etc (1).

Eloy, cependant, exprime une opinion différente; certes, il prend soin de préciser que « la responsabilité ne peut peser sur le notaire qu'autant qu'il est l'auteur d'un préjudice » mais aussitôt après, il pose nettement, le premier, le problème qui doit dominer notre étude, celui de la gêne du public (2).

«... En fait, écrit-il, les notaires ne peuvent sérieusement poser en règle qu'ils ne feront pas d'actes les dimanches et jours fériés; ce serait enlever à une classe nombreuse de citoyens une faveur dont on ne peut contester l'utilité, celle de ne pas être distraits de leurs jours de travail et de réserver la rédaction des actes pour les jours fériés qui leur laissent plus de loisirs ».



La jurisprudence suivit, au moins implicitement, la

(1) Cf. Répertoire Dalloz, v° Notaire n° 284, Rolland de Villargue, *op. cit.* n° 393. Répertoire général de l'enregistrement, t. IV, p. 202 et les auteurs cités dans ces ouvrages; voir aussi Dictionnaire du Notariat v° fête, n° 284: Cet ouvrage ne juge pas inutile de justifier le droit des notaires à instrumenter le dimanche.

(2) « De la responsabilité des notaires et de la discipline notariale », par Henri Eloy, avocat général à la Cour de Besançon, tome 1, page 59. (édition de 1873).

majorité de la doctrine dans les deux seules espèces qui lui furent soumises; dans le premier de ces cas, son opinion ne se trouve formulée qu'incidemment, au sujet d'une contestation soulevée devant le Tribunal Civil de la Seine, par l'Administration de l'Enregistrement, de la validité d'une déclaration de command faite le lundi alors que le délai de 24 heures imparti par la loi pour passer cet acte expirait le dimanche. L'Enregistrement se trouva débouté, notamment pour les motifs suivants :

« Attendu... qu'il est bien vrai que les dimanches et fêtes les notaires ont caractère et capacité pour recevoir la déclaration de command, mais que ce n'est point une obligation, un devoir rigoureux de leur ministère, que chaque citoyen puisse leur imposer; que ce n'est et ne peut être qu'une pure faculté entièrement abandonnée à leur volonté et à leur croyance religieuse... (1).

C'était là une opinion fort nettement exprimée; l'année précédente le Tribunal et la Cour de Colmar avaient été beaucoup moins affirmatifs, alors que l'unique objet du litige était l'obligation d'instrumenter le dimanche.

L'affaire vaut d'être contée :

Au début de septembre 1832, les notaires de l'arrondissement de Colmar, par un règlement de discipline intérieure, convenaient qu'à l'avenir chacun d'eux refuserait

(1) Tribunal Civil de la Seine, 8 juillet 1835; affaire Guelle c/ enregistrement, Dalloz-Répertoire, v^o Enregistrement sous n^o 2604.

son ministère les jours de dimanche et de fête légale, tant pour les actes de caractère contentieux que pour les actes purement volontaires, sauf les cas « d'urgence, nécessité, danger ou perte réelle pour les parties ».

Le dimanche 21 juillet 1833, M. Judas Lévy requiert M^e R..., notaire à Colmar, de recevoir une mainlevée d'inscription hypothécaire qui n'a rien d'urgent, qui, de son aveu même, pourrait sans inconvénient être passée le lendemain. M^e R..., respectueux de l'engagement qu'il a pris, ne consent pas à prêter son ministère et, pour bien montrer qu'il considère la question sous son aspect purement théorique et qu'il ne prend une telle décision que pour créer un précédent, dresse de son refus, qu'il motive, un procès-verbal beaucoup plus long que l'acte à recevoir.

Plainte de M. Judas Lévy..

M^e R... est cité devant le Tribunal Civil de Colmar, à la requête du Ministère Public, qui ne poursuit pas l'annulation de la décision de la Chambre, mais demande la condamnation du prévenu pour violation de l'article 3 de la loi du 25 ventôse an XI. La Chambre des Notaires néanmoins, veut défendre son règlement : elle charge son syndic de prendre les fait et cause de M^e R...

Ainsi la question est-elle franchement posée : il semble même, tant est grand le soin pris de l'émonder de tous ses éléments accessoires pour la réduire à la seule discussion du principe, que M^e R..., le Procureur, la Cham-

bre étaient d'accord pour faire résoudre par le Tribunal le problème qui les embarrassait, et qu'ils étaient reconnaissants à M. Judas Lévy de leur en avoir fourni le prétexte.

Les plaideurs espéraient obtenir un jugement qui fixât la jurisprudence, mais le Tribunal éventa la ruse, et mit toute sa coquetterie à éviter le danger, sans toutefois condamner M^e R...; il y réussit avec une grande habileté, et, sans se prononcer sur le fond, acquitta le prévenu pour des raisons de fait et notamment « attendu qu'une partie ne pourrait se plaindre qu'autant que par le refus du notaire de passer un acte légal en la forme et au fond et n'ayant pas pu le faire passer par un autre, elle aurait éprouvé un préjudice réel dont elle pourrait demander la réparation » et que cette dernière circonstance « ne se rencontrait pas en l'espèce » (1).

(1) Cf. jugement du Tribunal de Colmar, du 20 janvier 1834 :

« En ce qui touche la demande formée par M. le Procureur du Roi contre M^e R..., notaire, tendant à faire condamner ce notaire pour avoir refusé de passer un acte le dimanche vingt et un juillet dernier.

« Attendu que les circonstances de la cause et notamment la réquisition de Judas Lévy au notaire de recevoir un acte, le refus de celui-ci, la plainte du client et la demande actuelle démontrent que l'affaire n'a aucun caractère sérieux ;

« D'abord la réquisition de Judas Lévy puisqu'il soutient à sa réquisition dans laquelle il déclare que l'acte qu'il demande n'a rien d'urgent, qu'il peut aussi bien être passé un autre jour et qu'il n'essaye pas de le faire recevoir par un autre notaire; qu'il n'argue d'aucun préjudice et que la plainte qu'il est réputé avoir fait à M. le Procureur du Roi est bien plutôt un acte suggéré par le Notaire refusant qu'une plainte véritable; le refus de M^e R... de se livrer au travail le jour du dimanche puisque le procès-verbal qu'il a rédigé était beaucoup plus long que l'acte qu'on lui demandait.

« Qu'ainsi le refus de son ministère ne pouvait pas tenir à des idées religieuses et au désir du repos.

Ce jugement n'ayant point satisfait la Chambre des Notaires qui tenait à voir confirmer la légalité de son règlement, M^e R... et le Syndic en firent appel; ils se prétendaient lésés par le refus implicite du Tribunal de

« L'action de M. le Procureur du Roi puisque M^e R... ayant motivé son refus d'acter le dimanche sur le règlement de la Chambre des notaires de l'arrondissement en date des quatre et cinq septembre mil huit cent trente-deux, et il n'a pas demandé à faire apprécier la légalité de cet acte qui ne lui est pas inconnu.

« Qu'après la défense faite aux notaires d'acter les dimanches portée par l'article 84, les articles 87, 88, 89, 90 prescrivent des investigations, des amendes et des peines peu en harmonie avec l'importance apparente de la prohibition.

« Que ce règlement n'étant ni autorisé ni approuvé, les défenses, prohibitions et peines qu'il prononce sont illégales et que si la nullité en était demandée elle devrait être prononcée.

« Que l'action du Ministère public ainsi appuyée aurait eu un but direct, un intérêt réel pour la chose publique et qu'elle aurait dû être accueillie par le tribunal.

« Attendu que la demande réduite à la seule infraction de l'article 3 de la loi du 25 ventôse an onze qui prescrit aux notaires de prêter leur ministère lorsqu'ils en sont requis, dénuée de toute preuve de refus d'autres notaires de passer l'acte, de préjudice éprouvé par la partie requérante ne peut se soutenir, que l'article dont il vient d'être parlé n'a attaché à son inobservation aucune peine disciplinaire, que la loi s'en est rapportée quant à l'exécution de cet article à l'intérêt des notaires qui les porte à faire les actes qui leur sont demandés par les parties plutôt que de les laisser faire par d'autres; mais qu'en même temps elle a laissé un libre cours à leur délicatesse qui leur prescrit de refuser la passation de certains actes illégaux ou lorsque l'acte étant légal il leur paraît que l'une ou l'autre des parties n'ont pas les qualités morales et actuelles de les passer et que ce refus est entièrement soumis à leur appréciation; qu'une partie ne pourrait se plaindre qu'autant que par le refus du notaire de passer un acte légal en la forme et au fond et n'ayant pas pu le faire passer par un autre, elle aurait éprouvé un préjudice réel dont elle pourrait demander la réparation.

« Attendu que cette dernière circonstance ne se rencontrant pas dans l'espèce, il n'y a pas lieu de faire droit à la demande. — En ce qui touche tant l'intervention de MM. les membres de la Chambre des notaires dans l'instance dirigée contre M^e R... que la demande directe de cette chambre contre M. le Procureur du Roi.

« Attendu que l'autorisation d'acter les dimanches introduite par un usage immémorial n'est pas dans l'intérêt des notaires mais bien dans celui de la population dont ils sont chargés de rédiger et de garder leurs conventions; que les fonctions de notaire ont un caractère particulier,

reconnaître formellement aux notaires le droit qu'ils lui avaient demandé de consacrer.

La Cour tenait autant que le Tribunal à ne pas se prononcer ; elle y réussit fort bien, et déclara les appels non recevables, celui de M^e R... « parce qu'il a été renvoyé

qu'exerçant une magistrature immédiate chargés d'éclairer les parties sur leurs devoirs, leurs intérêts, de consigner et rédiger leurs conventions, de leur donner l'authenticité, la forme exécutive, mais que ce qui est pour eux un travail n'est pour ceux auxquels ils prêtent leur ministère qu'une œuvre qui a toujours été permise les jours fériés celle de s'occuper de leurs affaires personnelles étrangères à leurs profession que ne pouvant les faire eux même d'une manière utile, légale, on a bien dû autoriser le fonctionnaire chargé d'acter pour eux à leur prêter son concours mais que dans cette autorisation, celle donnée au notaire n'est qu'accessoire et nullement dans son intérêt ; qu'on a dû consulter uniquement celui de la population, parce que pour celle-ci le besoin de travail est impérieux, qu'il tient à son existence et qu'en même temps il fait la base du repos, de la prospérité et du bonheur de l'Etat et qu'il lui importe de la distraire le moins possible de ses occupations habituelles, que si pour les villes d'une certaine importance le besoin n'est pas continu, réel il n'en est pas de même des campagnes, que dans les villes les habitants pouvant sans perte réelle de temps faire préparer les actes et se réunir chez le notaire après la clôture des travaux pour les signer ou s'ils en ont été distraits prolonger leur travail au delà de l'heure habituelle, qu'il y a d'ailleurs plusieurs notaires et que ce que l'un ne peut pas faire l'autre s'empresse de le terminer ; qu'ainsi la passation des actes ordinaires les jours de dimanche et fête n'est pas indispensable dans les villes.

« Que dans les campagnes la population constamment occupée ne peut se voir, se rechercher, s'attendre faire ses conventions que les dimanches, qu'une fois convenues les parties ont souvent plusieurs lieues à faire pour aller trouver le notaire qui doit les constater, qu'elles sont obligées d'attendre chez lui la rédaction de l'acte pour pouvoir le signer et que par suite elle perdent une journée pour cet objet ; que ne pouvant sans préjudice réel pour eux, leur famille et même pour la culture ou les travaux dont ils sont chargés sacrifier un jour ouvrable, elles emploient à leurs affaires personnelles les dimanches après l'office et qu'intervertir cette habitude, c'est causer à la population une perte réelle sans aucun avantage pour personne pas même pour le notaire qui en définitive serait privé de la rédaction de l'acte.

« Attendu qu'il n'y a aucune induction à tirer de ce qu'il est défendu par les lois générales, aux notaires de rédiger les jours de fêtes et dimanche certains actes que la loi leur a confiés, tels que petits actes respectueux puisque ce sont des actes judiciaires, pour lesquels le notaire est plutôt officier ministériel que fonctionnaire que déjà pour les protêts

de la demande formée contre lui et que c'est la Chambre des Notaires qui a été condamnée aux dépens de sa demande et de son intervention », celui de la Chambre, en considérant « que dès que le jugement ne faisait aucun

les notaires ont renoncé à les faire depuis un grand nombre d'années et que pour les actes respectueux ils sont infiniment restreints.

« Que quant à l'exécution des mandements de justice tels que licitation, enchères, liquidations, les notaires doivent les faire de la manière la plus profitable aux parties; que rien n'empêche qu'une licitation, une liquidation ne soient faites et terminées un dimanche, que quant aux enchères il est de notoriété que dans les campagnes elles ne peuvent être utiles qu'un jour de dimanche puisque tous les intéressés peuvent y assister; que depuis un très grand nombre d'années il est reconnu que les enchères ne sont productives que les dimanches; que s'il en est quelques-unes encore qui puissent se faire les jours ouvrables, il est constant que celles qui ont lieu le dimanche sont plus favorables, que ce serait méconnaître le but des mandements de justice lorsqu'ils ont pour objet des actes de cette nature de ne pas les faire le dimanche puisque ce n'est jamais que dans l'intérêt des parties qu'elles sont renvoyées à procéder devant un notaire au lieu de procéder en justice.

« Attendu que la demande soumise au Tribunal par la Chambre des notaires de l'arrondissement ne paraît avoir d'autre objet que de donner une sanction judiciaire au règlement qu'elle a fait les quatre et cinq septembre mil huit cent trente-deux; règlement qui est illégal puisqu'il n'a pas reçu la sanction de l'autorité, que l'autorisation de refuser d'acter le dimanche qui fait l'objet de la demande substituée à la défense portée par l'article 84 du règlement aurait bientôt le même résultat, puisque la Chambre ferait de son acceptation une condition de l'admissibilité des candidats: que ce règlement qui renferme une multitude de choses très utiles pour les notaires qui leur retrace les points de jurisprudence qu'il leur importe le plus de connaître et aussi la manière dont ils doivent exercer les fonctions honorables dont ils sont revêtus contient des dispositions qui au lieu de rentrer dans l'intérêt général tendraient bien plutôt à ne favoriser que quelques intérêts particuliers, dispositions dont le résultat a probablement été ignoré des rédacteurs; que la défense d'acter les dimanches autrement que pour les actes urgents dont on a formellement excepté les enchères publiques peut être rangée dans cette dernière classe.

« Attendu que la mise à exécution d'une semblable disposition en même temps qu'elle favoriserait un petit nombre de notaires serait préjudiciable à la majorité d'entre eux puisque l'habitant des campagnes qui ne pourrait pas passer les actes et conventions devant le notaire de sa localité, les dimanches, les passerait devant le notaire résidant dans la ville où se tient le marché qu'il fréquente, et cela, pour s'éviter une double perte de temps; que par là les notaires de ces localités seraient beau-

grief à R..., défendeur originaire, il n'en faisait pas davantage à la Chambre des Notaires dont l'unique mission était de prendre fait et cause du sieur R... et que R.... étant non recevable dans son appel, le Syndic l'était également; qu'au moyen de ce il n'y avait pas lieu de s'occuper des conclusions prises devant la cour sur le fond » (1).

Le débat resta sans conclusion. Le Tribunal de Colmar n'a cependant qu'imparfaitement atteint son but : rendre un jugement à l'abri de toute critique, car Rutgeerts combattit vigoureusement le principe, déduit *a contrario* de

coup plus occupés qu'ils ne le sont, qu'ils auraient un accroissement de clientèle; mais que, d'un autre côté, les notaires des villages perdraient le peu qu'ils en ont.

« Que cette circonstance qui peut n'être pas aperçue quant à présent par tous les notaires du ressort deviendrait sensible par la suite et amènerait de leur part des réclamations fondées.

« Que quant au public la défense ou le refus de tenir des enchères les dimanches lui est forcément préjudiciable puisqu'elles réuniraient moins d'enchérisseurs et par suite seront moins utiles et qu'enfin pour ceux qui les fréquenteront ils éprouveront une perte de temps dans leur travail.

« Attendu que d'ailleurs, comme il a été dit sur la première demande, MM. les notaires peuvent s'abstenir d'actes les dimanches toutes les fois que leur refus ne porte pas préjudice aux parties; que dès lors il n'y a pas lieu de faire droit sur la demande.

« Par ces motifs : Le Tribunal jugeant en premier ressort et en matière ordinaire.

« Joint d'office les deux instances

« Reçoit les membres de la Chambre des notaires intervenante dans l'instance dirigée à la requête de M. le Procureur du Roi.

« Statuant sur les deux demandes et l'intervention.

« Déboute les demandeurs et les intervenants de leurs demandes et l'intervention.

« Condamne la Chambre des notaires aux dépens de son intervention et de sa demande. »

(1) Cour d'Appel de Colmar, 23 mai 1834, Dalloz Répertoire V^o Notariat, sous le n^o 862 : Sirey : Recueil Général des lois et arrêts, année 1835, II, p. 364.

l'attendu rapporté plus haut, qu'une partie pourrait à juste titre se plaindre si elle éprouvait un grave préjudice du refus par un notaire de passer le dimanche un acte urgent et nécessaire.

« Aux termes d'un arrêt de la Cour de Colmar, écrit-il (1), un notaire n'aurait la faculté de refuser son ministère que lorsque l'acte pour lequel son ministère est requis un dimanche n'est ni urgent ni nécessaire; cette distinction entre les actes urgents et non urgents n'est nulle part dans la loi: elle est arbitraire et inadmissible.

« On objecte qu'un homme en danger de mort pourrait avoir besoin de requérir un notaire pour faire son testament un dimanche ou un jour de fête légale, et que, si le notaire pouvait refuser son ministère, cet homme ne pourrait pas tester... En supposant que le notaire refusât son ministère, le mal ne serait pas très grand: la succession irait aux héritiers légitimes que la loi a voulu favoriser, et ce ne serait pas la faute du notaire, mais de celui qui est mort *ab intestat* ;

«... On peut avoir intérêt à prendre une inscription hypothécaire un jour de fête légale pour obtenir la priorité sur un autre créancier hypothécaire qu'on sait devoir prendre une inscription le lundi; et cependant ces considérations d'intérêts individuels n'ont pas pu engager

(1) Commentaire sur la loi du 25 ventôse an XI, par L. J. N. M. Rutgeers, professeur à l'Université de Louvain, tome I. Edition de 1884 pp. 390, 391, 392, 393 Dans le même sens, Cf. Encyclopédie du Notariat; v^o Notaire.

le législateur à forcer les receveurs d'enregistrement et les Conservateurs d'hypothèques à prêter leur ministère les dimanches et les jours de fêtes légales, quand même l'acte serait urgent et nécessaire.

« Quels sont, d'ailleurs, les actes urgents et nécessaires et qui en sera juge ?

« Nous estimons qu'un notaire peut, sans aucune distinction, refuser son ministère un jour de dimanche ou un jour de fête légale sans encourir aucune responsabilité ».

Nous ne pouvons, quant à nous, souscrire entièrement à ces conclusions ; même s'il devait échapper à toute responsabilité pénale ou pécuniaire, nous pensons que le notaire, officier public, faillirait gravement à son devoir s'il refusait de prêter son ministère pour recevoir le dimanche un acte urgent et nécessaire.

C'est d'ailleurs l'opinion à laquelle se sont ralliés deux auteurs qui font actuellement autorité dans le Notariat, MM. Amiaud (1) et Defrénois (2).



De cette rapide étude, quelques règles générales se dégagent :

Les dimanches et jours fériés,

Les notaires doivent refuser de dresser des actes ayant un caractère contentieux (3).

(1) « *Traité formulaire général du Notariat* », v^o Notaire, n^{os} 93, 95, 402.

(2) « *Traité pratique et formulaire général du Notariat* », tome I, n^{os} 37, 38.

(3) En cas d'urgence ils peuvent d'ailleurs se faire judiciairement autoriser.

Ils peuvent refuser de recevoir les actes purement volontaires, sauf urgence réelle et nécessité absolue.

Cette restriction ne nous gênera en rien dans la thèse que nous défendrons parce que, selon le mot de M. Van Cauvenbergh à la Chambre des Représentants belge, « Les actes véritablement urgents se produisent très rarement, et le nombre de ceux qui surviennent le dimanche est rarissime » (1); — Comme, d'autre part, les actes les plus urgents (donations, testaments) sont parmi ceux qui nécessitent en général le moins de recherches, l'interprétation la plus courante de la loi de ventôse n'oblige pas les notaires à faire travailler leurs clerks dimanches et jours fériés : la question du repos hebdomadaire se pose donc juridiquement pour eux dans les mêmes termes que pour les employés de toutes les autres professions.

(1) Séance du 20 mars 1914.

CHAPITRE II

Les Avantages du Repos Hebdomadaire **Légitimité d'une Intervention Législative**

Nous n'insisteront pas longuement sur la nécessité, pour les travailleurs, d'un repos périodique plus long que celui dont ils jouissent quotidiennement. Ce principe a été rarement discuté, il est aujourd'hui presque unanimement admis, et ceux même qui l'ont combattu n'élevaient généralement que des objections d'ordre pratique ou des considérations d'opportunité : Si toutes les civilisations et toutes les religions ont imposé le repos du septième jour, ce n'est point pur hasard, mais bien parce que ce repos offre au travailleur de tels avantages au triple point de vue physiologique, moral et social, qu'il correspond à une véritable nécessité.

Au point de vue physiologique, tout d'abord : de nombreuses expériences de laboratoire et notamment celle de Peterskofer et Vogt (1) ont montré que le sommeil ne suffisait pas complètement à réparer les fatigues du jour, que l'efficacité de son action diminuait progressivement et qu'il était nécessaire, après une semaine de labeur, de

(1) Relatée par M. Terwagne à la Chambre des Représentants de Belgique (séance du 24 février 1905).

« cesser entièrement le travail pendant vingt-quatre heures pour qu'il pût reconquérir son action vivifiante ».

Ces études se préoccupent d'ordinaire plus particulièrement de la condition des ouvriers, qui se fatiguent surtout physiquement ; cependant la nécessité du repos hebdomadaire n'est pas moindre pour l'employé de bureau ; celui qui se livre à un travail purement intellectuel mène une vie dépourvue de toute hygiène et éprouve au plus haut degré le besoin de rompre par quelque exercice corporel prolongé la continuité de l'effort cérébral (1).

Macaulay a synthétisé ces arguments en une phrase éloquente, devenue classique pour avoir été reproduite par tous ceux qui se sont préoccupés du repos hebdomadaire : « Quant le travail chôme, quand la charrue se repose dans le sillon, quand la Bourse se complait dans le silence, quand la cheminée de l'usine est dépourvue de son panache de fumée, il se fait une opération aussi importante pour la richesse nationale que celle qui s'accomplit pendant le labeur des autres jours : l'homme, la machine des machines... répare ses forces, se remonte pour retourner à son travail le lundi, l'intelligence plus vive, l'âme plus courageuse, le corps plus vigoureux ».

Au point de vue moral, la nécessité du repos hebdomadaire est aussi grande ; seul, il permet au chef du foyer de s'occuper vraiment de sa famille, de veiller à l'éducation de ses enfants, de contribuer à en faire des hommes ;

(1) Cf. Répertoire Dalloz. V^e jour férié, n^o 2.

ce n'est pas le soir, en rentrant du travail qu'il peut s'adonner utilement à ce soin, alors qu'il est encore absorbé par l'étude des problèmes qui se sont présentés à lui pendant la journée.

Aussi, s'il est indifférent à la machine humaine de chômer un jour ou un autre de la semaine, la question prend un autre aspect si on envisage l'homme « roseau pensant ». Pour que le repos hebdomadaire ait toute son heureuse influence morale, il faut qu'il ait lieu le même jour pour toute la famille ; nous dirons plus : un jour de repos collectif s'impose pour la plus grande partie des travailleurs, afin de satisfaire chez ceux-ci leur instinct profond de sociabilité (1).

Un autre avantage, et non le moindre à nos yeux, de la fixation au dimanche du repos collectif est que, par ce moyen seulement, on permet aux travailleurs chrétiens de remplir leurs devoirs religieux, tout en rendant plus facile aux autres la découverte de plus nombreuses distractions. Monsieur Bérenger, dans son discours d'ouverture du Congrès international du Repos du dimanche (9 octobre 1900) proclamait cette « doctrine plus conforme à la liberté de conscience que celle qui, proscrivant le dimanche, rendrait impossible l'exercice de ces devoirs » (2).

(1) Cf. Rapport de M. Prevet. *J. O.* des 25 et 26 mai 1906. Documents parlementaires Sénat Annexe n° 108, pp. 228 et 229.

(2) Nous retrouverons quelques uns de ces arguments sous une forme plus concrète lorsque nous étudierons la loi du 19 avril 1924.

Les avantages enfin que la société peut attendre du repos hebdomadaire sont de deux sortes :

D'une part, nous avons dit la bienfaisante influence du repos hebdomadaire sur la conservation des forces humaines. Or, comme l'a proclamé au Sénat Monsieur Doumergue, alors Ministre du Commerce, « Il faut aux générations futures des hommes qui se défendent, qui luttent, qui leur donnent des ouvriers modèles, industriels, énergiques, vigoureux, capables de lutter, je le répète, sur le terrain de la concurrence internationale » (1).

Nous avons vu aussi que le repos collectif était indispensable aux liens familiaux et par là même nous le jugeons nécessaire à l'Etat.



Si donc l'Etat se trouve intéressé à l'observation du repos hebdomadaire, et même du repos dominical, peut-il l'imposer aux travailleurs et à leurs patrons ? la question est plus délicate.

La légitimité de l'intervention de l'Etat dans les relations entre employeurs et salariés a fait, au cours du XIX^e siècle, l'objet d'ardentes discussions entre les philosophes et les économistes des diverses Ecoles.

Les représentants du libéralisme classique ont soulevé deux objections principales : toute réglementation légale des conditions du travail est une atteinte à la liberté des

(1) J. O. 1906. Débats parlementaires. Sénat, p. 351.

conventions ; toute limitation de la durée du travail entraîne un fléchissement de la production avec, pour corollaire, une diminution de salaires désastreuse pour l'ouvrier, à moins d'intervention nouvelle de l'Etat pour déterminer un minimum de rétribution, intervention considérée comme le prodrome de l'établissement d'un régime socialiste.

Ces objections peuvent être aisément réfutées : la liberté individuelle n'est pas atteinte, car elle doit être limitée par l'interdiction de s'en priver volontairement ; l'ouvrier en face de l'employeur n'est pas réellement libre ; — d'autre part, la diminution du temps consacré au labeur se trouve largement compensée par l'intensité plus grande du travail pendant les journées qui y sont destinées — enfin, rien moins que cette réglementation légale ne doit mener au socialisme : elle contribue à faire régner entre le capital et le travail une harmonie durable et féconde par la suppression de nombreuses occasions de litiges.

Le droit de tutelle de l'Etat sur les travailleurs est d'ailleurs, depuis quelques années, moins vivement contesté par les représentants modernes de l'Ecole Libérale et nous croyons, par exemple, que John Bates Clark, généralement anti-interventionniste, n'est pas un adversaire de la thèse que nous soutenons. S'il se montre, en effet, en principe, hostile à l'ingérence de l'Etat dans le domaine économique, où il souhaite le libre jeu des lois naturelles, il admet cependant son intervention pour la

suppression de certains abus et se montre favorable à la limitation de la durée du travail quotidien (1) ; la journée de huit heures est, dit-il, la plus productive parce qu'elle préserve la force physique des travailleurs et leur permet de conserver leur emploi jusqu'à un âge plus avancé ».

D'autre part, après avoir montré que « dans l'élaboration du contrat de salaire, le travailleur individuel se trouve dans une situation d'infériorité : il a quelque chose à vendre et l'employeur n'est pas obligé de l'accepter, puisqu'il peut se passer impunément des ouvriers individuellement considérés » (2), Clark admet l'intervention de l'Etat dans les conflits du travail, et on peut, sans forcer les textes, admettre qu'il n'est pas hostile à une réglementation du repos hebdomadaire.



En ce qui concerne les notaires, si la question du repos hebdomadaire se pose en droit, nous l'avons vu, dans les mêmes termes que pour tous les autres patrons, en fait, il en est un peu autrement :

L'un des arguments des anti-interventionnistes, la crainte de la concurrence internationale, disparaît, car les notaires ne redoutent qu'une concurrence toute lo-

(1) Cf. « Principes d'Economie dans leur application aux problèmes modernes de l'industrie et de la politique économique », par J. B. Clark. Traduction de William Oualid et O. Leroy avec une préface de W. Oualid Paris, 1911, p. 467.

(2) Clark *op. cit.* chapitre xxvi, p. 454.

cale, limitée par les frontières du canton, de l'arrondissement tout au plus.

Les partisans du « laisser faire » ont soulevé une objection particulière : à quoi bon, disent-ils, légiférer en faveur des Basochiens ; ce sont gens cultivés, capables de se défendre seuls, s'ils le désirent. — M. Carton de Wiart, Ministre de la Justice de Belgique, réfute partiellement cet argument, quand il dit : « A côté des importants maître-clercs des grandes études urbaines, il y a des clercs de condition plus modeste, de simple commis dont la hiérarchie descend jusqu'à ceux qu'on qualifie des sobriquets de gratte-papier et de saute-ruisseau. Croyez-vous que ces employés si dignes d'intérêt aient vraiment l'autorité qu' (on) leur attribue ? » (1). — Nous ajouterons seulement que les clercs de notaire, isolés, sédentaires (2), obligés de tenir un certain « rang », n'ont pas, en face de leurs patrons, une liberté égale à celle de l'ouvrier qui peut plus facilement se syndiquer ou changer d'usine.

Aussi concluerons-nous qu'en droit l'intervention de l'Etat pour assurer aux clercs le repos hebdomadaire est parfaitement légitime, et qu'en fait elle est plus nécessaire encore que dans les autres professions.

(1) Chambre des Représentants de Belgique. Séance du 20 mars 1914.

(2) La nature des rapports entre patrons et clercs, essentiellement basés sur la confiance, s'oppose aux fréquents déplacements des clercs qui doivent, avant de se procurer une nouvelle situation, fournir beaucoup plus de justifications que les ouvriers ou la plupart des employés de commerce.

CHAPITRE III

La Conquête du Repos Hebdomadaire

Action des Clercs

Historique de la Loi du 13 Juillet 1911

Les Gouvernements qui se succédèrent après la Révolution consacrèrent législativement l'inégalité entre patrons et ouvriers ; nous ne ferons que mentionner la création presque simultanée du livret ouvrier — qui mettait le salarié sous la surveillance de la police — et des Chambres Consultatives des Arts et Manufactures — qui permettaient aux patrons de prendre part, par leurs mandataires, à la gestion collective de leurs intérêts communs.

Le Code Civil « affecte d'ignorer le contrat de travail » et l'un des trois articles qu'il lui consacre, l'article 1781, institue une inégalité formelle entre patrons et ouvriers, en créant une présomption de bonne foi en faveur du premier. Pendant toute la première moitié du dix-neuvième siècle, la législation spéciale aux travailleurs, au lieu d'être, comme aujourd'hui, tutélaire, protectrice, présente très nettement le caractère répressif de dispositions de police et la pratique administrative, toute arbitraire, accentue encore ce caractère par sa tolérance pour

les uns, sa sévérité pour les autres, sa partialité en un mot.

La situation des travailleurs était tellement lamentable que le législateur s'émut et commença à protéger les enfants, puis les femmes contre le régime auquel ils étaient soumis (1).

Les clercs de notaire n'eurent jamais à subir de traitement inhumain ; cependant ils étaient fort peu payés : et, quant aux conditions du travail, Balzac, peintre digne de confiance de la société vers le milieu du XIX^e siècle, nous indique que « Godeschal, comme tous les clercs le dimanche avait l'emploi de son temps entre dix heures et deux heures » (2).

Montalembert avait l'occasion de parler du repos hebdomadaire des clercs à la Tribune de l'Assemblée Législative : après avoir cité quelques corporations locales dont les membres avaient signé des compromis pour s'interdire, le dimanche, le travail et la vente, il ajoutait : « d'autres villes et d'autres professions ont imité cet excellent exemple ; on nous a communiqué les conventions arrêtées par les notaires d'Alais, d'Uzès et d'Anduze, par ceux de Toulon et d'Avignon pour

(1) Loi du 12 mars 1841 qui, dans l'industrie, interdit le travail des enfants au-dessous de huit ans et pour les enfants au-dessous de seize ans tout travail les dimanches et jours fériés légaux.

(2) « Un début dans la Vie » édition 1856 (librairie Nouvelle). Godeschal était clerc d'avoué, mais on peut admettre que les clercs de notaire n'étaient pas mieux traités.

s'imposer mutuellement la clôture de leurs études et l'interdiction de passer des actes les jours fériés » (1).

Nous avons vu dès 1832, les notaires de l'arrondissement de Colmar prendre la même décision et le procès qui en résulta. En 1865, ce sont ceux de Cambrai qui suivent l'exemple de leurs confrères et voisins de Douai. Ce mouvement semble du reste provoqué par le légitime désir des notaires de profiter personnellement du repos dominical, plutôt que par le souci d'améliorer le sort de leurs clercs.

Cependant, au début de la seconde moitié du XIX^e siècle, la tendance se développait, qui visait la réglementation légale de la condition des travailleurs.

Au lendemain de l'abrogation, en 1880, de la loi de 1814, depuis longtemps caduque, par « choc en retour » de vives campagnes furent menées, dans la presse et dans le public, en faveur du repos hebdomadaire pour les adultes, sans limitation. Il se fonda une Ligue du Repos du Dimanche. Des Congrès nationaux et internationaux proclamèrent la nécessité du Repos du septième jour; dès 1889, à Paris, à Berlin, en 1890, à Bruxelles, en 1897, à Paris encore en 1900. Le Parlement Français fut, à plusieurs reprises, saisi de la question (2), sans en dis-

(1) Assemblée Législative, Séance du 10 décembre 1850.

(2) Cf. notamment : proposition de MM. Argeliés, Dumontheil et plusieurs de leurs collègues du 12 novembre 1891; proposition de loi de M. de Baudry d'Asson du 17 mars 1896, que la Chambre refusa de prendre en considération; proposition d'extension aux bureaux et magasins de la loi de 1892, par MM. Largy et Prudent Devillers du 16 juin 1896.

cuter toutefois. Le 6 avril 1900, enfin, M. Zévaès, député, déposa sur le bureau de la Chambre la proposition de loi suivante : « Il est interdit aux patrons et employeurs de faire travailler plus de six jours par semaine dans les bazars et magasins ». La commission du Travail, à qui ce texte fut renvoyé, ne le jugea pas assez complet et entreprit de l'amender en conséquence.



Presque à la même époque, le Congrès du Repos du Dimanche réuni à Paris (1) votait une motion « recommandant la fermeture, le dimanche, des études d'avoué et de notaire » ; pour aider à la réalisation de ce vœu, M. Bérenger, Sénateur, Président du Comité Central de la Ligue Populaire pour le Repos du Dimanche en France, adressait, au nom de ce Comité, le 21 mars 1901, une circulaire à tous les Présidents des Chambres des Notaires de France, et leur demandait de délibérer dans leurs Assemblées générales de mai 1901, sur la possibilité de la fermeture des études les dimanches et jours fériés. La proposition soumise à leur décision fut rejetée par la grande majorité d'entre elles ; quelques-unes seulement l'adoptèrent (2) ; d'autres encore émisrent un vœu favorable à la fermeture mais exprimèrent le

(1) Du 9 au 12 octobre 1900.

(2) Parmi celles-ci, on peut citer les compagnies d'Agén, Bar sur Seine, Nevers, Pithiviers, Saint-Dié, Toulon, Villefranche, Vitry-le-François, Toul, Béthune, Saint-Pol, Coulomiers, Provins.

désir que ce fût là une mesure générale, prescrite par une loi.

A l'occasion de cette circulaire, la revue technique « Le Répertoire Général Pratique du Notariat » ouvrit sur ce sujet auprès des notaires une enquête qui lui valut deux cent cinquante réponses; presque toutes furent défavorables à la réforme (1) et trois arguments principaux furent mis en valeur par les partisans du *statu quo* :

1° La tradition : « Je m'y suis opposé (à la fermeture) écrivait un notaire de l'Allier, et je m'y opposerai toujours (non pas à cause de l'idée elle-même que je considère à tous points de vue comme très juste et très naturelle) mais parce qu'elle se heurterait à des habitudes tellement anciennes dans le pays qu'une semblable mesure occasionnerait une véritable perturbation et une grande gêne dans les affaires. »

2° L'avantage que la fermeture dominicale procurerait aux études des villes où se tient un marché, au détriment des études rurales.

3° L'infériorité qui frapperait les notaires vis-à-vis des agents d'affaires dont la concurrence devenait inquiétante et qui continueraient à pouvoir travailler le dimanche.

Nous retrouverons et discuterons ces arguments dans un prochain chapitre.

* * *

La commission du Travail de la Chambre des Députés

(1) Cf. Répertoire général du Notariat, « jurisprudence et pratique Notariale », Année 1901, article 11.956, pp. 401 à 404.

ayant jugé trop restreintes les dispositions de la proposition Zévaës, M. Georges Berry, en son nom, substituait à ce texte un projet beaucoup plus développé qu'il déposait sur le bureau de la Chambre le 16 janvier 1902, et qu'il faisait voter, avec seulement quelques retouches, dès le 27 mars suivant. Ce nouveau texte visait presque tous les travailleurs et posait le principe de l'obligation d'un jour de congé sur sept sans préciser le jour ni le mode du repos. Malgré l'opposition de M. Millerand, alors ministre du Commerce, les maires étaient chargés, dans chaque commune, de déterminer les détails d'exécution de la loi.

Dès le lendemain du vote, ce projet était transmis au Sénat, mais celui-ci attendit jusqu'au 16 juin pour le soumettre à l'examen d'une commission spéciale, en majorité hostile à toute réglementation légale du repos des travailleurs. Son rapporteur, M. Labiche, prépara un contre-projet très différent du texte de la Chambre et il fallut un puissant mouvement d'opinion pour déterminer la Commission à rejeter cette rédaction après deux années d'études et de discussions. M. Poirrier, rapporteur après la démission de M. Labiche, ne s'inquiéta pas beaucoup plus des revendications ouvrières puisque malgré une proposition du Conseil supérieur du Travail, qui posait le principe du repos collectif le dimanche, on ne trouve rien de tel dans le projet qu'il fit adopter par la Commission. Combattu par M. Monis et par M. Dubief, Ministre du Commerce, qui avaient faite leur la propo-

sition du Conseil supérieur du Travail, ce texte fut renvoyé à la Commission qui chargea M. Prevet de le transformer. Il fallut encore une année presque entière et quelques manifestations violentes pour décider le Sénat à aborder la discussion de la nouvelle rédaction qui combinait le contre-projet Monis, l'ancien projet de la Commission et le texte voté par la Chambre des Députés et adoptait le principe du repos collectif du dimanche, en le tempérant par des exceptions de droit et des dérogations individuelles. Après une longue discussion, le Sénat décida de confier l'octroi des dérogations aux Préfets après consultations des Conseils municipaux, des Chambres de Commerce, et des Syndicats intéressés.

Ce texte, définitivement voté en seconde délibération le 5 juillet 1906, fut adopté sans modification par la Chambre des Députés qui en percevait les imperfections, mais ne voulut « apporter aucun retard à la promulgation d'une loi jugée urgente et indispensable » (1).



Employés et ouvriers avaient dû s'agiter pour obtenir ce résultat; les clercs de notaire, gens calmes, pondérés, s'abstinrent de toute manifestation, de telle sorte que, peu à peu, on les oublia, bien que chaque année quelques nouvelles compagnies de notaires décidassent de fermer les études le dimanche.

La seule association de clercs qui existât alors, « La

(1) Rapport de M. Zévaès; *J. O.*, 1906. Documents parlementaires. Chambre, p. 771. Annexe n° 221.

Basoche », s'était cependant préoccupée de la question : elle s'était affiliée à la Ligue pour le repos du Dimanche et avait chargé un de ses anciens présidents, M. Breton, d'établir un rapport sur la question ; ce document, présenté le 17 février 1906, concluait : que toutes les études sans exception pouvaient être fermées le dimanche entier ; que cette fermeture ne serait pas mal accueillie par le public et que les intérêts des notaires ne se trouveraient pas lésés.

Pour obtenir ce repos dominical complet, M. Breton ne préconisait ni une résistance énergique destinée à effrayer les patrons, ni des manifestations pour faire pression sur les pouvoirs publics (1), mais recommandait « d'adresser aux Présidents des Chambres de notaires une pétition très courtoise dans laquelle la demande serait exposée avec tact et méthode ».

Et, conciliant à l'extrême, il conseillait enfin « de proposer aux notaires, en cas d'hésitation de leur part, de tenter un essai loyal, en décidant cette fermeture pendant les mois de morte-saison... sauf à décider la fermeture plète l'année suivante si cet essai réussit à calmer les craintes ».

La Basoche adopta les conclusions de ce rapport, et les méthodes qu'il proposait devaient demeurer les siennes pendant de longues années : elle ne chercha pas

(1) Revue Nouvelle de Notariat et de procédure. N° du 15 mars 1906.
« Bulletin de la Basoche » p. 20.

le secours du législateur, et attendit la réforme des efforts de persuasion déployés par les clercs et de la bonne volonté des Compagnies de notaires.

Quelques-unes d'entre elles, dans leur réunion générale du mois de mai 1906, eurent à examiner des pétitions de clercs, et les accueillirent diversement : Si, dans les arrondissements du Hâvre, d'Evreux et des Andelys fut décidée la fermeture dominicale complète des études, les Compagnies de Rambouillet et de Belley ne votèrent que la fermeture de l'après-midi du dimanche, cependant qu'à Mamers les notaires ne faisaient qu'une réponse dilatoire. Quelques pétitions enfin, mises en circulation à Issoire, Melun et Mortain, ne purent être présentées, faute d'entente entre les clercs, ou en raison du mauvais vouloir ou de la crainte exagérée de certains d'entre eux.

Simultanément, la Ligue Populaire et la Basoche demandaient au Congrès des Notaires de France d'étudier la possibilité de la fermeture dominicale des études. Mais cette assemblée, après discussion, conclut qu'il était impossible de donner au problème une solution d'ensemble et en renvoya l'examen aux Comités Régionaux.



Tandis que les clercs se bornaient à solliciter les groupements patronaux, des notaires tentaient de faire résoudre la question par les pouvoirs publics, par l'assimilation des clercs aux autres travailleurs.

C'est à l'instigation d'un ancien notaire que M. Dominique Delahaye porta à la tribune du Sénat les desiderata des basochiens, au cours de la séance du 26 juin 1906. Après les nombreuses modifications que nous lui avons vu subir, le texte de l'article premier du projet soumis à la délibération du Sénat se présentait ainsi : « Il est interdit d'occuper plus de six jours par semaine un même ouvrier ou employé dans un établissement industriel ou commercial... » M. Delahaye proposait ici l'adjonction des mots « une étude, un bureau ».

Malheureusement pour les clercs des officiers ministériels, celui qui s'était fait leur avocat ne plaidait pas que pour eux au cours de cette seconde délibération : il projetait le dépôt de multiples amendements, et la modification complète non seulement du texte mais de l'esprit de la loi. Circonstance défavorable, comme l'amendement concernant les clercs venait le premier en discussion, c'est à son sujet que l'orateur développa toutes les considérations générales qui, à ses yeux, justifiaient ses réformes, observations en général fort justes, mais qui lassèrent l'attention des auditeurs.

Aussi, ce fut devant une Assemblée exceptionnellement inattentive — l'orateur s'en plaignit au cours de son discours — qu'il commença à traiter le sujet même de l'amendement par la lecture d'une lettre de M^e Guiseilin, ancien notaire à Doullens. Ce dernier établissait que « souvent moins rétribués que les employés de commerce, les clercs de notaire méritaient d'être traités de la même

façon que ces derniers » (1), et réfutait l'objection que la clientèle rurale a l'habitude de se rendre le dimanche aux études et aux adjudications : « Dans les localités où les notaires ont décidé de fermer leurs études les dimanches et fêtes, et de ne procéder ce jour-là à aucune adjudication, la clientèle s'est soumise (2) et le chiffre d'affaires n'a pas diminué ».

Cette lettre ne distinguait pas nettement le repos des notaires de celui des clercs, et M. Delahaye ne dissipa pas cette confusion ; il traita assez rapidement la question, en développant quelques considérations de sentiment, et tourna court par la critique d'un détail de la rédaction de l'article premier.

M. Prevet, rapporteur, s'empressa de lui donner satisfaction sur ce dernier point ; quant aux clercs, il répondit en substance : nous légiférons pour les employés du commerce et de l'industrie ; nous ne pouvons viser les clercs de notaire dans une loi qui ne les concerne pas. Puis, satisfait de cette pétition de principe, reconnut qu'il y aurait lieu d'intervenir en leur faveur... plus tard !

L'amendement Delahaye fut repoussé à mains levées.

(1) *J. O.* du 30 juin 1906. Documents Parlementaires Sénat, p. 719.

(2) L'expression nous semble peu heureuse ; en fait il n'y a jamais eu, à vrai dire, « soumission » de la clientèle, mais plutôt accoutumance, ce qui est tout différent (encore que le résultat soit identique) : le caractère officiel de leurs fonctions interdit aux notaires de mettre à profit leur monopole pour imposer leurs fantaisies à la clientèle.

« On avisera » avait dit M. Prévot : les clercs de notaire devaient attendre cinq ans l'intervention promise et il fallut que certains d'entre eux attirassent l'attention sur leur sort pour que les pouvoirs publics consentissent à l'améliorer !

Au lendemain du vote de la loi, l'organe officiel de la « Basoche », accoutumé à juger objectivement des choses et des faits, commenta l'échec des clercs avec philosophie :

« Qu'aurions-nous pu faire, nous qui ne sommes pas constitués en Syndicats, et qui, au point de vue électoral, pouvons être considérés comme quantité négligeable ? Rien, absolument rien » (1).

Si la Basoche ne croyait pas à l'efficacité de l'action parlementaire elle faisait toujours le plus large crédit à la générosité et au bon sens patronaux.

« Est-ce bien le moment, écrivait encore M. Breton, de nous adresser aux législateurs pour essayer d'obtenir au moyen d'une loi ce que nous pouvons obtenir plus sûrement par un autre moyen plus régulier. Donc écoutons la voix de la raison ; continuons sans faiblesse et sans découragement ce que nous avons entrepris ; surtout n'abdiquons pas notre individualité pour confier la défense de nos intérêts à l'Etat et faisons savoir courtoisement à nos patrons que, comme les ouvriers et les employés du commerce et de l'industrie, nous sommes

(1) *Revue Nouvelle*, du 30 août 1906. « Bulletin de la Basoche », p. 105.

des hommes, pétris de la même chair et que par suite nous avons les mêmes besoins » (1).

C'était faire preuve à la fois d'un optimisme robuste et d'une louable continuité de vue ; malheureusement les clercs ne répondirent guère à ces appels, pourtant bien bénins.

C'est ainsi qu'aux Assemblées générales de novembre 1906, les Compagnies d'Etampes, Senlis, Die, Chaumont et Yvetot décidèrent, sur la proposition des notaires eux-mêmes, de fermer les études le dimanche, cependant que quelques pétitions des clercs étaient prises en considération par les Chambres des arrondissements de Chartres, Fougères, Valogne, etc...

Au début de 1907, le repos dominical était observé dans cinquante-six arrondissements, soit un sixième de ceux qui composaient alors la France continentale. Ce résultat, sans être pleinement satisfaisant, était encourageant, mais cependant, dès 1907, on constate une lassitude chez les clercs, qui ne soumettent que cinq pétitions aux Assemblées générales de mai.

La Basoche saisit encore de la question le Congrès des notaires qui se tenait à Bordeaux, mais celui-ci ne fit que renouveler le vœu émis l'année précédente par le Congrès de Marseille.

Au début de 1908, les études de 64 arrondissements étaient fermées le dimanche et, au cours de cette année,

(1) *Ibid.* « Bulletin de la Basoche », p. 106.

trois compagnies au moins, celles de Chambéry, Dax et Trévoux s'interdirent spontanément tout travail dominical.

Moins favorable encore est l'année 1909, qui ne voit la réforme s'étendre qu'à deux arrondissements, ceux de Saint-Malo et de La Châtre. Cependant, on pouvait encore lire dans la « Revue Nouvelle » du 30 octobre 1909 (1) : « Cette importante question est toujours à l'ordre du jour, et il ne dépend que des intéressés de la voir solutionnée à leur avantage.

« Pour cela, point n'est besoin de menaces : il suffit qu'une entente complète existe entre tous les clercs d'un même arrondissement, que ceux-ci agissent auprès de leurs patrons en cherchant à les convaincre, ce qui pour la plupart ne doit pas être bien difficile, et à défaut s'adressent aux Chambres de notaires, par voie de pétition, lors des réunions semestrielles en revenant sans cesse à la charge jusqu'à complète satisfaction ».



Cette persévérance était méritoire en raison des maigres résultats obtenus depuis plusieurs années ; on ne saurait cependant^s dire que les clercs avaient tort de s'en remettre aux notaires de l'amélioration de leur sort ; le plus souvent, si ceux-ci ne faisaient pas mieux, c'est

(1) « Bulletin de la Basoche », pp. 158 à 159.

qu'ils ne le pouvaient pas, c'est que l'initiative privée était insuffisante à accomplir la réforme.

C'est ainsi qu'en 1910, les notaires de la ville de Dijon tentèrent le plus vaste effort qui ait été fait pour réaliser sans intervention législative la fermeture dominicale des études, un effort tel qu'il mérite d'être étudié isolément :

Dans son Assemblée générale du 27 octobre 1910, la Compagnie des notaires de l'arrondissement de Dijon prenait la délibération suivante :

« La Chambre devra étudier, avant la première Assemblée Générale de 1911 :

« 1° La question de la fermeture obligatoire des études de notaires, les dimanches et jours fériés.

« 2° La question de l'interdiction des adjudications immobilières soit amiables, soit judiciaires, les dimanches et jours fériés....

« La chambre présentera un rapport sur ces deux questions à la première Assemblée générale de 1911 ».

Sur le champ, les notaires de la Ville de Dijon, notaires de première classe, dans le but de favoriser l'application du principe qui venait d'être formulé, décidèrent à l'unanimité de demander à la Chambre de sanctionner, en ce qui les concernait, la fermeture des études et l'interdiction des adjudications immobilières les dimanches et jours de fêtes légales. Ils s'engageaient en outre à ne procéder à aucune adjudication immobilière dominicale dans les cantons de l'arrondissement et dans les arrondissements du

ressort où l'interdiction de ces adjudications aurait été décidée.

La Chambre de discipline, dans sa séance du 6 décembre 1910, sanctionnait l'accord des notaires de la Ville de Dijon et, après s'être livrée à une étude approfondie de la question, considérant qu'aucun obstacle ne s'opposait à la réforme, s'y montrait favorable tout en réservant le droit de l'Assemblée générale d'y procéder par une décision prise à la majorité des voix.

Par une circulaire en date du 25 Décembre 1910, M^e Besson, notaire à Dijon, alors secrétaire de la Chambre, et l'un des plus actifs partisans de l'idée nouvelle, communiquait le texte de cette décision à toutes les autres Chambres du Ressort, en dégagait les conséquences pratiques et traçait ainsi le programme qu'il allait s'attacher à réaliser avec une énergie et une ténacité rares.

Dès le 7 janvier 1911 la Chambre de Discipline précisait le sens que les notaires devaient donner aux expressions « fermeture des études » et « repos hebdomadaire ». (1).

(1) Cette décision était rédigée en ces termes : « L'application du principe de la fermeture des études les dimanches et les jours de fêtes légales résulte : 1^o. — de la publicité permanente donnée à cette mesure ; 2^o. — du repos hebdomadaire des clercs. 3^o. — de la fermeture des locaux professionnels ouverts au public les jours de semaine. Sur ces trois points, aucune exception ne peut être admise, aucune dérogation ne peut être tolérée.

« La publicité permanente consiste dans l'apposition à l'intérieur de l'étude et en un emplacement exposé à tous les regards, d'une affiche conforme au modèle adopté par la Chambre.

« Le repos hebdomadaire est concédé aux clercs d'une manière absolue. Les dimanches et les jours de fêtes légales ils ne viennent dans l'étude ni

A cette même date, la Chambre, sanctionnant les accords intervenus entre les notaires de cinq des cantons de l'arrondissement y interdisait les dimanches et jours de fêtes légales l'ouverture des études de notaire, les adjudications immobilières (quel que soit le lieu de la situation des immeubles) et défendait en outre les adjudications (quel qu'en soit le lieu) d'immeubles situés dans ces cantons, cependant qu'à la demande des notaires de quatre autres cantons elle n'y interdisait que l'ouverture dominicale des études à l'exclusion de toute mesure restrictive quant aux adjudications. Un mois après, le dernier canton de l'arrondissement se ralliait à ce régime mixte.

Le 4 mai 1911, une assemblée générale consolidait les résultats acquis.

Une première et importante étape était donc accomplie dans l'arrondissement de Dijon. Pendant quelques années

pour y travailler personnellement et professionnellement, ni pour y recevoir les clients ni pour assister le notaire.

« Enfin, l'étude proprement dit est tenue rigoureusement close du côté de la voie publique. Les clients qui se présentent trouvent la porte fermée. Et, si cette porte est distincte de la porte du domicile privé du notaire, elle ne peut être ouverte en aucun cas.

« Mais l'application stricte de ces trois mesures suffit à assurer l'application du principe de la fermeture des études, et le notaire n'est pas tenu d'observer le repos hebdomadaire de la même manière que ses clercs.

« Il lui est interdit de travailler dans son étude, qui est un lieu public, portes ouvertes et avec l'assistance de ses clercs. Il lui est permis de travailler dans son cabinet qui est un lieu privé, portes closes, et sans l'assistance de ses clercs. Et, dans ces conditions, si un client, s'étant présenté à la porte de l'étude et l'ayant trouvée fermée, sonne à la porte du domicile privé du notaire, celui-ci peut à son gré le recevoir ou ne pas le recevoir. Il en est de même, dans le cas d'un client qui à l'avance, a fixé ou a demandé un rendez-vous. La seule chose qui soit interdite au notaire dans cet ordre d'idées c'est de proposer lui-même de fixer à un dimanche ou à un jour de fête légale un rendez-vous qui ne présente pas un caractère d'extrême urgence ».

la question ne fit plus de progrès ; l'animateur qui avait rapidement fait aboutir la réforme autour de lui avait une action moins directe sur les notaires des arrondissements voisins du sien. Il y eut même, semble-t-il, peut-être en raison des bouleversements provoqués par la guerre, quelques tentatives de dissidence parmi les notaires qui avaient renoncé à faire leurs adjudications immobilières le dimanche (1).

Dès la fin de la guerre la propagande fut reprise, qui tendait à l'interdiction dans tout l'arrondissement des adjudications immobilières le dimanche. L'Assemblée générale du 6 mai 1920 préconisait dans ce but une entente entre les notaires de l'arrondissement et approuvait « à l'avance sans réserve toutes les délibérations prises ou à prendre par la Chambre de discipline en vue de l'application du principe du repos hebdomadaire aux officiers ministériels et à leurs clercs ».

(1) Le 4 octobre 1916, en effet la Chambre dut prendre la décision suivante :

« L'interdiction des adjudications immobilières amiables ou judiciaires les dimanches et les jours de fête légale, dans les cantons où elle a été prononcée, ne peut être comprise que comme une interdiction formelle pour les notaires et pour leurs clercs de prendre part à toutes réunions tenues dans un lieu public ou privé soit sur invitations, soit sur convocations, soit en suite de publicité par affiches ou insertions, en vue d'adjudication aux enchères publiques, de ventes amiables, de promesses d'enchérir ou d'acquérir, et plus généralement de toutes conventions relatives à des transactions. Elle est donc absolue et ne comporte aucune dérogation ».

Le 11 octobre 1921, la Chambre dut revenir sur ce point, et le 10 novembre suivant l'Assemblée générale renouvelait encore cette interdiction.

Un effort important fut fait près des notaires hostiles à la réforme ; on insista, on persuada, on fit intervenir les amis personnels, on argua de services précédemment rendus, tant qu'enfin, le 7 décembre 1920, la Chambre de discipline pouvait décider sans crainte d'opposition (1), qu'à dater du 1^{er} janvier 1921, les adjudications immobilières seraient interdites les dimanches et jours de fêtes légales dans tout l'arrondissement de Dijon.

Cet exemple ne tardait pas à être suivi par les Compagnies des arrondissements de Beaune, Chatillon-sur-Seine et Semur, de telle sorte qu'en mai 1922 l'interdiction des adjudications immobilières les dimanches et les jours de fêtes légales était absolue dans tout le département de la Côte-d'Or et faisait partie des dispositions réglementaires communes à toutes les compagnies du Département.

Le mois suivant, le Conseil d'Administration du Comité Régional des Notaires du ressort de la Cour d'Appel de Dijon communiquait ce résultat aux autres Compagnies du ressort et les invitait à imiter cet exemple.

Lors des Assemblées générales de mai 1923, les Compagnies de Wassy (Haute-Marne) et de Châlon-sur-Saône (Saône-et-Loire) se rendaient aux considérations qu'on leur avait exposées ; comme les notaires des autres arrondissements ne réformaient pas leurs règlements, le Comité Régional insistait auprès d'eux, et, dans une circulaire de mars 1925, faisait valoir de nouveaux arguments suggérés

(1) Nous verrons, dans un prochain chapitre, combien sont limités les pouvoirs des Chambres en cette matière.

par l'étude de la loi du 19 avril 1924 ; il semble que cette nouvelle tentative n'ait pas provoqué de conversions.

Si un tel mouvement, d'inspiration oligarchique (1) est séduisant en ce que, sagement conduit, il se développe en parfaite harmonie avec les faits et les mœurs, nous en voyons aussitôt le défaut : En dépit d'une continuité de vue et d'une dépense d'énergie auxquelles il convient de rendre hommage, il a fallu plus de dix ans pour étendre la réforme à un seul département ; en douze années, tout le ressort de la Cour de Dijon n'a pu être conquis par l'idée nouvelle.



Dès 1910, la « Basoche » reconnut qu'en n'accordant sa confiance qu'à l'initiative privée, elle faisait fausse route. Elle envoya un représentant au Congrès de la Basoche belge, qui se tint à Bruxelles en juillet 1910 et qui émit le vœu que le législateur décrêtât « que les notaires ne pourraient faire travailler ni instrumenter les dimanches et les jours fériés, exception faite pour les testaments et les donations entre époux, la défense étant étendue, pour les ventes publiques de meubles et de récoltes, à tous les fonctionnaires ayant la même compétence ».

En reproduisant ce vœu, la « Revue Nouvelle » l'accompagnait de commentaires désanchantés sur les résultats qu'on pouvait attendre de l'initiative privée et concluait

(1) Rappelons que ce sont les notaires de première classe de la ville de Dijon qui ont pris l'initiative de la réforme.

en demandant l'intervention des pouvoirs publics. Mais, toujours prudente, la « Basoche » entendait ne pas s'engager à la légère et avant de solliciter un vote du législateur, priait les clercs de faire connaître leur opinion sur la question ; une commission devait élaborer un rapport destiné au Conseil d'Administration ; celui-ci serait chargé d'émettre un vœu ultérieurement soumis aux délibérations d'une assemblée générale...



Cette méthode était forcément d'une extrême lenteur, aussi ne rencontra-t-elle pas un assentiment unanime, et, dès juin de cette même année 1910, les éléments les plus jeunes, les plus hardis de la cléricature, réunis au nombre d'une soixantaine en un Congrès organisé par la « Revue des clercs » constituèrent un « Syndicat National des Clercs d'officiers ministériels de France et d'Algérie » (1) et inscrivirent immédiatement le Repos Hebdomadaire parmi leurs plus urgentes revendications.

Dès sa création, cet organisme envisagea le problème sous un autre aspect que ne l'avait fait la « Basoche », et il chercha à obtenir par voie législative la réalisation immédiate de la réforme. Emporté par de regrettables « surenchères », il alla même jusqu'à préconiser l'action, ou plutôt « l'inaction directe » et conseilla aux clercs de s'entendre pour refuser de paraître le dimanche dans les études.

(1) Un tel syndicat était alors illégal puisqu'avant la loi du 2 mars 1920 celle du 21 mars 1884 était inapplicable aux professions libérales.

C'est à l'instigation du Comité Directeur de ce Syndicat que, le 12 juillet 1910, M. Adrien Veber, député, déposa sur le bureau de la Chambre une question écrite demandant à M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, s'il n'avait pas « l'intention d'imposer aux officiers ministériels, soit par un décret, soit par une loi, une limitation de la durée du travail et un minimum d'appointements en faveur de leurs employés, commis ou clerks, suivant les clauses déjà imposées pour les concessions de travaux publics » (1).

Cette assimilation trahit l'opinion politique de l'auteur de la question (2) : on ne saurait, en effet, à moins d'être collectiviste, désirer l'intervention de l'Etat que pour défendre l'intérêt général, à l'aide de mesures générales, et on ne peut souhaiter sa mainmise sur les offices ministériels développée au point qu'il puisse exiger des candidats autre chose que les garanties de savoir et de moralité nécessaires à l'exercice de leur profession et à la sauvegarde des intérêts du public.

Le 23 juillet 1910, le Ministre de la Justice déclarait à M. Veber, par la voie de l'*Officiel* : « Pour répondre à cette question, il m'est nécessaire d'avoir des renseignements précis sur la situation actuelle des clerks, commis et employés ; j'ai invité les Procureurs généraux à me transmettre des rapports et avis sur ce point ; dès que je

(1) *J.O.* du 13 juillet 1910. Débats parlementaires. Chambre, p 2540, question n° 58.

(2) M. Veber était inscrit au groupe socialiste de la Chambre.

les aurais reçus, je m'empresserai de fournir à M. Veber une réponse à la question qu'il a bien voulu me poser » (1).

Cette enquête prescrite par une circulaire ministérielle du 26 juillet 1910, les Procureurs se documentèrent pendant les vacances, et le huit novembre suivant, une réponse définitive pouvait être faite à la question de M. Veber :

« Si l'usage de fermer le dimanche n'est pas encore adopté partout, il tend du moins à se généraliser, et ce n'est plus guère que dans les études rurales, où souvent le titulaire exerce sa profession sans aucun clerc pour le seconder, que le repos dominical ne se trouve pas complètement observé. Il convient d'ailleurs de remarquer que la loi du 13 juillet 1906 visant exclusivement les établissements industriels et commerciaux n'est pas applicable aux offices ministériels.

«... Si des améliorations sont réalisables dans la situation des clercs, c'est à ceux-ci, à leurs sociétés de prévoyance et à leurs associations professionnelles de les discuter avec leurs patrons, la Chancellerie sera toujours disposée, dans les limites de sa compétence, à prêter aux intéressés son concours pour une entente.

« Mais le Garde des Sceaux ne saurait, comme le propose l'auteur de la question, assimiler les officiers publics et ministériels à des concessionnaires de travaux publics, ni faire de la diminution des heures de travail des clercs

(1) J.O. du 23 juillet 1910, partie officielle, p. 6408.

ou de l'augmentation de leurs appointements, une condition absolue de son acceptation des candidats présentés conformément à la loi du 28 avril 1816 par les titulaires d'office qui résignent leurs fonctions » (1).

La réponse de la Chancellerie était nettement et volontairement optimiste, et son désir s'y manifeste déjà de voir les clerks discuter directement avec les officiers ministériels leurs conditions de travail en dehors de toute intervention législative, quelle qu'en pût être la légitimité. Seule, d'autre part, la suggestion positive de M. Veber semble avoir été prise en considération alors que d'autres mesures étaient susceptibles de lui donner satisfaction, et la loi de 1906 n'est évoquée que pour rappeler qu'elle n'est pas applicable aux clerks.

M. Veber, on le devine, ne fut pas satisfait de cette réponse, et, dès le 15 novembre, profitant de la discussion générale du budget du Ministère de la Justice, il la critiqua âprement à la Tribune de la Chambre ; il put même, sans être démenti par le Ministre de la Justice, dire que l'enquête à laquelle se référait le texte par lui incriminé était une « pure comédie » et, pour appuyer sa thèse, faire diverses révélations qui permettent de douter de l'entière exactitude des renseignements officiellement recueillis : c'est le Président de la Conférence des

(1) *J.O.* du 9 novembre 1910. Débats parlementaires. Chambre, p. 2702.

Avoués des Départements conseillant à ses confrères de différer leur réponse jusqu'à la fin des vacances alors qu'avant l'expiration de cette période le ministre annonçait à M. Veber la clôture de son enquête — par suite nécessairement incomplète ; — c'est ce même Président soumettant à ses confrères un projet de réponse « passe-partout » qui inspira manifestement, en sa rédaction même, le texte de la Chancellerie ; ce sont certains Procureurs généraux faisant procéder à l'enquête prescrite par des commissaires de police à qui les officiers ministériels refusèrent à juste titre de répondre ; — de la discussion qui eut lieu à cette séance, enfin, il semble résulter que, dans la presque totalité des cas, seuls les groupements patronaux furent consultés (1). Nous n'avons pu obtenir nul renseignement direct sur la façon dont avaient été effectuées les opérations discutées, mais, en dehors du silence significatif du ministre, ce que nous savons des enquêtes ultérieurement ordonnées ne nous autorise pas à ne pas considérer les affirmations de M. Veber comme renfermant beaucoup de vérité.

* * *

M. Veber avait pu dire du texte que lui avait adressé la Chancellerie : « c'est répondre pour ne pas répondre ». M. Fleury Ravarin devait être plus heureux ; un mois

(1) Séance du 15 novembre 1910. *J.O.* du 16 novembre. Débats Parlementaires. Chambre des députés, pp. 2603 à 2606.

après la discussion que nous venons d'analyser, il reprenait la question de M. Veber et se gardant de toute suggestion demandait à M. le Ministre de la Justice, garde des Sceaux, « quelles mesures il comptait prendre pour assurer aux clercs de notaire le bénéfice du repos hebdomadaire » (1).

La Chancellerie était contrainte de prendre parti ; elle le fit de façon nette et, dès alors, se montra hostile à toute réglementation législative du repos des clercs (2). En cinq jours, elle élaborait la réponse suivante, la seule à notre connaissance où sa doctrine soit ouvertement révélée :

« Par une circulaire du 26 juillet 1910, la Chancellerie a fait procéder à une enquête sur le travail des clercs, et il résulte des renseignements recueillis que, d'une façon générale, le repos dominical est observé dans les études urbaines.

« En ce qui touche les études rurales, l'usage d'ouvrir le dimanche est imposé par les habitudes des clients qui, occupés pendant la semaine aux travaux de la terre ou de leur industrie, ne peuvent se rendre que ce jour-là chez les officiers ministériels.

« L'étude n'ouvre d'ailleurs le plus souvent que le

(1) J.O. du 20 décembre 1910 Débats Parlementaires. Chambre des Députés, p. 3490, question n° 226.

(2) Nous verrons par la suite qu'elle ne s'est jamais départie de cette attitude.

matin et le service est assuré par un des clerks à tour de rôle.

« Enfin, c'est au dimanche que, sont ordinairement fixées les adjudications en vue de réunir le plus grand nombre d'amateurs.

« L'interdiction du travail le dimanche aux clerks des officiers ministériels pourrait ainsi causer un grave préjudice aux justiciables.

« Le Garde des Sceaux ne saurait, dans ces conditions, prendre l'initiative d'un projet de loi rendant applicable aux clerks la loi sur le Repos Hebdomadaire » (1).

Cette initiative, deux députés la prirent à la demande du Syndicat National des Clerks d'Officiers Ministériels. Au début de 1911, MM. Adrien Veber et l'abbé Lemire déposèrent un amendement tendant à introduire dans la loi de finances de 1911 un article additionnel ainsi conçu : « La loi du 13 juillet 1906 sur le Repos hebdomadaire est applicable aux clerks des études dans les offices ministériels.

« Les Chambres de discipline assureront, sous le contrôle du Parquet, l'exécution du paragraphe précédent ».

En même temps, ils demandaient au Syndicat National le concours de ses adhérents par l'intermédiaire de l'or-

(1) J.O. du 25 décembre 1910. Débats Parlementaires. Chambre des députés, p. 3683.

igane de ce groupement, « l'Eveil Syndical de la Basoche » (1).

Au cours de la première séance du treize avril 1911, l'amendement vint en discussion à la Chambre des Députés.

M. Lemire exposa la question en peu de mots, en la plaçant sur son vrai terrain : admettre une catégorie d'employés au régime du droit commun : la loi du 13 juillet 1906, disait-il, « prise dans son sens strict ne vise que les employés et ouvriers du commerce et de l'industrie.

« Pourtant, les clercs des études et offices ministériels ont droit, comme les autres travailleurs, à jouir de la vie de famille et à avoir un peu de repos un jour fixe par semaine.

« M. Veber et moi n'avons reçu aucune protestation contre cet article additionnel. On aurait eu le temps, certes, d'en formuler. Il est déposé depuis plusieurs mois. Tous les journaux de France et de Navarre en ont parlé ; aucune objection sérieuse n'y a été faite. Je n'insiste donc pas, je crois que la Chambre n'hésitera pas à le voter (*très bien, très bien*) (2).

(1) Cf. « L'Eveil syndical de la Basoche », organe du Syndicat National des Clercs d'Officiers Ministériels. Rédaction-Administration. Syndicat National des clercs, 15, Rue Lamartine, Paris. (Bibliothèque Nationale, journaux, n° 40.388 (2 liasses). Feuille du 25 mars 1911 n° 1).

(2) J.O. du 14 avril 1911. Débats Parlementaires. Chambre des Députés, p. 2037.

Cependant le Garde des Sceaux tint à exposer à la Chambre les inconvénients de la réforme projetée. Après avoir rappelé que la « disposition proposée était en opposition avec le caractère de la loi sur le repos hebdomadaire qui vise seulement les employés et ouvriers » à l'exclusion des « clerks des études et offices Ministériels » il demanda que la question fût tranchée par une loi spéciale mûrement examinée et étudiée à loisir. Puis, se référant à l'enquête de 1910, il conclut que, si le repos hebdomadaire n'était pas observé dans les campagnes, c'est que le dimanche était le jour préféré des justiciables pour se rendre chez le notaire, s'attirant ainsi une verte réplique de MM. Simonet et Lemire : « Il ne faut pas confondre le repos dominical avec le repos hebdomadaire ».

M. Veber crut néanmoins devoir monter à la tribune pour rappeler que « la loi sur le repos hebdomadaire est suffisamment élastique pour se prêter à toutes les situations » et exposer les divers modes possibles de repos. C'était là chose que nul dans l'assemblée n'aurait dû ignorer : cependant, cette précision semble n'avoir pas été inutile puisqu'elle provoqua l'acquiescement de M. le Garde des Sceaux (1) et assura le vote de l'amendement sans autre discussion.

(1) Acquiescement donné en des termes tels que ne peut être mise en doute l'influence de la remarque de M. Veber : « *M. le garde de Sceaux, ministre de la Justice* : Les explications que vient de donner M. Veber sont de nature, je le reconnais, à concilier les divers intérêts en présence; puisqu'il est bien entendu que le repos hebdomadaire ne sera pas

Aussitôt ce premier résultat acquis, le Syndicat National demanda à M. Delahaye de vouloir bien intervenir à nouveau au Sénat en faveur des clercs et lui offrit de faire adresser de nouvelles pétitions aux membres de la Haute Assemblée. M. Delahaye jugea superflues ces démarches (1), mais son optimisme devait être déçu ; la commission des Finances du Sénat proposa la disjonction du texte voté par la Chambre, invoquant « qu'une disposition de cette nature contraire à la loi du 13 juillet 1906 qui vise seulement les ouvriers et employés du commerce et de l'industrie n'avait pas sa place dans la loi de Finances (2).

En séance, le 7 juillet 1911, M. Delahaye demanda le rétablissement de l'article additionnel, rappelant qu'en 1906 on lui avait déjà promis d'aviser (3).

Le nouveau ministre de la Justice répliqua qu'il était « personnellement très favorable aux idées développées et aux principes émis par M. Delahaye » mais que la

obligatoirement donné le dimanche, je ne m'oppose plus à l'adoption de l'article additionnel ». *J. O.* du 14 avril 1911. Débats Parlementaires. Chambre des Députés pp. 3037 et 3038.

(1) Voici le texte de la réponse de M. Delahaye à la proposition du Syndicat :

Monsieur le Secrétaire,

« L'article additionnel à la loi de finances de MM. Lemire et Veber voté à la séance du 13 avril ne sera probablement pas contesté au Sénat, puisqu'il a été accepté par M. le Garde des Sceaux.

« Dans ces conditions, je crois qu'une nouvelle pétition des intéressés ne s'impose pas ».

Cf. « *Eveil Syndical de la Basoche* ». N° 2, 25 avril 1911.

(2) *J. O.* du 31 mai 1911. Documents Parlementaires. Sénat, p. 714.

(3) *J. O.* du 8 juillet 1911. Débats Parlementaires, Sénat, pp. 1194 et 1195.

Commission des Finances avait pris une décision logique, car il s'agissait de « modifier profondément non seulement les termes, mais l'esprit de la loi de 1906 » et conclut en proposant de réaliser la réforme au moyen d'un projet de loi ultérieur.

Après une brève réponse de M. Delahaye qui provoqua des « mouvements divers » par une menace de bouleversements, la disjonction fut prononcée.

En remerciant M. Delahaye de son intervention, le Secrétaire du Syndicat National avouait que la réforme ne pouvait guère trouver place dans une loi de finances. Cependant, il était, ajoutait-il, permis de supposer que les raisons de méthode législative invoquées contre l'amendement Veber l'étaient surtout « par manque de sympathie pour la réforme » (1) et de craindre, avec M. Delahaye, que la disjonction ne devint un enterrement de première classe » (2).

Il n'en fut rien cependant, grâce à M. Veber qui, membre de la commission du Budget de la Chambre des Députés, réussit à faire comprendre son amendement parmi les textes que la commission des Finances du Sénat devait accepter en échange d'autres concessions pour aboutir à un accord entre les deux Assemblées (3).

(1) Cf. « Eveil Syndical de la Basoche ». N° du 25 juillet 1911.

(2) J.O. du 8 juillet 1911. Débats Parlementaires. Sénat, p. 1193.

(3) Cf. Le discours de M. Veber au Congrès organisé par le Syndicat National, le 1^{er} octobre 1911. (« Eveil Syndical de la Basoche ». N° 8. 25 octobre 1911).

En effet, à la demande de sa commission, la Chambre des Députés rétablissait sans discussion, le 10 juillet 1911, le texte disjoint par le Sénat (1) et celui-ci, à son tour, adoptait l'article additionnel (qui devait porter le numéro 95 de la loi) dans sa deuxième séance du 11 juillet 1911 (2).

Le texte désiré par le Syndicat National avait été rapidement voté, ainsi qu'il l'avait souhaité ; il n'était néanmoins pas pleinement satisfait de ce résultat et déclarait que le plus gros effort restait à accomplir pour adapter la loi à la cléricature.

C'est la thèse qu'avait toujours soutenue « La Basoche » ; aussi n'était-elle pas intervenue au cours de la discussion ; lors de son Assemblée générale du 19 mars 1911, son secrétaire rapporteur se félicitait du rejet, en 1906, de l'amendement de M. Delahaye. Cette même assemblée émettait un vœu en faveur du Repos dominical et donnait mission au Conseil d'Administration de faire le nécessaire pour en assurer la réalisation (3).

Plus tard même, en annonçant le vote, par la Chambre des Députés, de l'amendement Lemire et Veber, la « Revue Nouvelle » ne se réjouissait pas sans restriction de ce succès (4) et regrettait « que le texte adopté par la

(1) *J.O.* du 11 juillet 1911. Débats Parlementaires, Chambre des Députés, p. 2700.

(2) *J.O.* du 12 juillet 1911. Débats Parlementaires. Sénat, p. 1276.

(3) « *Revue Nouvelle* ». N° du 13 avril 1911. « *Bulletin de la Basoche* », pp. 103 et 104.

(4) Plutôt succès d'un organisme rival, d'ailleurs.

Chambre n'ait pas été un peu plus étudié, car son application serait difficile, et des retouches seraient peut être nécessaires dans l'avenir » (1). Cette opinion devait se trouver par la suite pleinement justifiée...

Mais avant d'étudier comment fut appliquée la loi, notons que les diverses dispositions législatives relatives aux conditions du travail, à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs et à l'inspection du travail furent, par la loi du 30 novembre 1912, codifiées pour former le livre deuxième du Code du Travail : « Réglementation du Travail ». — Par un anachronisme dont nous nous excusons, mais qui facilite les recherches, c'est à cette dernière rédaction que nous nous référerons à l'avenir.

(1) « Revue Nouvelle », n° du 30 avril 1911. « Bulletin de la Basoche », p. 114.

CHAPITRE IV

Étude Théorique **de la Loi du 13 Juillet 1911**

Nous avons vu combien succinct est le texte qui rend applicable aux clercs des officiers ministériels les dispositions législatives antérieures relatives au repos hebdomadaire : « Les dispositions de la présente section sont applicables aux clercs des études dans les offices ministériels. Les Chambres de discipline assurent, sous le contrôle du parquet l'exécution du présent article ».

Cette brièveté devait provoquer de pénibles discussions, car on ne peut réussir à découvrir la pensée du législateur dans les travaux préparatoires. Heureusement, la jurisprudence avait eu déjà à se prononcer dans la plupart des controverses nées des dispositions générales de la loi de 1906 et il ne subsistait plus que peu d'obscurités à leur sujet.

Les articles 30 à 33 du livre deux du Code du travail contiennent les principes de la loi : Nul n'a le droit d'occuper plus de six jours par semaine un même employé ou ouvrier... Le repos hebdomadaire, d'une durée minima de vingt-quatre heures consécutives, doit être donné le dimanche.

Il est hors de doute que le texte n'interdit pas à l'employeur lui-même de travailler sept jours la semaine et qu'il ne prescrit pas la fermeture de l'établissement le jour consacré au repos du personnel.

Doit-on appliquer la seconde proposition du principe (article 33 du livre II) dans les cas où ne se rencontrent pas les conditions prévues par les articles 30 et 31 ? Il a été jugé qu'un commerçant qui n'ouvre son magasin que deux fois par semaine, le jeudi et le dimanche, pouvait sans autorisation occuper ces jours-là des employés dans son établissement (1).

La question se pose-t-elle de même quand l'établissement reste ouvert toute la semaine, et que le personnel n'y travaille, pendant cette période que cinq jours au maximum ?

Nous croyons que dans cette espèce, l'obtention d'une dérogation est nécessaire (2) : Admettre une autre solution serait, à notre avis, ruiner le système de la loi : l'article 33 exprime une règle essentielle et le législateur a nettement manifesté, après un large débat, sa volonté de voir fixer au dimanche le jour du repos dans un but moralisateur.

La question n'offre, dans le commerce ou l'industrie, qu'un intérêt médiocre. Au contraire, le problème ne

(1) Tribunal de Simple Police, Seine. 19 février 1907,

(2) *Contra* « Le repos hebdomadaire », par L. Bruneau, docteur en droit, docteur es-sciences politiques et économiques. Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence. Paris 1907, p. 11.

manque pas d'importance pour le notariat, car, dans de nombreuses études rurales du Centre et du Midi de la France, le clerc — quant il existe — est un fonctionnaire retraité qui, quelques jours par semaine, vient prêter ses services au notaire, et, entre temps, exploite une petite métairie, taille ses vignes, ou aide ses proches à engranger la moisson ou à terminer la vendange, et dans la plupart des cas, travaille à l'étude le dimanche, la plupart des notaires se considérant à tort de plein droit dégagés de l'obligation de donner à cet employé le repos dominical

* * *

Les commentateurs sont unanimes à admettre que le nombre d'heures passé chaque jour par les employés dans l'établissement n'influe pas sur leur droit au repos hebdomadaire. Quelle que soit la durée de leur travail, même s'ils ne se trouvent, en fait, occupés que la matinée ou que l'après-midi, les clercs doivent bénéficier, chaque semaine, d'une journée de repos complet. Autrement, il serait simple d'éluder les dispositions de la loi en modifiant les horaires du travail (1).

(1) Cf. Bruneau, *op. cit.* p. 111 et « Le repos hebdomadaire », par Gaston Bonnefoy, docteur en droit, docteur ès-sciences juridiques et économiques. (Librairie de la Cour de Cassation, Paris 1907), pp. 119 et 252. Voir aussi tribunal de Simple Police de la Seine, 29 décembre 1906 et aussi Cour de Cassation (Chambre Criminelle), 2 février 1907 : il s'agissait dans cette dernière espèce d'un chef de cuisine et d'un plongeur qui « eu égard au temps du repos qui leur était laissé chaque jour, auraient joui, en fait de plus d'heures de repos que n'en exige la loi » : leur droit à une pleine journée de repos fut cependant reconnu. Cf. Encore,

La durée du repos, fixée par le Sénat à vingt-quatre heures consécutives, après un assez long débat, ne saurait causer de graves difficultés au notariat, qui ignore le travail de nuit.

Il en est de même de la détermination du jour de repos qui est, d'une façon générale, fixé au dimanche.

* * *

Au cours de la discussion, à la Chambre des Députés, de l'article additionnel dont il était l'auteur, M. Veber, nous l'avons vu, dut expliquer que le repos hebdomadaire des clercs de notaire ne devrait pas nécessairement être accordé le dimanche... Malgré cela le Garde des Sceaux crut devoir insister et faire mieux connaître encore aux officiers ministériels les facilités que la loi leur offrait et, par l'intermédiaire des procureurs généraux, il avisa les « notaires, huissiers, ou autres officiers ministériels que, si l'intérêt de leur clientèle l'exigeait, il leur était loisible de recourir aux dispositions spéciales des articles 2 et 8 de la loi du 13 juillet 1906 (34 et 35 du livre II du code) et de demander au Préfet l'autorisation de fixer à un autre jour que le dimanche le repos hebdomadaire de leur personnel » (1).

Poussant plus loin encore la sollicitude, la Chancellerie par cette même circulaire, indiquait à demi mot aux

dans le même sens, Tribunal Simple Police. Seine 18 janvier et 21 février 1907, relativement au repos de portouses de pain qui ne sont employées que la matinée dans les boulangeries.

(1) Circulaire de M. le Ministre de la justice du 20 juillet 1911,

officiers ministériels les raisons qu'ils pourraient invoquer pour obtenir des Préfets les autorisations sollicitées : « C'est, en effet, le dimanche que les clients, occupés pendant la semaine, peuvent le plus facilement se rendre chez l'homme d'affaires ; c'est aussi ce jour là qu'il est le plus pratique de procéder aux adjudications mobilières, les amateurs y venant plus nombreux ».

Ainsi, les notaires, s'ils voulaient faire travailler leurs clercs, le dimanche, pouvaient mais aussi devaient demander une autorisation en vertu de l'article 34, et, aux termes de l'article 35, c'est au Préfet de leur département qu'ils devaient adresser leur requête.

* * *

Celui qui sollicite une dérogation doit établir que « le repos simultané le dimanche de tout le personnel de l'établissement serait préjudiciable au public ou compromettrait le fonctionnement normal de cet établissement ».

Il suffit, pour que naisse le droit à la dérogation, qu'une seule de ces deux conditions se trouve réalisée, mais encore faut-il, comme le dit M. le Conseiller Romieux, dans les conclusions qu'il développa devant le Conseil d'Etat le 30 novembre 1906 (1) « un trouble sérieux dans les habitudes locales ou dans la marche du commerce du demandeur » (2), ou, comme l'a précisé le rapporteur de

(1) Dalloz chronologique. 1907, 3^e partie, pp. 4 à 6.

(2) Ibid. Voir aussi circulaire de M. le ministre du Commerce du 20 juillet 1906.

la commission du Sénat « qu'il y ait gêne réelle pour le public ou atteinte profonde au fonctionnement de l'établissement » (1).

En ce qui concerne les notaires, les éléments susceptibles de causer la gêne du public doivent solliciter beaucoup plus l'attention que ceux qui ne risquent que de troubler le fonctionnement de l'établissement. Le notaire, fonctionnaire public, se doit en effet à la collectivité; la marche de son établissement est un facteur intéressant, certes, mais qui doit demeurer au second plan.

Tout ce qui cause un préjudice grave au public occasionne par là même, une atteinte profonde au fonctionnement de l'établissement... mais, de ce dernier chef, d'autres raisons peuvent être invoquées : économiques, commerciales, techniques, administratives, spéciales à la profession ou à l'établissement qui sollicite la dérogation. Tels sont les arguments de concurrence (2) ou l'obligation imposée aux officiers ministériels par le Code de Procédure Civile de procéder le dimanche à certaines ventes aux enchères; peut être même les notaires eussent-ils pu invoquer la nécessité de prêter leur ministère à toute réquisition : nous avons essayé de montrer la portée exacte de cette prescription, mais l'argument

(1) Séance du 29 juin 1906. *J. O.* du 30 juin 1906. Débats Parlementaires, Sénat, p. 723.

(2) Nous verrons mieux plus loin toute l'importance de ce point en ce qui concerne le notariat.

aurait cependant eu, si même il n'a pas eu, une grosse influence sur les décisions des Préfets.

Ceux-ci doivent observer certaines règles dans l'octroi des dérogations qui leur sont demandées : le législateur a inséré dans la loi ses préférences pour certains régimes exceptionnels : ainsi le repos par roulement ne doit être autorisé que sur la preuve des inconvénients inhérents à chacune des trois autres cédules. Des instructions avaient aussi précisé la suite que devaient comporter les demandes de dérogations extralégales, comme celle de deux jours de repos consécutifs par quinzaine : « A toutes ces demandes, il doit être répondu que la loi n'ayant pas autorisé le mode de repos réclamé, la pétition n'est susceptible d'aucune suite » (1). Nous verrons cependant que les notaires n'hésitèrent pas plus à formuler de telles demandes que les Préfets à accorder de semblables autorisations.



Bien que la tutélaire circulaire du 15 août 1911 ne le signalât pas, les officiers ministériels pouvaient bénéficier aussi des dispositions de l'article 43 : « Dans les établissements occupant moins de cinq ouvriers ou employés, et admis à donner le repos par roulement, le

(1) Circulaire du Ministre du Commerce aux Préfets, en date du 9 août 1906.

repos d'une journée par semaine peut être remplacé par deux repos d'une demi-journée représentant ensemble la durée d'une journée complète de travail » : Nombreux sont, en effet les notaires qui emploient moins de cinq clerks (1).

Une autre disposition dont pouvaient se réclamer bon nombre de notaires est celle de l'article 36 : « L'autorisation accordée à un établissement devra être étendue aux établissements de la même ville faisant le même genre d'affaires et s'adressant à la même clientèle ». La circulaire ministérielle du 15 janvier 1913 ne prévoit l'application de ce texte qu'aux commerçants, mais la rédaction de celui-ci est assez compréhensive pour qu'il concerne les officiers ministériels.

Trois conditions seulement sont requises pour bénéficier de cette disposition : L'établissement qui veut s'en prévaloir doit être situé dans la même ville, faire le même genre d'affaires et s'adresser à la même clientèle que celui qui profite déjà de l'autorisation (2). Quand est remplie la condition territoriale étroite formellement imposée par le texte, les deux autres se trouvent toujours

(1) Et si l'on tient compte de la tolérance admise par l'administration (circulaire du Ministre du Travail aux Préfets du 10 avril 1907), cet article concerne tous les officiers ministériels ayant moins de sept employés.

(2) Il est même permis de présumer que si l'on avait légiféré spécialement pour les officiers ministériels, le souci d'égaliser les conditions de concurrence qui anima le Sénat en 1906 aurait fait substituer au cadre restreint de la ville celui du canton, où tous les notaires ont égale compétence.

accomplies par les notaires : même genre d'affaires : d'une appréciation en général extrêmement délicate (1), ce caractère n'offre en l'espèce aucune difficulté : les notaires sont spécialisés moins que tous autres. Même clientèle enfin : là encore, aucun doute n'est possible ; il y a, certes parfois des nuances, mais tous s'adressent uniformément à toutes les classes de la société.

Malgré toutes les recommandations de prudence qui ont été, à plusieurs reprises, prodiguées aux préfets (2), ceux-ci n'auraient pas pu refuser aux notaires le bénéfice des dispositions de l'article 36 (3).



Une question se pose, qui domine toute cette discussion. Les notaires pouvaient-ils se trouver dans des circonstances leur permettant d'obtenir une dérogation en vertu de l'article 34 ? La circulaire de la Chancellerie, en date du 15 août 1911, semblait l'admettre « a priori » mais la question n'en a pas moins été sérieusement controversée : Bon nombre de notaires avaient jugé qu'il

(1) Cf. Les précisions contenues dans la circulaire du 15 janvier 1913.

(2) Cf. Notamment Circulaires Ministérielles du 15 août 1906 et 15 janvier 1913.

(3) Notons en effet que, si cette extension est « de droit » elle reste néanmoins subordonnée à la formalité d'une autorisation préfectorale particulière à chaque établissement. Et aux termes d'une décision rendue par le Conseil d'Etat le 27 décembre 1912 (Bulletin de l'inspection du travail, 1913, n^{os} 1 et 2, p. 25) les demandes de dérogations fondées sur l'octroi antérieur d'autorisation à un établissement similaire doivent faire l'objet de la même instruction que les demandes motivées par la gêne du public ou le trouble causé au fonctionnement normal de l'établissement.

n'en était rien, en ce qui les concernait, puisque plus de soixante compagnies avaient, avant le vote de la loi, décidé la fermeture complète de toutes les études le dimanche.

Sans étudier la possibilité de réformes que le temps a facilitées, c'est à juste titre croyons-nous qu'en 1911, dans de nombreux cas, les notaires pouvaient invoquer le préjudice sérieux de leur clientèle ou le trouble grave que le repos dominical aurait apporté dans le fonctionnement de leur étude. C'est ainsi que, dans les Basses-Alpes, l'Aveyron, la Dordogne, etc..., le dimanche est le jour où le notaire et les clerks — quand il y en a — sont les plus occupés. C'est une survivance du temps où, ce jour-là, des communes environnantes, des fermes éparses dans les vallées ou perchées sur les coteaux, les familles entières venaient au bourg, les femmes pour vaquer aux provisions et prier à l'église, les hommes pour boire au cabaret puis (la fermeture en étant obligatoire pendant l'office) discuter et traiter les affaires chez le notaire.

Les titulaires d'autres études pouvaient invoquer l'existence, à leur résidence, d'un marché dominical (1). Le Conseil d'Etat a justement jugé que ce n'était pas là une raison par elle seule suffisante : dans certaines villes,

(1) Les marchés dominicaux ne sont pas aussi fréquents qu'on pourrait le croire, en raison de la défense de les tenir ce jour là qui existait sous l'ancien régime. Cf. Edit de Charles IX aux Etats de Blois (1560) à ce sujet.

en effet, les notaires ont facilement réussi, à la suite d'une décision de leur compagnie, à fermer leurs études le dimanche, bien que le marché ait lieu ce jour-là. Mais combien d'autres auraient pu, à l'appui de leur requête relater des scènes analogues à celle-ci, telle qu'a bien voulu nous la conter M^e Thomas, notaire à Saint-Pierre d'Oléron :

« Vers 1902, la Chambre des Notaires de Marennes avait décidé que les études de notaires de l'arrondissement seraient fermées le dimanche. Les notaires de l'Ile d'Oléron, comme leurs confrères du continent, fermèrent donc leurs études le dimanche ».

« Depuis une date immémoriale, les grands marchés ont lieu au Château et à Saint-Pierre (chefs-lieu des deux cantons de l'Ile) le dimanche matin ; les campagnards profitent de l'occasion pour traiter leurs affaires chez les notaires, etc...

« En 1902, en raison de la fermeture le dimanche, les études de notaires de l'Ile étaient littéralement assiégées par les paysans qui, malgré les avis affichés, cognaient dans les portes à qui mieux mieux. C'était absolument intenable pour les notaires qui étaient obligés de se sauver de chez eux...

Se serait-il trouvé un préfet pour prolonger le tourment des notaires ainsi obsédés en leur refusant l'autorisation de donner le repos hebdomadaire en semaine ?



D'autres fois encore, les notaires pouvaient invoquer la « tenue » d'une foire dominicale au lieu de leur résidence. Le problème n'a pas de solution aussi simple que dans les cas précédents : la loi qui a expressément prévu les fêtes *locales* (1), ne parle pas des foires ; comme les dérogations sont exceptionnelles, le texte doit être interprété de façon étroite ; nulle assimilation n'est donc possible d'une part des foires aux fêtes locales, d'autre part des notaires aux commerçants détaillants, seuls visés par l'article 44. Mais là encore, il aurait été, croyons-nous, possible aux notaires de demander et d'obtenir une dérogation pour chacune des foires dominicales de leur résidence.

Qu'on n'objecte pas l'important surcroît de besogne qui en serait résulté pour les préfectures : d'une part, nous croyons qu'il est possible d'autoriser un régime de repos exceptionnel pour tous les dimanches ou une foire doit avoir lieu, et, d'autre part, les foires se tiennent rarement le dimanche ; nous ne croyons pas qu'il y en ait, pour toute la France, plus de 1.500 à 2.000 par an, et, dans certaines contrées, elles sont presque totalement inconnues ce jour-là.

(1) Article 44 : « Dans tout établissement où s'exerce un commerce de détail et dans lequel le repos hebdomadaire a lieu le dimanche, ce repos peut être supprimé lorsqu'il coïncide avec un jour de fête locale ou de quartier désigné par arrêté municipal ».

Dans les douze départements suivants : Allier, Cher, Creuse, Loire, Nièvre, Puy-de-Dôme, Saône-et-Loire, Calvados, Ille-et-Vilaine, Manche, Mayenne et Orne, tous situés dans des régions d'élevage où se fait un intense commerce d'animaux, en 1926, sur 8.677 foires, nous n'en avons compté que 49 le dimanche (1).



Pour toutes ces raisons; on peut aisément taxer d'excessif le vœu émis par le Syndicat National des Clercs, en décembre 1911, invitant « les Préfets de la Seine, de Seine-et-Oise et de Seine-et-Marne à refuser toutes les dérogations qui leur sont demandées » (2).

D'ailleurs ces clercs, en manifestant une opinion si absolue n'étaient pas sans excuse : ils savaient combien mal avait été appliquée la loi de 1906, et connaissaient le nombre considérable des dérogations qui avaient privé de trop nombreux employés de l'entier bénéfice du repos (3). C'est contre ce danger, né de la faiblesse des autorités chargées de l'application de la loi, que cher-

(1) Cf. « Le Petit Journal Agricole » — « Annuaire Bourbonnais. Tableaux des foires, des marchés et des fêtes foraines pour 1926 » (imprimerie Crépin Leblond, à Moulins) et « l'Almanach de la Manche, astronomique, prophétique, historique, anecdotique, véridique et curieux, contenant le personnel judiciaire, les communes, bureaux de poste, mairies, adjoints, curés, vicaires, percepteurs, instituteurs, institutrices et le tableau des foires de la Manche, du Calvados, de l'Orne, de l'Ille-et-Vilaine et de la Mayenne. (Imprimerie Daireaux, à Contances).

(2) « Le Matin » feuille du mardi 12 décembre 1911 p. 4, 4^e colonne.

(3) Cf. « Le Repos Hebdomadaire dans les commerces de détail », par G. Le Rendu, avocat, docteur en droit. Imprimerie A. Letreguilly, Saint-Lô, 1911,

chaient à se prémunir les clercs syndiqués... L'événement devait dépasser leurs craintes.



L'obtention des dérogations est soumise à de nombreuses formalités. La demande d'autorisation, adressée au Préfet, doit indiquer les raisons qui rendent impossible le repos collectif le dimanche, et les motifs qui portent le pétitionnaire à choisir un régime exceptionnel de préférence aux autres. Avant de statuer, le Préfet doit consulter le Conseil Municipal de la commune du solliciteur, la Chambre de commerce et les Syndicats patronaux et ouvriers intéressés.

Ce dernier mot a été ajouté selon l'expression du rapporteur de la loi au Sénat, « afin qu'on n'aille pas consulter des forgerons pour savoir si des magasins de nouveautés doivent ouvrir ». Or, c'est ce beau résultat qu'obtient la loi de 1911, en exigeant l'avis de la Chambre de Commerce sur les demandes d'autorisations émanant des officiers ministériels ; l'incompétence de cet organisme est complète ; il ne peut exprimer que l'opinion des consommateurs, comme le Conseil Municipal, comme le « Syndicat des Forgerons ». La Chambre des Notaires doit être consultée, elle aussi, aux termes de la circulaire du 8 septembre 1911 (1), mais seulement « en l'absence

(1) Circulaire du Ministre du Travail et de la Prévoyance Sociale aux Préfets et Inspecteurs Divisionnaires.

de Syndicats patronaux de la profession » en « parente pauvre » de même qu'on juge qu'il y « aurait intérêt à ce que les Préfets consultassent à défaut de Syndicats ouvriers, les Associations formées entre clercs d'officiers ministériels et déclarées en vertu de l'article 5 de la loi du 1^{er} juillet 1901 » (1).

Enfin, le bénéficiaire d'une dérogation doit encore remplir quelques formalités : aviser de l'autorisation qu'il a obtenue l'autorité chargée du contrôle et faire connaître les dispositions qu'il a prises pour mettre en pratique le régime de repos permis. Dans son établissement même, il doit, selon la cédule adoptée, exposer une affiche ou tenir un registre qui permette au service de contrôle de procéder aux vérifications jugées utiles.



Service de contrôle, autorité de contrôle : c'est à dessein que nous avons employé ces expressions vagues ; la question du contrôle dans les études des officiers ministériels a, en effet, soulevé une assez grosse controverse.

Le texte de 1906 charge du contrôle « les inspecteurs et inspectrices du travail, concurremment avec tous officiers de police judiciaire » (article 11) et il défère les contrevenants aux tribunaux de simple police (article 13) ou, en cas de récidive, aux Tribunaux correctionnels (article 15). La loi du 13 juillet 1911 dispose, au contraire :

(1) *Ibid.*

« Les chambres de discipline assureront, sous le contrôle du parquet, l'exécution du paragraphe précédent ».

Comment concilier ces deux textes ? Les travaux préparatoires, par ailleurs encombrés de redites, ne nous fournissent guère d'éclaircissement sur ce point ; à la Chambre des Députés, il ne fut pas abordé ; au Sénat, M. Delahaye qui demandait le rétablissement de l'article disjoint en commission, s'exprima en des termes qui paraissent écarter toute intervention des autorités ordinaires de contrôle (1). Mais M. Delahaye fut battu, et son opinion, qui resta sans confirmation officielle au cours du débat, ne peut légitimement être considérée comme l'intention du législateur. Le texte, rétabli par la Chambre des Députés, fut ensuite voté sans discussion.

Quel système adopter ? Les clerks en imaginèrent un qui ne manquait pas d'ingéniosité, mais qui, par ses subtiles distinctions, peut paraître un peu alexandrin.

Ils reconnaissaient aux inspecteurs du travail et officiers de police judiciaire qualité pour constater, à l'égard des officiers ministériels, les infractions à la loi sur le repos hebdomadaire (2).

Puis, sans grand souci de logique, les clerks estimaient que le paragraphe 2 de la loi de 1911 créait une exception aux principes de compétence établis par la loi de 1906,

(1) Cf. 2^e séance du 7 juillet 1911. *J.O.* du 8 juillet 1911. Débats Parlementaires. Sénat, p. 1194 et 1195.

(2) « *Revue Nouvelle* ». n° du 15 août 1911, « Etudes Théoriques et Pratiques ». p. 416.

et privait les tribunaux ordinaires de la connaissance des infractions qui devaient être soumises aux Chambres de discipline ; le parquet n'avait qualité que pour déférer aux Chambres les officiers ministériels contrevenant aux prescriptions de la loi sur le repos hebdomadaire.

L'étude de l'article 95 de la loi du 13 juillet 1911, publiée par le Répertoire Général du Notariat ne manifeste pas d'opinion nette, mais prodigue les conseils de sagesse (1) : « Il nous paraît utile que les Chambres de notaires prennent toutes les mesures nécessaires afin de contrôler par elles-mêmes l'exécution de cette disposition pour que les notaires ne soient pas soumis à la visite des inspecteurs du travail » (2).

Une circulaire de M. le Ministre du Travail en date du 8 septembre 1911 (3), trancha la question et interpréta formellement la loi du 13 juillet précédent comme consacrant la compétence exclusive des Chambres de discipline tant pour le contrôle de l'application de la loi que pour la répression des infractions.

Cette solution administrative se trouve confirmée par l'attitude ultérieure du législateur : le 15 décembre 1911,

(1) Ce travail n'était pas exempt d'erreur : par exemple il attribuait généreusement aux Chambres de discipline le droit (qui n'appartient qu'aux Préfets) de « fixer le jour de repos qui sera applicable dans chaque étude ».

(2) Répertoire Général du Notariat et de l'Enregistrement. Année 1911. « Législation Commentée », p. 402.

(3) Ce texte n'était pas non plus dégagé de toute inexactitude : c'est ainsi que M. Delahaye, sénateur, est présenté comme « l'auteur de l'amendement qui est devenu l'article 95 ».

MM. Voilin et Lauche, députés, déposaient un amendement au budget de 1912 ainsi conçu :

« Article additionnel. — L'application des dispositions de l'article 95 de la loi de finances du 13 juillet 1911, rendant applicable aux clerks des études des officiers ministériels la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire, est assurée par les inspecteurs du travail ».

Le débat provoqué par ce texte (reconnaissance implicite de l'incompétence antérieure des inspecteurs du travail) nous aurait probablement été précieux, et plus encore le vote qui l'aurait suivi et qui aurait définitivement tranché la controverse. Malheureusement du 15 décembre 1911 au 28 février 1912, date du vote du budget nous n'avons pu trouver trace de la discussion ou même de l'appel de l'amendement Voilin et Lauche, probablement retiré sans débat par ses auteurs...

Le « Traité Formulaire du Notariat » (7^e édition 1923) n'accorde aux Chambres de discipline qu'un rôle consultatif et supplétif, et indique que « le registre (obligatoire dans les études autorisées à donner le repos par roulement) devra être présenté chaque fois qu'il sera demandé par un inspecteur du travail » (1).

(1) Traité Formulaire général alphabétique et raisonné du Notariat, par A. Amiaud. V^e « Notaire ». T. II, p. 631.

La jurisprudence n'a eu à connaître à ce jour ni du contrôle de la loi, ni des questions de compétence, car jamais aucune infraction ne fut portée à la connaissance d'aucun tribunal.

Le doute demeure donc toujours permis.

CHAPITRE V

L'Application de la Loi du 13 Juillet 1911

Le vote de la loi de 1911 fit naître de grands espoirs parmi les clercs.

Les décisions prises par les Assemblées Générales des Compagnies, en novembre 1911, parurent justifier ces espérances : dans de nombreux arrondissements, les notaires à l'unanimité décidèrent de ne plus ouvrir leurs études le dimanche, hors le cas d'adjudication (1); ailleurs, où cette étape avait été précédemment franchie, les adjudications immobilières étaient interdites...

Mais une réaction ne devait malheureusement pas tarder à se produire; professionnellement, les notaires tiennent à connaître exactement leurs droits stricts...

Et, dès le 26 janvier 1912, six mois après le vote de la loi, M. Charles Baudet, député des Côtes-du-Nord, remettait à M. le Président de la Chambre des Députés une question écrite « rappelant à M. le Ministre de la Justice que, dans les localités où il n'y a pas de marché, celui-ci a lieu en réalité le dimanche, et demandant au Ministre si, par une mesure nuisible aux études en ces communes en même temps qu'elle serait préjudiciable

(1) Semblable mesure était du reste insuffisante à assurer de plano le respect de la loi.

aux clients eux-mêmes une compagnie de notaires peut obliger tous les notaires de son arrondissement à fermer leurs études le dimanche » (1).



Quelques renseignements sur l'organisation intérieure du Notariat sont ici indispensables.

Chaque compagnie (2) de notaires doit tenir chaque année deux Assemblées Générales (3), qui, notamment, choisissent les membres de la Chambre de Discipline (4).

Celles-ci se composent en province de sept ou neuf membres élus au scrutin secret, à la majorité absolue des voix, et ont de très importantes attributions : représenter les notaires dans le soutien de leurs droits et intérêts communs ; prévenir et concilier les différends qui peuvent s'élever entre eux ; — veiller à l'observation exacte des règlements et des lois, ainsi qu'à l'accomplissement de tous les devoirs professionnels ; juger et punir disciplinairement les fautes dont les membres de la corporation se rendent coupables (5).

Parmi ces pouvoirs, ceux de répression ne sont pas les moindres. Les Chambres peuvent prononcer seules toutes les pénalités connues sous le nom de peines de

(1) *J. O.* du 27 janvier 1912. Débats Parlementaires. Chambre des Députés, p. 98. Question 1375.

(2) La compagnie est composée de l'ensemble des notaires en exercice dans le ressort du Tribunal Civil de première instance.

(3) Ordonnance du 4 janvier 1843. Art. 25.

(4) Arrêté du Ministre de la Justice du 5 septembre 1843.

(5) Cf. *Traité Formulaire du Notariat*. T. I, p. 901, v^o, Discipline, n^o 1.

discipline intérieure (1), et provoquer les sanctions plus graves, suspension et destitution, qui doivent émaner des Tribunaux.

Les Chambres de discipline ne poursuivent en général les notaires que pour infractions aux règlements élaborés ou par elles-mêmes ou par les Assemblées générales. Or, ces règlements doivent être soumis à l'approbation de « notre Garde des Sceaux, Ministre de la Justice » (2).

Un règlement non approuvé n'est pas obligatoire et la Chambre ne peut l'utiliser pour motiver une décision disciplinaire (3). On conçoit donc tout l'intérêt de la réponse de la Chancellerie à la question de M. Baudet.

Or, le 1^{er} février 1912 par la voie de « l'Officiel », M. le Garde des Sceaux répondait à M. Baudet : « La Chancellerie, en l'état actuel de la législation, s'abstient de sanctionner par son approbation les délibérations prises par les compagnies des notaires, relativement à la fermeture des offices notariaux le dimanche, pour éviter que ces délibérations acquièrent un caractère obligatoire ; en conséquence les délibérations prises par les

(1) Ce sont : le rappel à l'ordre, la censure simple, la censure avec réprimande, la privation de voix délibérative dans l'assemblée générale, l'interdiction de l'entrée de la Chambre pendant 3 ou 6 ans (art. 14 de l'ordonnance du 4 janvier 1843).

(2) Art. 23 de l'ordonnance du 4 janvier 1843.

(3) Cf. C. de Cassation, 29 janvier 1855, 12 novembre 1856, 25 avril 1870, 4 janvier 1892. Voir aussi *Traité Formulaire du Notariat*. T. IV, p. 344. V^o *Règlements Intérieurs des Notaires*, n^o 9.

Chambres de discipline n'ont que la valeur d'un simple avis » (1)

Fidèle à sa doctrine, et malgré les promesses antérieures du Ministre, la Chancellerie s'abstenait et elle a persévéré jusqu'à ce jour dans cette attitude favorable aux minorités des notaires hostiles à la loi.

Il est vrai que sanctionner ces délibérations c'était reconnaître aux Chambres le droit — qui n'appartient qu'aux Préfets (2) — de refuser toute dérogation ; mais il arrive souvent que la Chancellerie donne force exécutoire à bien des dispositions qui mettent les notaires hors du droit commun.

La réponse du Garde des Sceaux désarme officiellement les Compagnies ; à cause d'elle, un notaire peut, malgré l'avis de sa Chambre, toujours solliciter et souvent obtenir une dérogation en vertu de l'article 34 du Code du Travail (livre II) et concurrencer le dimanche ses confrères moins favorisés ou plus respectueux de l'esprit de la loi. Jamais pareil irrespect de la discipline notariale n'avait reçu approbation officielle aussi éclatante.

(1) *J.O.* du 2 février 1912. Débats Parlementaires. Chambre des Députés, p. 146.

(2) Une Chambre, cependant, a décidé qu'aucune dérogation ne pourrait être accordée à aucun de ses membres et que « dès lors, aucun clerc, quel que soit son grade, ne devrait être présent à l'étude le dimanche ». (Cf. « *Revue Nouvelle* », n° du 15 janvier 1912 « *Echos de la Basoche* », p. 2).

* * *

Une autre cause vint gêner les notaires dans leur désir d'observer la loi ; ce fut l'attitude des agents d'affaires qui trouvèrent dans la fermeture dominicale des études un nouvel argument pour combattre le notariat. De nombreux journaux régionaux, à côté des avis officiels des Chambres informant la clientèle des mesures prises pour assurer le dimanche le repos du personnel, insérèrent des notes proclamant que « M. X..., agent d'affaires, se mettait à la disposition du public, tous les jours, sans exception ».

Bien des Chambres persévèrent néanmoins dans leur attitude libérale mais d'autres furent contraintes de rapporter leurs décisions.

* * *

Pendant, si nous devons en croire les documents officiels, jamais loi sous aucun ciel ne fut mieux observée que l'article 50 a. du Code du Travail (Livre II).

Le 23 mai 1913, M. Adrien Veber, député, l'un des auteurs de l'article 95 de la loi du 13 juillet 1911, posait deux « questions écrites » : il demandait par la première au Ministère de la Justice notamment « s'il ne jugeait pas opportun d'inviter les parquets et les juges de paix à lui signaler les officiers ministériels qui n'accordent pas le repos hebdomadaire à leurs clerks (1) et par la

(1) *J.O.* du 23 mai 1913. Débats Parlementaires. Chambre des Députés p. 1521. Question n° 3334.

seconde, au Ministre du Travail « quelles mesures il comptait prendre pour obliger les officiers publics et ministériels à donner l'exemple du respect des lois sur le repos hebdomadaire... en ce qui concerne les clercs » (1).

La réponse à cette seconde question est facile à deviner : l'incompétence du Ministre du Travail avait été trop nettement établie par la circulaire du 8 septembre 1911 pour que les bureaux ne fussent pas tentés, en un moment embarrassant, de se réfugier en une prudente abstention (2).

Le Ministère de la Justice, plus directement mis en cause, montra une célérité plus grande. Il est vrai que la réponse donnée à M. Veber le 2 juin 1913, si elle dégageait entièrement la responsabilité de l'Administration centrale, ne contenait guère de renseignements et annonçait seulement une enquête (3).

La circulaire ordonnant celle-ci ne séjourna pas dans les bureaux et, dès le 5 juin, le Ministre demandait aux Procureurs généraux comment la loi était appliquée dans le ressort de leur Cour.

Il ne nous a pas été possible de connaître le texte des réponses des Parquets, ni de recueillir le moindre rensei-

(1) Cf. *J.O.* du 23 mai 1913, Débats Parlementaires, Chambre des Députés, p. 1521. Question n° 3335.

(2) Cf. *J.O.* du 21 juin 1913. Débats Parlementaires. Chambre des Députés.

(3) Cf. *J.O.* du 3 juin 1913. Débats Parlementaires. Chambre des Députés, p. 1670.

gnement sur l'utilisation officielle de la documentation ainsi fournie. Au dossier qui nous fut communiqué au Ministère de la Justice, une simple note informe seulement que « rien d'anormal n'était à signaler ».

De cet optimiste résumé faut-il conclure qu'était parfaitement appliquée par tous les officiers ministériels la loi sur le repos hebdomadaire à laquelle commerçants et industriels continuaient à opposer une résistance obstinée ? Nous ne le croyons pas, et nous pensons plutôt que les Procureurs, connaissant la doctrine de la Chancellerie, cherchèrent surtout à ne pas troubler sa quiétude ; dans de nombreux arrondissements ils négligèrent d'interroger les clercs, et semble-t-il, de lire les journaux locaux, car leur attention aurait dû être attirée par les annonces d'adjudications dominicales. Ailleurs, s'ils consultèrent le personnel des études ce fut de façon telle qu'on peut n'accorder qu'une foi limitée aux rapports qui enregistrent ces dépositions. Voici, par exemple, comment un de nos correspondants fait le récit de l'enquête près des clercs dans sa Sous-Préfecture :

«... Le Procureur de la République nous lut la circulaire de la Chancellerie, et ajouta : « Je crois connaître votre réponse d'avance : on ne travaille pas le dimanche et vous n'avez rien à dire ; je m'excuse de vous avoir dérangés ».

« Là-dessus, je pris la parole et j'exposai :

« 1° Que la plupart des ventes de meubles et d'immeu-

bles avaient lieu le dimanche ainsi qu'un coup d'œil sur les journaux locaux permettait de le vérifier ;

« 2° Que le repos compensateur n'était jamais accordé, faute de personnel suffisant.

« 3° Je signalai qu'une statistique rapide par moi établie la veille à l'aide de la collection du journal local permettait de constater que dans certaines études, on travaillait trois dimanches sur quatre, que dans d'autres études rurales les deux seuls clerks ne pouvaient espérer plus de deux ou trois dimanches de liberté par an et que chez M^e A..., le principal et le caissier travaillaient au moins 45 dimanches par an.

« Alors, le Procureur s'étonna :

« Mais votre collègue qui sort à l'instant m'a déclaré n'avoir rien à réclamer ».

« Je rétorquai : « Peut-être ! et je suis persuadé que dans l'arrondissement bien peu diront ce que je dis, parce que les clerks de la région sont à peu près tous des professionnels originaires du pays, mariés, pères de famille et qui, par crainte, timidité ou apathie n'oseront pas vous dire la vérité. »

« Le procureur demanda enfin :

« Mais il m'a été dit qu'il était impossible à moins d'aller à un échec de procéder aux adjudications en semaine ».

« Je vous passe ma réponse.

« Et l'entretien se termina :

« Je vous remercie des renseignements très intéressants que vous venez de me communiquer, j'en ferai état dans mon rapport ».

« Le collègue qui m'accompagnait n'avait rien dit mais le soir même toute la ville savait que j'étais une forte tête, d'idées avancées, etc... »

* * *

Le 8 février 1923, tandis que M. Boivin Champaux élaborait le rapport que nous analyserons au cours du chapitre II, la Chancellerie décida une nouvelle enquête et prescrivit aux Parquets de la renseigner « sur les conditions dans lesquelles le bénéfice de la loi du 13 juillet 1906 sur le Repos Hebdomadaire a été assuré aux clercs des officiers publics et ministériels ».

Sur les vingt-sept Procureurs généraux interrogés, dix répondirent simplement que la loi était observée dans le ressort de leur cour; quelques-uns d'entre eux notèrent même que, dans les grandes villes, un repos supplémentaire d'une demi-journée (semaine anglaise) était accordé aux clercs. Treize autres Procureurs, plus modestes, firent savoir que la loi était « généralement observée » et qu'un repos compensateur était accordé quand une adjudication avait lieu le dimanche, mais ils négligèrent, semble-t-il, de vérifier si, dans ce dernier cas, avaient été obtenues les autorisations prévues en l'article 34.

Quelques Procureurs enfin, quatre exactement, constatèrent des infractions à la loi, mais, au lieu de sévir, ils se bornèrent à inviter les notaires en faute à demander des dérogations (1). — Cependant il s'agissait non d'un délit, mais d'une contravention que la bonne foi du prévenu ne peut excuser (2).

L'optimisme des conclusions officielles contribua puissamment à faire adopter par le Sénat, au lieu de la proposition de loi votée par la Chambre des députés, un texte qui répétait, ou mieux affaiblissait, la loi générale.

Fort peu de dérogations ont été sollicitées de 1911 à 1926 ; en 15 ans, il n'a été demandé dans les 85 départements envisagés, dont les préfets ont répondu à notre enquête (3), que 299 autorisations (4), indiquées par le tableau ci-après :

(1) Nous avons pu, d'ailleurs, nous assurer que deux au moins de ces invitations sont demeurées sans effet.

(2) Cf. Bonnefoy, *op. cit.*; n° 159, p. 160 et Bruneau *op. cit.*, p. 228 à 230

Qu'on nous comprenne bien : nous ne désirons nullement l'application de mesures de rigueur contre les notaires mais, peut-on dire qu'une simple amende de 5 à 15 francs constitue une peine vraiment sévère ? (voir à ce propos le discours de M. Carton de Wiart, ministre de la justice, au Sénat belge, lors de la discussion de la loi du 26 mai 1914. Séance du 8 avril 1914). Nous y verrions plutôt une manifestation destinée à montrer l'importance attribuée au respect de la loi, une mesure comparable au « coup de semonce » qui, auprès des navires récalcitrants, confirme l'ordre de stopper qu'intiment les signaux.

(3) La Moselle, le Bas-Rhin et la partie recouvrée du Haut-Rhin sont soumis à une législation spéciale ; seuls nous manquent les renseignements relatifs à la Loire et à la Seine-et-Oise.

(4) Soit environ 3 0/0 du nombre des études de ces départements.

DÉPARTEMENTS	Nombre d'autorisations sollicitées	ARRONDISSEMENTS	COMMUNES dans lesquelles des dérogations ont été accordées	RÉGIME de repos autorisé	DATES des autorisations	OBSERVATIONS
Allier	8	La Palisse Montluçon	Chavroche, Saint-Léon La Palisse, Billy Cosne d'Allier, Commentry	B		
Aude	1	Carcassonne	Montréal	A	24 Octobre 1941	
Calvados	16	Vire Falaise	St-Sever, Aunay sur-Odon Falaise, Bretteville-s/-Laize Jort, St-Sylvain Falaise (2), Jctt, Tournebu, Thury-Harcourt, Oully-le-Basset, Clécy, Crocy	A A A et B D	21 Juin 1942 21 Juin 1942 21 Juin 1942 21 Juin 1942	
		Bayeux	Livry Lingèvres	A D	14 Février 1943 7 Mars 1943	

Cantal	4	Murat	St-Saturnin	C	17 Janvier 1912
Cher	20	Bourges St-Amant-Montrond Sancerre	Baugy, St-Martin-d'Auxigny Châteaumeillant, Le Châtelet Le Noyer, Baugy Sancerre, Sancergues, Veau- gues, Sury-en-Vaux, Léré, Argent, Aubigny, La Chapelle d'Angillon, Henrichemon	B (2) C D (45)	2 demandes éma- nant de Lignières (arrondissement de St-Amant-Montrond) et d'Herry (arron- dissement de San- cerre) ont été reti- rées par leurs au- teurs.
Côtes-du-Nord	4	St-Brieuc Loudéac Dinan	Lanvollon, Pommerit-le-Vicomte Merdrignac Pleudihier	B A A	23 Nov. 1911 30 Nov. 1911 28 Février 1912
Creuse	4	Aubusson	Evaux	A	15 Déc. 1911
Gard	3	Uzès	Bagnols-sur-Cèze Pont-St-Esprit (2)	B B	12 Janvier 1912 10 Février 1912

DÉPARTE- MENTS	ARRONDISSE- MENTS	COMMUNES dans lesquelles des dérogations ont été accordées	RÉGIME de repos autorisé	DATES des autorisations	OBSERVATIONS
Gers	Mirande	Aignan	B	15 Janvier 1912	
	Lectoure	Lectoure Fleurance Fleurance	A B B	27 Janvier 1912 11 Mars 1912 13 Nov. 1913	
	Lombez	L'Isle-Jourdain	A	23 Mars 1912	
Gironde	La Réole	La Réole	B	15 Mai 1912	
Hérault	Montpellier	Mèze	D	24 Novembre 1911	
Indre	Châteauroux	Ardentes (2) Valençay, Vicq-s/-Nahon, Clion, Palluau, Buzançais (2)	A B B	1911 1912	

Indre	22	La Châtre	La Châtre (3), Cuzion, Ste-Sévère (2), St-Chartier, Aigurande (2), Badeon-le-Pin, Neuvy-St-Sépulcre (2) St-Denis-de-Jouet Orsennes	B	1912
				A B	1912 1913
Indre-et-Loire	8	Loches	La Haye Descartes (2) Loché s/ Indrois	A du dimanche midi au lundi midi, et lorsque le clerc sera employé le dimanche, repos le lundi.	8 Décembre 1911 29 Juin 1912
			Ciran	B une semaine sur deux.	
			Grand-Pressigny, Perrusson, Mauthelan Grand-Pressigny	A A A	26 Août 1913
Loir-et-Cher	7	Blois Romorantin	St-Aignan-s/-Cher (3). Villefranche-s/-Cher, Gy		Deux demandes émanant de Pont-levoy et de Meusnes (arrondissement de Blois) ont été reje- tées.

DÉPARTEMENTS	Nombre d'autorisations sollicitées	ARRONDISSEMENTS	COMMUNES dans lesquelles des dérogations ont été accordées	RÉGIME de repos autorisé	DATES des autorisations	OBSERVATIONS
Lotret	3	Gien Montargis	Gien (2) Corbeilles-en-Gâtinais	Repos d'un après-midi chaque semaine compensant le travail du dimanche après-midi. D		
Lot-et-Garonne	4	Villeneuve-s/-Lot	Fumel	B	23 Juin 1923	
Meurthe-et-Moselle	4	Lunéville	Cirey	D	20 Décembre 1914	
Nièvre	7	Cosne	Gosne (2) Cosne Pouilly Pouilly	D D B le lundi à 1 clerc; du dimanche midi au lundi midi aux autres clercs	5 Septembre 1913 25 Novembre 1913 20 Octobre 1913 8 Mars 1923	

Nièvre	7	Clamecy	Asnan Monceaux-le-Comte	A D	41 Novembre 1911 30 Janvier 1912
Oise	28	Beauvais	toutes les études de l'arrondissement.	le mardi pour les clercs employés le dimanche aux ventes publiques	18 Juillet 1912
Orne	4	Alençon		A en cas d'adjudication le dimanche	26 Déc 1911 (2) 27 Février 1912 13 Juin 1912
Rhône	1	Villefranche	Lamure	D en cas d'adjudication le dimanche	19 Février 1912
Haute-Saône	1	Vesoul	Rioz	samedi midi au dimanche midi.	23 Août 1911
Saône-et-Loire	1	Mâcon	Uchizy	C	29 Avril 1912

DÉPARTEMENTS	ARRONDISSEMENTS	COMMUNES dans lesquelles des dérogations ont été accordées	RÉGIME de repos autorisé	DATES des autorisations	OBSERVATIONS
Sarthe	Le Mans Mamers St-Calais La Flèche	tous les notaires du Département.	A (52) B (40) D (8) du samedi midi au dimanche midi (7). A en cas de vente publique le dimanche (4v).	de Novembre 1911 à fin Janvier 1912	
Seine	20	Paris (6), Pantin, Montreuil, Nogent-s/-Marne, Fontenay-s/-Bois, Choisy-le-Roi, Noisy-le-Sec, Sceaux, Suresnes, Villejuif, Colombes, Bourg la Reine, Asnières, Nanterre, Vitry-s/-Seine	D		
Seine-et-Oise	2 Versailles	Sannois, Chatou	D	27 Octobre 1911	

Deux-Sèvres	.8	Parthenay	Moncoutant	D	29 Février 1912
		Bressuire	Thouars	D	Id.
		Melle	Oiron	A	Id.
			Pamproux	A quand des foires ou des ventes publiques auront lieu le dimanche	2 Mars 1912
Tarn-et-Garonne	4		Melle, Chizé, Lazay	A quand des foires ou des ventes publiques auront lieu le dimanche	29 Février 1912
			Mougon	A	Id.
		Moissac	Lauzerte	A	6 Février 1912
Yonne	6	Auxerre	Appoigny, Mailly-le-Château, Courson	B (5)	1912
			Coulange-la-Vineuse, Chablis (2)	A (1)	

Ces demandes se répartissent très irrégulièrement à travers le territoire ; elles n'émanent que de 29 départements, et, tandis que dans certaines régions, *tous* les notaires d'un département (Sarthe) ou d'un arrondissement (Beauvais) ont demandé, collectivement, l'octroi de dérogations, dans onze départements nous ne notons qu'une seule requête. Presque toutes les demandes émanent du Centre, de l'Ouest, ou du Midi de la France : sept départements seulement pour les régions du Nord et de l'Est (1). La majeure partie des dérogations fut accordée dans l'année qui suivit le vote de la loi ; les demandes récentes sont très rares.

On peut être surpris du petit nombre de requêtes qui n'ont pas reçu satisfaction : nous n'en connaissons que deux qui aient été retirées par leurs auteurs (2) et deux qui aient été rejetées (3). Les Préfets semblent même être un peu trop portés à accorder tout ce que sollicitent les notaires (4). Le Préfet de la Sarthe octroie des dérogations à *tous* les notaires de son département, alors que parmi les départements limitrophes, il n'est demandé d'autorisation ni dans la Mayenne, ni dans l'Eure-et-

(1) Meurthe et-Moselle, Oise, Haute-Saône, Saône-et-Loire, Seine, Seine-et-Oise et Yonne (dont trois avec une seule dérogation).

(2) Dans le Cher.

(3) Dans le Loir-et-Cher.

(4) La jurisprudence du Conseil d'Etat que nous signaleront (infra p. 130 bis et s.) si elle n'avait été postérieure à la majorité des demandes n'aurait du reste pu qu'encourager les Préfets à poursuivre dans cette voie.

Loir et seulement 4, 8 et 5 respectivement dans l'Orne, l'Indre-et-Loire, le Loir-et-Cher (1).

L'exemple de l'Oise est plus caractéristique : tous les notaires de l'arrondissement de Beauvais demandent — et obtiennent — l'autorisation de donner le repos à leurs clercs le mardi quand ils doivent procéder le dimanche à une adjudication, alors que leurs confrères des arrondissements de Clermont, Compiègne et Senlis ne formulent aucune requête. Mieux encore, un seul notaire de chacune des villes suivantes : Lectoure, La Réole, Thouars, Melle, sollicite et obtient une dérogation alors que Lectoure et Thouars comptent trois études, La Réole et Melle deux. A Gien, deux notaires seulement sur trois demandent une autorisation.

En raison de l'absolue similitude des affaires que traitent les notaires d'une même ville, le dilemme se pose : ou bien les notaires qui ne demandent pas de dérogations emploient leurs clercs le dimanche, et ils sont en faute, ou bien ils se passent de leur personnel et toute autorisation devrait être refusée aux solliciteurs.

Si le Préfet du Loir-et-Cher put refuser une autorisation sans éprouver de difficultés, celui du Calvados fut

(1) Cependant, la circulaire Ministérielle du 10 avril 1907 (Ministère du Travail) prescrit aux Préfets « avant de fixer le régime du repos hebdomadaire des communes situées à l'extrémité de leur département, de s'informer de ce qui doit être fait pour les communes voisines ressortissant à la juridiction de leurs collègues et de se concerter avec ceux-ci en vue de l'établissement d'un régime commun approprié ».

moins heureux ; il rejeta aussi la demande d'un notaire, mais l'affaire ne se termina pas aussi aisément en Normandie qu'en Touraine : Des demandes de dérogations lui avaient été adressées par différents notaires des arrondissements de Vire, Falaise et Bayeux ; mais, tandis que les Chambres des deux premiers arrondissements étaient favorables à l'octroi de dérogations, celle de Bayeux s'opposait à ce que satisfaction fut donnée au pétitionnaire, M^e Lericollais, notaire à Livry. Le Préfet jugea que cette Chambre de Notaires connaissait mieux que la Chambre de commerce de Caen ou le Conseil Municipal de Livry ce qui était souhaitable et possible dans son arrondissement et, le 22 décembre 1911, il rejeta la pétition.

M^e Lericollais déféra cette décision au Conseil d'Etat. Devant cette haute juridiction, le Ministère du Travail conclut au rejet du pourvoi et le Ministère de la Justice, au contraire, demanda à ce qu'il soit fait droit aux conclusions du demandeur. — Le Conseil d'Etat se rangea à ce dernier avis, admit avec une grande facilité la thèse du « laisser-faire » et, par arrêté du 27 décembre 1912, annula l'arrêté du Préfet du Calvados pour des raisons si générales que presque tous les notaires peuvent les invoquer (1).

(1) « Le Conseil d'Etat statuant au contentieux ;

« Sur le rapport de la troisième sous-section du Contentieux.

« Vu la requête présentée par le sieur Lericollais...

« Attendu que l'obligation de fermer son étude le dimanche porterait préjudice à sa clientèle et compromettrait le fonctionnement normal de

C'était inviter les Préfets à donner toutes les dérogations sollicitées ; aussi ne vit-on plus de rejet, et la plupart des autorisations accordent aux pétitionnaires le régime exceptionnel même qu'ils demandent, bien que le législateur ait eu soin de marquer ses préférences. Seul à notre connaissance, le Préfet du Calvados rejeta une demande de repos selon la cédule B dont il était saisi et n'autorisa que le régime exceptionnel prévu par la cédule D (1).

Sur les 295 dérogations accordées dans les 85 départements envisagés, nous en comptons :

156 du type ou cédule A de l'article 34.

55 » B »

3 » C »

61 » D »

et 15 régimes divers : dans 5 cas, nous ignorons quel fut le régime autorisé.

Assez souvent, l'octroi d'une dérogation est restreint au « cas d'adjudication » ou aux cas « de foire ou d'ad-

son établissement, qu'en effet, ses clients petits cultivateurs ou ouvriers agricoles ne peuvent guère s'y rendre que le dimanche, que ce jour là seulement les ventes mobilières ou les ventes de bois peuvent réunir un nombre suffisant d'acheteurs, que ses deux clercs sont d'accord avec lui sur la dérogation demandée...

« Considérant qu'il résulte de l'instruction que dans les conditions où fonctionne l'étude du notaire Lericollais et à raison de la nature de sa clientèle, l'obligation de donner le repos hebdomadaire à ses clercs le dimanche serait de nature à préjudicier au public.

Décide : Art. 1^{er}

L'arrêté du Préfet du Calvados du 22 décembre 1911 est annulé »...

(1) Arrêtés des 21 juin 1912 et 7 mars 1913, relatifs à l'étude de Lingèvres.

judication ». Au premier examen, on pourrait douter de la parfaite régularité d'une telle autorisation ; il semble cependant qu'on la doive approuver : Le Préfet peut limiter la dérogation à une période de temps déterminée. Il est donc admissible qu'à la limite il puisse n'accorder de dérogation que pour un jour fixé et il semble qu'il puisse préciser que l'autorisation qu'il octroie produira effet chaque fois que surviendra une circonstance spécifiée ; nous ne croyons pas illégale une telle extension, basée sur une présomption de consentement futur.

Parmi les régimes exceptionnels groupés sous la rubrique « divers » quelques-uns au moins sont curieux, et ne rentrent dans les cadres prévus par la loi qu'au prix d'efforts sérieux.

Dans le Calvados, deux notaires sont autorisés à donner le repos selon les cédules A et B de l'article 34 ; comme chacun de ces paragraphes prévoit le repos collectif de tout le personnel, il semble difficile de les appliquer concurremment en un même établissement. Mieux vaut voir là, croyons-nous, une modalité de la cédule D qui n'exclut pas le repos collectif d'une partie du personnel ; mais encore faut-il, pour que la journée de repos puisse être remplacée par deux demi-journées (partie du personnel soumise à la cédule B) que le nombre des clercs de chaque étude soit inférieur à 5.

Dans la Haute-Saône et la Sarthe des officiers ministériels sont autorisés à donner à leur personnel un repos du samedi midi au dimanche midi ; cette dérogation ne

semble pouvoir être accordée que par une combinaison des articles 34 (paragraphe D) et 43; mais rien ne permet d'affirmer que les arrêtés octroyant ces dérogations aient cherché une telle justification de textes, et se soient, en conséquence, préoccupés du nombre des clercs employés dans les études qui en bénéficient.

En Indre-et-Loire, l'étude de Loché-sur-Indrois a été admise au bénéfice alternatif des cédules A et B ce qui n'est possible que parce qu'un seul clerc y travaille ; il semble en outre que le préfet de ce Département ait rendu une décision critiquable en n'accordant à l'étude de Ciron le bénéfice de la cédule B que tous les quinze jours : si le repos du personnel le dimanche matin était préjudiciable au public ou à la bonne marche de l'établissement, la dérogation devait être accordée toutes les semaines sans restriction (1) ; dans le cas contraire, son refus s'imposait.

A Gien enfin, la tentative est intéressante qui cherche à concilier les exigences de la loi avec le désir de procéder aux adjudications l'après-midi du dimanche ; le préfet du Loiret y a autorisé deux notaires à donner le repos « l'après-midi d'un jour ouvrable au clerc occupé l'après-midi du dimanche ». Personne ne doit donc travailler le dimanche matin et tout le personnel à l'exception d'un seul clerc prend son repos normalement le

(1) Le notaire bénéficiant de la dérogation pouvait toutefois, si bon lui semblait, toujours rentrer dans le droit commun et donner le repos dominical tous les quinze jours à tout son personnel.

dimanche. On ne peut voir la loi appliquée qu'en combinant encore l'article 34 (D) avec l'article 43... Mais n'y a-t-il pas alors de nouvelle restriction arbitraire du droit de donner le repos par roulement à tout le personnel si le nombre des clercs n'excède pas 5 ?...

Les bénéficiaires de ces dérogations ne devaient d'ailleurs pas protester car les autorisations montrent un trop grand souci d'adaptation de la loi aux nécessités de la pratique pour n'avoir pas été sollicitées dans la forme même où elles ont été octroyées.

Les Préfets se sont donc employés avec le plus grand empressement à accorder aux notaires les autorisations que ceux-ci demandaient : ils auraient même, sans doute, assez souvent engagé leur responsabilité si la jurisprudence du Conseil d'Etat, dans son indulgence extrême, n'avait encore dépassé leur meilleur vouloir. On serait donc en droit de supposer que toutes les demandes légitimes des notaires (et même quelques autres) ayant été satisfaites, la loi était parfaitement appliquée : il n'en est malheureusement rien !

CHAPITRE VI

Possibilité et Nécessité d'une Réforme destinée à assurer le Repos Dominical des Notaires et des Clercs

Les arrondissements sont encore assez peu nombreux, où sont interdites toutes les adjudications dominicales. Dans tout le surplus de la France (1) les notaires, autres que les 295 bénéficiaires de dérogations, qui procédaient le dimanche à des adjudications, ont, jusqu'en 1924, contrevenu à la loi. Cet exemple pourrait suffire à montrer ce qu'il faut penser des enquêtes officielles, mais il n'est plus aujourd'hui entièrement concluant, puisqu'il appartient au passé.

D'après les réponses que notre enquête nous a values et qui émanent de plus de 320 arrondissements, les études de notaires sont toutes, rigoureusement, fermées le dimanche (sauf, bien entendu, urgence) dans 130 à 150 arrondissements, et dans quelques grands centres

(1) A l'exception toutefois, de la région méridionale où les adjudications sont très rares et les clercs peu nombreux.

les clercs bénéficient même du repos du samedi après-midi, parfois durant toute l'année, parfois pendant l'été seulement. Dans cent arrondissements environ, les études des chefs-lieux de cantons sont fermées, mais les études rurales demeurent ouvertes, que le notaire reçoive seul, ou qu'il soit assisté de ses clercs ; dans le dernier tiers des compagnies, enfin, on peut découvrir des régimes très différents : ou bien les études sont « généralement » fermées le dimanche, ou bien le notaire a l'habitude d'ouvrir son étude et d'y recevoir seul ses clients, sans le concours de ses clercs ; parfois, il n'est chez lui que le matin, parfois toute la journée ; ailleurs encore, le ou les clercs viennent à l'étude le dimanche, tantôt jusqu'à midi, tantôt jusqu'à seize heures, tantôt jusqu'au soir, dans certaines régions pour y travailler « à plein rendement » parce que le dimanche est jour de grosse besogne, ailleurs pour y flâner en y faisant « acte de présence » parce que les clients se présentent de moins en moins nombreux. Dans certains cas, les clercs qui travaillent le dimanche prennent un jour de repos compensateur dans la semaine, dans d'autres, le notaire juge qu'il leur accorde une suffisante compensation en ne leur demandant que sept heures d'activité quotidienne.

Bien des notaires, en effet, se trouvent enfreindre la lettre du Code du Travail, qui en respectent parfaitement l'esprit : d'assez nombreuses études ouvrent le dimanche en raison d'un marché local ce jour-là, mais en

retour, ferment un jour ouvrable (1) : une demande de dérogation dans ces conditions ne serait certes pas rejetée, et le respect de l'arrêté préfectoral ne serait pas gênant, puisqu'il est appliqué avant la lettre... Mais jamais pareille autorisation ne fut sollicitée (2).

Qui ne connaîtrait que superficiellement les notaires pourrait s'étonner d'un tel mépris de la forme chez ceux qui doivent professionnellement la respecter le plus. Leur conduite est cependant fort aisément explicable : La Chambre de discipline leur défend si spécialement tout ce qui leur est interdit, qu'ils ont l'habitude de considérer comme licite tout ce qui n'est pas proscrit par elle. C'est pourquoi est si grave l'erreur qu'a com-

(1) Tandis que nous avons pu jusqu'ici citer des noms et donner quelques précisions puisque nous ne traitons que de choses publiques, nous sommes, au cours de ce chapitre et de quelques uns des suivants, tenu à beaucoup plus de réserve parce que nous ne voudrions pas que leur préjudiciât la confiance que nous ont témoignée les notaires.

(2) C'est ainsi qu'en 1911, les notaires de la compagnie de Ruffec firent afficher un avis ainsi conçu :

« Fermeture les dimanches et jours fériés des études de notaire.

« La Chambre des Notaires de l'arrondissement de Ruffec, en exécution de la loi sur le repos hebdomadaire et d'une délibération de l'Assemblée générale des dits notaires, a décidé ce qui suit :

« A partir du 25 juin 1911 inclusivement, les études des notaires de l'arrondissement de Ruffec seront fermées tous les dimanches et jours de fêtes légales, qui seront jours de repos pour les notaires et les clercs.

« Exceptions faites pour :

1°. — Les testaments en cas d'urgence;

2°. — Les adjudications par délégation de justice;

3°. — Les ventes mobilières aux enchères;

4°. — Les ventes immobilières au détail (hors des études).

Cependant les études resteront ouvertes les jours de foire tombant un dimanche ou un jour férié. »

Sans qu'aucune dérogation ait jamais été demandée !

mise la Chancellerie en empêchant les Chambres d'ordonner la fermeture dominicale des études.

Seule, en effet, cette mesure aurait permis l'application de la loi, et c'est bien sous cette forme que la plupart des notaires conçoivent le repos hebdomadaire. En effet, la considération, le respect qu'on porte au notaire, sa « respectabilité » sont des éléments primordiaux du développement de ses affaires : le public n'est pas plus disposé à tolérer une légèreté à un notaire qu'à un prêtre. Ce qui chez d'autres serait peccadille devient pour eux affaire d'importance. Au point de vue confraternel, d'autre part, aucun élément extrinsèque ne doit différencier un notaire d'un autre notaire (1).

Or, la fermeture d'une étude quand celle du voisin reste ouverte, pèche de ces deux chefs : le notaire qui reçoit le public le dimanche sera considéré par son confrère comme ne respectant pas les règles du « fair play », cependant que celui-ci, pour la majorité de sa clientèle sera tenu pour victime d'une trop grande tendance à se reposer de fatigues qui passent souvent pour légères.

Or, si certains notaires, titulaires d'études peu importantes, peuvent facilement éviter de faire appel à leurs clercs pour préparer, au moins sommairement, les rendez-vous que leurs clients leur imposent, d'autres, dans

(1) A un tel point qu'un notaire ne peut faire suivre son nom de mentions telles que « ancien avocat », « ancien avoué » ou « ancien receveur de l'enregistrement ».

l'impossibilité matérielle d'étudier personnellement tous leurs dossiers, ne peuvent travailler seuls (1). Néanmoins, et bien que n'ignorant pas la médiocrité de la besogne qu'il pourra accomplir seul, le titulaire d'une étude importante devra, malgré le labeur qu'il a fourni pendant la semaine, rester le dimanche dans son cabinet s'il ne veut pas prêter à dire qu'il est moins courageux que son confrère. Sachant qu'il est à leur disposition, les clients viennent aussi nombreux ce jour-là que les autres, quelques-uns tiennent à payer des fermages, d'autres à signer les actes sur le champ : peu à peu, le caissier, puis les clercs doivent revenir travailler le dimanche, d'abord à titre exceptionnel, puis régulièrement, et la situation régresse constamment.

Dans nombre d'arrondissements, la résistance d'un ou de deux notaires seulement a paralysé l'effort de tout le reste de la Compagnie ; dans la Cour d'Appel de Dijon, quinze ans d'efforts n'ont pas provoqué la généralisation de la réforme.

Aussi, par toute la France, les notaires cherchent, par des ententes restreintes, à suppléer à l'inactivité des Chambres de discipline mises dans l'impossibilité de jouer leur rôle normal.

Souvent, les notaires d'une Compagnie s'obligent moralement à la fermeture complète de leurs études et,

(1) Sauf, nous le répétons, pour les actes urgents qui sont généralement simples.

bien-que ces décisions soient dépourvues de toute force exécutoire, il s'est trouvé des notaires défaillants pour reconnaître leurs torts et accepter volontairement des sanctions en vertu de leur engagement.

Malheureusement, l'unanimité ne peut être obtenue dans de trop nombreuses compagnies ; aussi les Chambres de discipline doivent-elles le plus souvent se borner à adresser aux notaires de l'arrondissement copie des divers textes réglementant officiellement le repos hebdomadaire dans les études, en invitant les titulaires à s'y conformer.

Ces Chambres peuvent-elles plus, et puisque les notaires, comptant sur elles, étaient d'une absolue bonne foi, ne sont-elles pas responsables dans une certaine mesure de l'inobservation de la loi ? Nous ne le croyons pas, car, si le législateur les a chargées d'assurer l'exécution du texte voté, la Chancellerie leur a refusé les moyens indispensables pour obtenir ce résultat.

Cependant, presque tout ce qui a été fait pour l'application de la loi du 13 juillet 1911 l'a été grâce aux Chambres de discipline, malgré l'attitude décevante de la Chancellerie.

L'œuvre par elles accomplie fut en général durable et très rares sont les cas où une Compagnie dut renoncer au régime de fermeture dominicale après que tous ses membres l'eurent adopté ; en règle générale, ce mode de repos n'a soulevé de grosses difficultés dans aucune des régions où on a tenté de l'appliquer et même (cas le

plus défavorable) quand un notaire l'a, seul de sa Compagnie, adopté.

* * *

La Circulaire ministérielle du 20 juillet 1911 prévoyait notamment, comme cause possible de dérogation, l'intérêt de la clientèle rurale. Or, dans des arrondissements agricoles nombreux, la fermeture totale (1) des études n'a soulevé aucune protestation.

Parfois, un seul notaire donna l'exemple du repos dominical et, par son succès, fit adopter cette mesure par les études voisines ; voici, entre bien d'autres qui seraient à citer, la lettre typique d'un Président de Chambre de l'ancienne principauté d'Orange :

« La Chambre n'a pas eu à se prononcer sur la fermeture des études les dimanches, mais la réforme s'est opérée par la force des choses.

« Il y a une douzaine d'années, le Parquet fit une enquête près de chaque notaire de l'arrondissement sur cette question. Sur 22 notaires que comptait à l'époque la Compagnie, je fus le seul à me déclarer énergiquement partisan de la fermeture des études le dimanche. Il est vrai qu'en ce temps-là comme au début de mon exercice (début du siècle), la clientèle fixait habituellement au dimanche les rendez-vous à l'étude du notaire. Nous étions pour ainsi dire obligés de nous conformer à une

(1) Bien entendu, sauf urgence, et aussi sauf le cas d'adjudication ; ce dernier point fera l'objet d'un chapitre spécial.

habitude enracinée, d'autant plus que les notaires de... (chef-lieu d'arrondissement) se refusant à cette réforme. les notaires ruraux dans leur intérêt ne pouvaient en prendre l'initiative.

« Mais petit à petit la clientèle a changé ses habitudes ; en ce qui me concerne, sans lui imposer ma manière de voir, sans me refuser à recevoir le client qui vient du dehors un dimanche, chaque fois qu'on me proposait un rendez-vous pour ce jour-là, je priais instamment d'en choisir un autre.

« ...Alors qu'il y a vingt ans je me serais bien gardé de m'absenter le dimanche, je n'ai plus à me gêner aujourd'hui, les clients ne viennent plus ce jour-là, et il en est ainsi dans toutes les études de l'arrondissement ».



En raison des efforts ainsi tentés par toute la France, doit-on considérer la situation comme la meilleure possible, et toute modification comme inutile et nuisible ? Nous ne le pensons pas, et pour bien des raisons :

Mieux vaudrait tout d'abord que la loi sur le repos hebdomadaire n'ait pas été rendue applicable dans les études des officiers ministériels puisque en l'absence de tout contrôle efficace, la situation y est demeurée ce qu'elle était avant 1911, alors qu'on s'en remettrait uniquement à l'initiative privée ; ce régime, selon le juge-

ment sévère de M. Georges Cahen, « est le pire de tous ; il est celui de la légalité violée et de la résistance triomphante, il est le régime du laisser-faire et de l'arbitraire qui a nom anarchie » (1).

* * *

D'autre part, le notariat traverse une grave crise, qui se manifeste particulièrement dans le recrutement du personnel ; on ne trouve plus beaucoup de clercs instruits et il ne se forme plus de jeunes clercs. Dans une société où les questions pécuniaires ont pris une acuité chaque jour développée par les difficultés croissantes de l'existence, les vocations se trouvent trop souvent contrariées par des considérations d'intérêt ; or, si le salaire des clercs a augmenté assez considérablement depuis 1919, il reste cependant dans de trop nombreux cas au-dessous de ceux qu'on offre, à capacité égale, dans l'industrie ou le commerce (1). Le jeune clerc désertera rapidement, si, en outre, il est contraint à travailler le dimanche tandis que ces camarades mieux payés peuvent se reposer ou se distraire.

On objectera peut-être : pourquoi les notaires n'augmentent-ils pas les appointements de leurs clercs ? Ils

(1) « Revue Politique et Parlementaire », n° de février 1909, cité par M. Le Rendu, *op. cit.*, p. 189.

(1) D'énergique, affiches l'ont fait savoir au public parisien, voici quelques mois.

ne le peuvent plus, et beaucoup ont dû faire un lourd sacrifice pour porter les salaires aux chiffres actuels !

On reste au-dessous de la vérité en affirmant que les notaires ne réalisent pas de gros gains. Nous mettons à part les études des très grandes villes, dont les produits exceptionnels frappent les imaginations... Mais, parmi les autres, elles sont rares celles qui rapportent à leurs titulaires l'intérêt du capital qu'ils ont engagé et le traitement auquel leur valeur et leur capacité de travail leur permettraient de prétendre.

L'accroissement des droits d'enregistrement nuit considérablement aux notaires ; l'énormité des impôts d'une part paralyse les affaires, et, d'autre part, incite la clientèle à « dissimuler » et, dans ce but, à éviter le ministère d'un officier ministériel.

Une autre cause profonde, parmi celles qui ont une influence néfaste sur la prospérité des études, est la dépopulation :

« Dans les Alpes, en un demi-siècle et surtout en ces dernières années, les 8/10^e des études, les plus petites, ont été supprimées, nous écrit le Président d'une Chambre de Cour d'Aix.

« ...Même devant des salles combles, devant des amateurs possibles dont les poches regorgeaient d'argent provenant de la vente de moutons, ou blé, ou amandes, il m'est arrivé de ne pouvoir trouver un acquéreur pour des biens à la vérité un peu éloignés, mis en vente au quart

de leur valeur d'il y a vingt ans ! En effet, les habitants restant encore dans ces pays se disaient : « Nous avons déjà trop de biens et nous ne trouvons pas d'aide pour y suffire ; il faudra que ceux qui veulent se débarrasser des terres encore à eux nous les livrent pour une somme microscopique... »

Pour toutes ces raisons, il devient facile d'admettre que le produit des études n'a souvent pas doublé depuis 1914, alors que les appointements des clercs ont été triplés (1) et que les autres frais généraux ont augmenté dans une proportion beaucoup plus considérable.

Puisqu'il est, nous venons de le voir, impossible aux notaires d'augmenter encore les salaires et de payer les clercs selon leur mérite, il est indispensable de leur assurer, dans l'exercice de leur profession, des conditions de travail au moins aussi favorables que celles offertes dans le commerce, l'industrie ou les administrations de l'Etat, et au minimum, de leur garantir le repos hebdomadaire.

Or, la façon dont a été appliquée la loi de 1911 révèle l'inefficacité de la protection qu'elle a instituée.

* * *

Dans bien des cas aussi, la réforme n'a pu être réalisée qu'imparfaitement, parce que le Code du Travail ne

(1) Ce qui est toutefois bien insuffisant.

protège que les employés, alors que le notaire a, lui aussi, besoin de repos et d'un repos imposé.

Fort souvent, quand le notaire n'est pas absolument seul dans son étude (1), il n'a auprès de lui qu'un jeune homme incapable de faire sans conseils les actes difficiles, inventaires, liquidations, etc... D'autres, qui peuvent avoir pleine confiance en leur personnel, quant à la rédaction des actes, ont à remplir un rôle assez pénible de direction, et à recevoir de nombreux clients. M. Dürrenwächter, notaire honoraire, n'écrivait-il pas récemment que le rôle du notaire-type contemporain était non d'authentifier les conventions antérieures des parties, mais « d'en poser et prévoir les conséquences, de les proposer à ses clients, de les leur faire adopter en pleine confiance et de les synthétiser ensuite en un acte clair ». C'est là tâche extrêmement intéressante, la plus passionnante peut-être de celles qui s'offrent au notaire, parce que c'est celle qui leur permet le plus étroit contact avec la réalité et avec la vie (2), parce qu'elle lui permet parfois aussi, sous les apparences et parmi de nombreux caractères particuliers, de déceler quelques-uns des traits généraux de l'homme, mais tâche épuisante aussi : devant les clients qui lui soumettent leurs

(1) On compte au minimum 1000 études où aucun clerc n'est employé : (Cf. « Revue Nouvelle de Notariat et de procédure », 15 février 1926. Bulletin corporatif, pp. 26 et 27).

(2) Les « actes » d'ailleurs, ont aussi leur vie et leur beauté propres : une « liquidation » bien faite est une véritable œuvre d'art qu'un amateur n'étudie pas sans un extrême plaisir d'ordre esthétique.

désirs, qui lui dévoilent parfois des secrets indispensables à la sûreté des « directives » à donner, qui l'obligent souvent à les conseiller hâtivement et à dresser d'urgence les contrats destinés à fixer les conventions arrêtées, devant ces clients exigeants, quels efforts le notaire n'a-t-il pas à fournir. Il lui faut concentrer toute son attention, faire appel à tous les principes théoriques et pratiques ; quelles hésitations, quelles réticences, quel verbiage inutile n'a-t-il pas à vaincre pour répondre sur le champ aux questions multiples qui lui sont posées.

Un tel travail, accompli pendant six jours, ne donne-t-il pas droit au repos le septième ? C'est cependant ce qu'a peine à comprendre une bonne partie de la clientèle, dans les campagnes.

La plupart des paysans, en effet, teignent le respect dont ils entourent l'homme de loi d'un sentiment assez voisin du mépris pour l'intellectuel (1), pour l'homme dont la force physique n'est pas considérable, ou la fortune fastueuse, pour celui qui ne rend que des services sans produire de richesse matérielle d'une utilisation courante et immédiate.

Or, nous l'avons dit, l'élément moral a une importance considérable, et un notaire ne doit par aucun point donner prise à la critique... Seul, il ne réussira à fermer son étude qu'après de longues années, après une lente adap-

(1) Cf. Lucien Ronier « Explication de notre temps ». Paris 1925 librairie B. Grasset, collection « Les cahiers Verts », p. 122.

tation de la clientèle; encore devra-t-il, pour atteindre sans encombre ce but, réunir des qualités exceptionnelles, capables d'imposer le respect à tous et d'arrêter les propos des médisants.

Aux yeux du public la réalisation de la réforme par un vote unanime de la Compagnie garderait un caractère de faveur à soi-même accordée qui serait préjudiciable à la considération dont doivent jouir les notaires.

Il est donc nécessaire que ceux-ci se trouvent par la loi protégés contre leur clientèle, afin qu'ils puissent répondre aux protestataires : « il m'est interdit d'agir autrement ». Beaucoup de notaires, presque tous ceux à qui une trop longue pratique n'a pas fermé les yeux sur le monde actuel, désirent la fermeture dominicale des études et, ne pouvant la réaliser par eux-mêmes, souhaitent l'intervention du législateur pour la leur imposer.

Force est donc de chercher une nouvelle organisation du repos qui, sans gêner la clientèle, soit susceptible de répondre aux vœux des notaires et des clercs.

CHAPITRE VII

Discussion de quelques projets de réformes

En Belgique, la loi du 26 mai 1914 interdit formellement, sans dérogation possible, le travail des clercs dans les études les dimanches et jours fériés, à moins de travaux urgents commandés pour un cas de force majeure ou de nécessité sortant des prévisions normales, sous peine d'une amende de 26 à 100 francs, mais le notaire conserve la liberté de travailler, d'instrumenter et de recevoir la clientèle en tous temps, seul ou avec le concours des membres de sa famille habitant avec lui.

Ce texte a déterminé la fermeture dominicale de presque toutes les études et a assuré aux clercs un repos complet. Nous ne croyons cependant pas à l'efficacité en France d'une mesure semblable, car ce régime est trop semblable à celui qu'institue notre Code du Travail (1) pour ne pas permettre les mêmes abus.

* * *

Un notaire de la Cour de Dijon, secrétaire de la Chambre de Discipline de son arrondissement, nous a

(1) Il n'en diffère que par l'impossibilité d'obtenir les dérogations prévues par l'art. 34. Or nous avons vu combien peu de notaires ont demandé à en bénéficier sans pour cela adopter le régime de droit commun.

suggéré une mesure radicale : « une modification au Code civil déclarant nuls de nullité absolue tous les actes sous-seings privés ou authentiques passés les dimanches et jours de fête légale à l'exception des testaments et peut-être des donations ».

Il est difficile de recommander sérieusement ce système : on ne peut interdire à deux voisins de se rencontrer un dimanche, de discuter une affaire, de se mettre d'accord, et de constater leur entente par un écrit rédigé sur le champ. Si l'acte est menacé de nullité, ils le dateront de la veille ou du lendemain, et cette loi n'aurait d'autre effet que de développer d'une façon désastreuse l'habitude de la fraude qui a déjà provoqué un si regrettable affaissement de la moralité publique.

* * *

Le législateur pourrait encore, par une mesure générale, interdire aux notaires de prêter leur ministère le dimanche, sauf urgence, et le contraindre, dans ce cas, à indiquer dans l'acte le motif qui a nécessité leur intervention. Une telle loi serait respectée : la date est l'une des énonciations de l'acte authentique qui font foi jusqu'à inscription de faux ; aussi les notaires considèrent-ils comme essentielle l'exactitude de cette mention, et n'hésiteraient-ils pas à consentir de nombreux sacrifices pour l'assurer.

Contre ce système, plusieurs objections peuvent être élevées :

Une première, théorique, est inspirée par le désir de respecter la liberté des officiers ministériels ; cette considération ne nous arrête cependant pas : la liberté doit être respectée chaque fois qu'il est possible de le faire sans inconvénient, mais on ne doit pas hésiter à la restreindre lorsqu'elle entre en conflit avec l'utilité sociale. (1) Or, nous croyons l'avoir montré, la fermeture dominicale des études est d'un intérêt général suffisant pour justifier une semblable atteinte à la liberté des notaires.

On pourrait encore, contre ce système, invoquer l'intérêt du public, qui doit être le principal souci du législateur quand il étudie une loi relative aux officiers ministériels. Nous ne croyons cependant pas que la fermeture des études le dimanche puisse causer une gêne sérieuse à la clientèle. Nous avons indiqué que, partout où on l'avait tentée récemment, cette réforme avait abouti sans provoquer la moindre récrimination (2).

On ne pourrait tirer argument que des protestations émanant de deux classes de clients seulement : les employés et ouvriers d'une part, et les ruraux de l'autre.

Une partie de plus en plus nombreuse des premiers bénéficie de la « semaine anglaise » ce qui, pour eux, supprime la difficulté ; les autres ne songent pas à se plaindre parce qu'ils savent qu'un congé leur sera

(1) Cf. *Le Rendu*, *op. cit.*, p. 210.

(2) Rappelons qu'à Cosne et dans quelques autres villes on a même pu adopter ce régime, bien que le dimanche soit jour de marché.

toujours accordé « pour aller chez le notaire », et que cette démarche leur vaudra la considération du contre-maître ou du patron.

Les conditions économiques se sont depuis quelques années suffisamment modifiées à l'avantage des classes paysannes pour que les ruraux puissent, pendant la semaine, distraire quelques heures de leur travail pour aller jusqu'à la ville ou au bourg, en dehors des périodes de travaux urgents (moisson, fenaïson, semailles) (1). Les moyens mécaniques de locomotion, en outre, transforment en une simple promenade ce qui était autrefois un voyage ; à défaut d'automobile, quel est le cultivateur, le métayer ou l'ouvrier agricole qui ne possède une bicyclette, ou ne puisse en emprunter une. Bicyclette et automobile, enfin, permettent de plus en plus facilement au notaire d'aller visiter ses clients et de prendre leur signature à domicile.

Une autre raison nous fera condamner ce système : interdire aux seuls officiers ministériels de toute la France d'instrumenter le dimanche présente, en raison de la généralité de cette mesure, un grave danger pour les notaires, il est certaines régions où la concurrence que leur font les agents d'affaires est extrêmement redoutable, et nous avons déjà vu combien ceux-ci étaient habiles à tirer parti de tous les arguments, bons ou mauvais, que le hasard ou la loi leur fournissent.

(1) Mais, à ces époques de l'année, les paysans ne se dérangeraient pas plus facilement le dimanche.

Dès 1858, à la Cour de Cassation (1) leur action et leurs procédés étaient exposés en ces termes : « Engageant la lutte sur un terrain où les convenances défendent aux notaires de descendre, ils recrutent, ils sollicitent et détournent la clientèle qu'ils abordent au coin du foyer, dans tous les lieux de réunion. L'apparence du bon marché, la facilité d'éluder les lois fiscales, la familiarité des communications (2), tout attire vers eux le simple habitant des campagnes ».

Depuis cette époque, le mal n'a fait que s'accroître. Certes, la complexité des relations engendrées par le développement économique de la nation nécessite l'existence d'agents spécialisés dans l'art de mettre en rapports demandeurs et vendeurs. Mais tandis que là devrait se borner l'activité de ces intermédiaires, la majorité d'entre eux profitent de ce qu'une affaire a été conclue par leur entremise pour rédiger la convention qui la concrétise (3).

Les deux principaux arguments des agents d'affaires sont : leur prétendue spécialisation, qui leur permettrait

(1) Lambert c/ Ministère Public et Notaires de Pontoise (Chambre Criminelle, 7 mai 1858). Dalloz 1858, T.I, p. 260.

(2) « Les gens du peuple, a dit Balzac, ont peur des officiers ministériels comme ils ont peur des restaurants fashionables. ils s'adressent à des agents d'affaires comme ils vont au cabaret. Le plain pied est la loi générale des différentes sphères sociales ». (Extrait du « rapport sur la concurrence déloyale ». Présenté par M. Lainé, notaire à Tours au vingt-troisième Congrès des Notaires de France, Congrès de Rouen, 1914).

(3) Cf. La courageuse revue « Ventôse » (8, rue Ménars, Paris) à laquelle nous devons la plupart des renseignements utilisés au cours de ce paragraphe.

de faire mieux que les notaires dans un délai plus court, et l'économie qu'ils font réaliser aux clients (1) ; le danger qu'ils présentent est double : pour leurs clients, il résulte de leur incompétence et de leur irresponsabilité, pour l'Etat de leur amoralité qui leur fait recommander les « dissimulations ».

Tant dans l'intérêt du Notariat que dans celui du Public et du Trésor une réaction est donc nécessaire, qui peut être provoquée par plusieurs moyens : extension législative de la compétence exclusive des notaires poursuite judiciaire des délinquants chaque fois qu'est caractérisée l'immixtion d'un agent d'affaires dans les fonctions notariales et enfin, méthode plus directe, propagande des notaires parmi la clientèle (2).

(1) Cette économie est réelle, mais n'est obtenue qu'au détriment du fisc, par les scandaleuses dissimulations que certains agents d'affaires n'hésitent pas à recommander, parfois même en des circulaires : Cf. M^e Voituriez. « Rapport sur l'immixtion dans les fonctions notariales », présenté en 1924 au Congrès des Notaires. (Bulletin de l'A.N.N. F. 31 juillet 1924, pp. 309 et suiv.).

(2) Il est évident que les notaires ne peuvent employer tous les arguments ni tous les procédés des agents d'affaires, mais ils ne sortiraient pas, croyons nous, de leur rôle, en dénonçant à la clientèle par la presse ou par affiches les dangers qu'elle court en s'adressant aux agents d'affaires pour la rédaction des actes ; parmi quelques autres, les notaires de la compagnie de Besançon n'ont pas hésité à s'engager dans cette voie et ont fait, en mai 1925, apposer des affiches renfermant les lignes suivantes :

« L'attention du public est appelée sur l'irrégularité de certains actes sous seings privés :

« Aux termes de la loi du 13 février 1889, il est nécessaire que les actes de ventes d'immeubles, échanges ou autres, dans lesquels le concours des femmes est nécessaire, soient passés devant notaire pour que la purge de leur hypothèque légale s'opère.

« Le concours de la femme dans un acte sous-seing privé est dépourvu de toute valeur, il n'est valable qu'autant que sa participation à la vente a lieu par acte authentique, c'est-à-dire reçu par un notaire.

Mais surtout, aucun argument nouveau ne doit être fourni aux agents d'affaires contre les notaires. Or il est certaines régions où ceux-ci sont très menacés et d'où ce serait les condamner à disparaître que de leur interdire de recevoir la clientèle le dimanche, tandis que les intermédiaires pourraient impunément flatter l'indolence et la routine du public en le sollicitant plus vivement ce jour-là.

La fin de la maladie par la mort du malade n'étant pas notre but, il nous faut renoncer à interdire d'une façon absolue aux notaires de prêter leur ministère le dimanche.

« Les acquéreurs, en vertu d'actes sous seings privés n'ont donc aucun titre régulier et courent le risque d'être dépossédés ou de payer deux fois ».

(Cette conclusion n'est pas tout à fait exacte : la vente sous seing privé des propres d'une femme mariée par exemple est parfaitement régulière, et l'acquéreur sous seings privés ne court aucun risque).

On pourrait publier d'autres avis encore, tels ceux-ci, que nous devons à l'obligeance de la revue « Ventôse » :

« Le papier timbré et l'enregistrement sont des impôts, pas autre chose. Ils ne donnent aucune validité aux actes nuls. Leur défaut n'enlève rien à ceux déjà valables par eux-mêmes.

« L'acte notarié a la même force qu'un jugement et permet comme lui de poursuivre immédiatement. Au contraire, pour faire exécuter un sous seings privés, il faut recourir aux Tribunaux.

« Aucun recours ne peut être exercé contre le rédacteur de sous seings privés.

« Le concours de la femme mariée dans un acte sous seings privés est souvent dépourvu de valeur et laisse subsister son hypothèque légale.

« La femme mariée conserve son hypothèque légale sur les biens transmis par acte sous seings privés, même lorsqu'elle y concourt (loi du 13 février 1889). Les acquéreurs en vertu d'actes imparfaits n'ont aucun titre régulier et courent toujours le risque d'être dépossédés ou de payer deux fois » (Reproduction interdite au profit de la revue « Ventôse »).

*
*
*

Le problème réclamant des solutions différentes selon les régions, il nous aurait fallu, voici une dizaine d'années seulement, risquer de considérables innovations pour édifier un système assez souple pour qu'un principe général puisse recevoir des applications diverses. Au contraire, l'esprit actuel du Code du Travail permet aujourd'hui de concevoir facilement un tel régime. •

En effet, en matière de législation ouvrière, le législateur a tendance, depuis quelques années, à se contenter de poser la règle générale, et, pour le surplus, à s'en remettre à l'accord collectif des intéressés ou des représentants qualifiés des organisations patronales et ouvrières, gardant ainsi « l'abstrait » pour confier à d'autres le soin de régler les détails d'application (1).

Si cette méthode n'a été que récemment employée à propos du repos hebdomadaire, l'idée de s'en remettre aux intéressés du soin d'appliquer la loi n'en est pas moins assez ancienne en cette matière. Comme le rappelle M. le Ministre du Travail dans l'exposé des motifs de la loi du 29 décembre 1923, elle avait déjà été envisagée par la commission sénatoriale chargée d'examiner, en 1905, la proposition de loi sur le repos hebdomadaire (2).

(1) Cf. Cours de législation industrielle professé par M. Oualid devant les étudiants (Doctorat) de la Faculté de Droit de Paris pendant l'année 1923-1924.

(2) Cf. *J.O.* du 2 mai 1919. Documents Parlementaires. Chambre, p. 401.

Et si la Commission avait rejeté cette disposition, c'était surtout pour conserver aux prescriptions légales un caractère d'uniformité que l'abus des dérogations ne tarda pas à altérer profondément.

Parmi les propositions de modifications à la loi du 13 juillet 1906, plusieurs s'en réfèrent à l'accord des intéressés, mais lui accordent force légale non pour assurer l'application intégrale du texte, mais bien pour l'éviter (1).

C'est heureusement dans un autre but, pour permettre de contrôler plus efficacement l'application de la loi du 13 juillet 1906, que fut déposé le projet de loi disposant que la fermeture des établissements pendant la durée du repos pourrait être ordonnée, par arrêté préfectoral, après accord intervenu entre les Syndicats patronaux et ouvriers d'une profession et d'une région déterminée.

Sans débat (2), la Chambre des Députés (3), puis le

(1) Cf. Le texte qu'en 1907 la Commission du Travail de la Chambre des Députés accepta en principe et introduisit dans la proposition de loi qu'elle élaborait alors :

« Les employeurs et les employés d'une même profession ou de professions similaires et connexes ont la faculté de choisir d'un commun accord, par profession et par région, l'un quelconque des modes d'application du repos hebdomadaire prévu par la présente loi qu'ils estiment préférable pour leurs intérêts.

« Un règlement d'administration publique arrêtera les mesures nécessaires à la consultation séparée des employeurs et des employés. Les professions et les régions seront fixées en vue de l'exécution de la loi par arrêtés ministériels ».

(2) Cf. Rapports de MM. Justin Godard (*J.O.* du 21 novembre 1919. Documents Parlementaires. Chambre, p. 913, annexe n° 5788). et Roustan (*J.O.* du 18 février 1924. Documents Parlementaires. Sénat, p. 133, Annexe n° 779).

(3) 2^e séance du 29 mars 1919. *J.O.* du 20 mars. Débats Parlementaires. Chambre; p. 1297.

Sénat (1) adoptèrent le texte suivant, promulgué le 29 décembre 1923 :

« Lors qu'un accord sera intervenu entre les Syndicats patronaux et ouvriers d'une profession ou d'une région déterminée sur les conditions dans lesquelles le repos hebdomadaire sera donné au personnel suivant un des modes visés par les articles précédents, le préfet du département pourra, par arrêté, sur la demande des syndicats intéressés, ordonner la fermeture au public des établissements de la profession et de la région pendant toute la durée de ce repos » (art. 43 *a* du livre II).

La jurisprudence (déjà abondante en la matière) s'est fort pénétrée de l'esprit de ce texte et en a assuré l'application dans le sens le plus favorable au contrôle du repos : le Conseil d'Etat a décidé que les accords sanctionnés par arrêté préfectoral font échec tant aux dérogations précédemment obtenues du préfet qu'à celles accordées de plein droit par la loi (art. 38 du livre II) (2) et la Cour de Cassation a admis que ces arrêtés s'appliquaient aux établissements mixtes (3) ainsi qu'à ceux n'occupant aucun employé (4) : ainsi se trouve résolue

(1) Séance du 20 décembre 1923. (*J.O.* du 21 décembre. Débats Parlementaires. Sénat, p. 1999).

(2) Cf. Conseil d'Etat au Contentieux : 27 mars 1925 (« Gazette du Palais », 1925-I-759), 10 juillet 1925 (« Gaz. Pal. », 1925-II-398) et 17 juillet 1925 (« Gaz. Pal. », 1925-II-412).

(3) Cassation (Chambre Criminelle) 1^{er} mai 1925 « Gaz. Pal. », 1925 II-294).

(4) Cf. Conseil d'Etat au Contentieux : 2 arrêts du 17 juillet 1925, (« Gaz. Pal. », 1925-II-412) et Cassation (Chambre Criminelle) 17 juillet 1925 (« Gaz. Pal. », 1925-II-403) cassant un jugement du Tribunal Correc-

la question de la fermeture obligatoire de toutes les études, qui nous est apparue comme l'un des éléments indispensables au respect du repos hebdomadaire dans le notariat.

Au premier examen, cet article 43 paraît pouvoir assurer efficacement le repos des notaires et des clercs (1) et dès à présent il est susceptible de donner dans certains cas de bons résultats. Malheureusement plusieurs difficultés le rendent d'une application extrêmement restreinte dans le notariat.

La première objection est capitale ; si des groupements de notaires existent dans chacun des arrondissements français, on ne compte, en retour, qu'infiniment peu d'associations des clercs (2), moins encore de syndicats, ce qui réduit la portée du texte jusqu'à le rendre pratiquement inopérant.

D'autre part, même si tous les clercs se syndiquaient pour remplir l'une des conditions imposées par la loi,

tionnel de la Seine (11^e Chambre) du 26 février 1925 (« Gaz. Pal. » 1925-I-629) contra : Tribunal de Simple Police Brest, 11 mars 1925 (« Gaz. Pal. » 1925-II-146).

(1) Si les arrêtés prévus par cet article étaient rendus sur la proposition des Chambres de notaires, ils seraient scrupuleusement respectés et nous n'aurions pas à déplorer parmi les notaires les résistances qu'opposent certains pharmaciens à l'application de la loi, résistance favorisée par la complaisance de la grande presse qui fait aux délinquants une publicité, parfois illustrée (Cf. « Petit Parisien », n° du 11 janvier 1926. « Le Matin », n° du 17 mai 1926), quelque peu scandaleuse.

(2) Le prochain chapitre sera consacré à ce sujet.

de nombreux arrondissements sans clercs existent, où ce texte serait encore inapplicable, bien qu'une majorité de notaires y désire le repos dominical par la fermeture des études.

Si l'article 43 a ne peut suffire, nous croyons qu'on pourrait aménager en la simplifiant la procédure qu'il institue pour le rendre pleinement applicable au notariat.

La longue tradition des Chambres de Notaires, leur habitude de trancher elles-mêmes les contestations qui surgissent entre leurs membres, les pouvoirs propres dont elle disposent tant à l'égard des notaires qu'à celui des clercs permettent de leur accorder le droit de décision que l'article 43 a réserve aux préfets.

S'il était permis d'espérer un revirement dans l'attitude de la Chancellerie, aucun texte nouveau ne serait pour cela nécessaire et il serait inutile de demander plus, puisqu'un régime similaire a donné d'excellents résultats, avec l'aide des autorités, dans les départements recouvrés (1), avant la désannexion. Mais nous ne croyons pas à un changement de doctrine de la Chancellerie, si le législateur ne lui signifie pas nettement son intention à cet égard.

(1) Le Procureur chargé de la vérification des études s'informait toujours des motifs pour lesquels un acte avait été passé le dimanche contrairement aux décisions des Chambres. Cf. Franz, procureur-général, à Colmar. « Le Notariat en Alsace-Lorraine », p. 21 (n° 7) et p. 343 (n° 292 c) (Bibliothèque de l'Université de Strasbourg), M. 3100, 399.

D'autre part, en l'absence d'organisations ouvrières susceptibles de jouer auprès des Chambres de Notaires le rôle d'animateur prévu par la loi, nous pensons qu'il doit être suppléé à l'inaction des clerks isolés par la proclamation législative de l'obligation au repos dominical, afin que la clientèle ne puisse jamais faire, de ce chef, aucun reproche aux notaires.

Aussi, tout en conservant l'article 50 a du Code du Travail qui, malgré son imperfection, représente cependant un minimum de garantie pour les clerks, nous souhaitons que le législateur décide, en principe, l'obligation de la fermeture des études le dimanche, et s'en remette, pour l'application de ce texte, aux compagnies de notaires qui devraient, en Assemblées générales, introduire (1) dans ce but dans leurs règlements intérieurs une disposition qui deviendrait immédiatement et de plein droit exécutoire pour tous les membres de la Compagnie et impliquerait l'interdiction de recevoir le dimanche les actes non urgents, à peine de nullité desdits actes et de sanctions disciplinaires, ainsi que le décident dès à présent les règlements de quelques Compagnies, notamment dans les arrondissements de Douai et de Limoges.

(1) Le vote pourrait avoir lieu à la majorité ordinaire ou à une majorité renforcée : Le point important est seulement de supprimer la possibilité d'une résistance paralysante par une infime minorité d'irréductibles.

Pour remplacer les sollicitations présumées des clercs, le texte législatif que nous désirons pourrait être complété par l'obligation, pour les Compagnies réfractaires à la fermeture, de justifier à intervalles réguliers (tous les ans, ou tous les deux ans) le maintien du statu quo en produisant des motifs précis, susceptibles de vérification, tels que le nombre et l'activité des agents d'affaires, le nombre d'actes passés le dimanche, etc.. (1).

L'ensemble de ces propositions pourrait être résumé en quelques phrases, ou articles, tels que :

« La fermeture dominicale des études de notaire est obligatoire (2).

« A peine de nullité, le notaire ne pourra instrumenter le dimanche que pour les actes « *in extrémis* » ou autres absolument urgents. L'acte passé un dimanche devra énoncer avec précision les raisons qui ont nécessité sa réception un tel jour ; le notaire qui aura dressé un tel acte devra, dans les quarante-huit heures de sa date (3),

(1) Parmi toutes les autres décisions que doit prendre une Assemblée Générale, émettre un vote de plus ne constituerait pas une grosse gêne.

(2) Cette prescription n'impose bien entendu au notaire que l'interdiction de recevoir aucun client, ou de faire travailler aucun clerc le dimanche : Il lui est toujours loisible, dans le silence de son cabinet, de se livrer à tel travail qu'il lui plait, ou d'aller, à domicile, recevoir ou dresser les actes « *in extrémis* ».

(3) Qu'on ne nous reproche pas d'instituer des formalités compliquées : les actes vraiment urgents sont, nous le répétons, extrêmement rares : dans les études moyennes, un notaire n'en reçoit le dimanche pas plus de deux ou trois dans tout le cours de son exercice. Ces dispositions existent d'ailleurs dès à présent dans le règlement de plusieurs compagnies, notamment de celle de Douai.

en aviser le Président de la Chambre de discipline de son arrondissement.

« Les dispositions de la présente loi ne deviendront exécutoires, dans chaque arrondissement, qu'après avoir été, à la majorité des deux tiers, votées par les Compagnies de Notaires qui devront en délibérer lors de leur plus prochaine Assemblée générale. Quand une foire se tiendra un dimanche au lieu de résidence d'un notaire, la Chambre de discipline pourra, par exception, autoriser celui-ci à instrumenter le jour de la foire (1).

« Les Compagnies qui n'auront pas voté le principe de la fermeture dominicale des études devront, tous les deux ans, lors de l'Assemblée générale de mai, en délibérer, clore leur discussion par un vote et, si elles persévèrent dans les errements antérieurs, justifier à la Chancellerie des raisons précises et contrôlables qui militent en faveur de l'ancien état de choses ».

Nous sommes convaincus qu'un pareil texte serait bien accueilli des intéressés et que, sans aucune gêne sérieuse pour le public, il assurerait efficacement, dans toute la mesure du possible, le repos hebdomadaire des notaires et des clercs.

(1) Il nous a semblé utile d'admettre, dans ce cas, la possibilité d'une dérogation, en raison du caractère exceptionnel des foires dominicales, et du grand concours de foule qu'elles provoquent; nous n'avons pas adopté la même solution en ce qui concerne les marchés parce que, dès à présent, on a parfaitement réussi à fermer les études le dimanche dans des villes où il s'en tenait ce jour là. D'autre part, admettre cette exception serait permettre tous les abus, en raison de la tendance (manifestée dans la question Baudet, d'assimiler les dimanches à des jours de marché dans les communes où il ne s'en tient pas.

CHAPITRE VIII

Le mouvement Corporatif des Clercs

Les différences sont trop considérables entre les anciennes corporations et les associations nées depuis trois-quarts de siècle, l'esprit des unes et les tendances des autres, le rôle joué par celles-là et les buts que s'assignent celles-ci, pour que nous nous attardions longuement à étudier l'ancienne Bazoche à propos du mouvement corporatif qui s'est développé dans la cléricature voici quarante ans environ.

La Bazoche... ce nom seul évoque aussitôt l'image d'une brillante foule de jeunes gens, clercs et étudiants, insouciant, amis du plaisir, se retranchant volontiers derrière l'autorité de leur « roi » ou « chancelier » pour narguer le prévôt et le lieutenant de police; on songe aussi à la corporation puissante, sévèrement hiérarchisée, qui avait son armée et sa monnaie, ses armoiries et ses fêtes propres et l'esprit se plaît à imaginer celles-ci qui, dans les plus grandes solennités, réunissaient jusqu'à dix mille participants.

Mais, en dehors de ces fêtes, la Bazoche poursuivait aussi des buts plus sérieux et elle se préoccupait notamment de l'instruction professionnelle de ses « suppôts » et du contrôle de leur stage.

De nombreuses Bazoches s'étaient développées en province où, à la fin de l'ancien Régime, on en comptait 31 (1) dont quelques-unes avaient été créées au XIV^e siècle ; à Paris même, il en existait deux : la Bazoche du Palais, ou grande Bazoche, reconnue légalement en 1303, qui groupait les clercs des procureurs, greffiers et conseillers du Parlement, et la Bazoche du Châtelet, composée de clercs employés par les divers fonctionnaires de la juridiction prévôtale, qui, sans former une confrérie régulière, tenait de l'usage et de traditions remontant à 1270 des droits spéciaux qui furent reconnus aussi longtemps que ceux de la grande Bazoche.

Tandis qu'en province les clercs de notaire se rangeaient volontiers sous le drapeau des Bazoches locales, dont la majorité reconnaissaient la souveraineté de la Bazoche du Palais, et parfois même en formaient l'élément dominant et dirigeant, à Paris, au contraire, ils restèrent constamment en dehors des deux grandes associations et constituèrent un groupement indépendant, la Communauté des clercs de notaire du Châtelet, qui existait déjà en 1843 (2) et avait son organisation propre, ses règlements spéciaux et sa justice particulière (3).

(1) Cf. M. Lucien Genty. « La Bazoche Notariale » : origine et histoire du XIV^e siècle à nos jours de la cléricature notariale et de la cléricature en général, clercs de procureur et d'avoué, d'huissier et de commissaire priseur. Paris 1888. Delamotte fils et C^{ie}.

(2) L. Genty *op. cit.*, p. 142.

(3) Un arrêt du Parlement de Paris, en date du 5 avril 1631 reconnut que la « Bazoche du Palais » n'avait aucun droit de juridiction sur la Communauté des clercs de notaire (Cf. Genty. *op. cit.* p. 143).

Aucune de ces corporations ne survécut à la Révolution ; d'ailleurs, dès le milieu du XVIII^e siècle, les cérémonies extérieures avaient beaucoup perdu de leur faste et, de plus en plus, ces groupements tendaient à devenir exclusivement des organismes « de travail ».

**

Aujourd'hui, les clercs des officiers ministériels composent l'une des professions les moins organisées qui soient : les raisons de ce phénomène sont de plusieurs ordres.

Une des causes les plus importantes du développement et de la prospérité des syndicats ouvriers au cours du siècle dernier est la naissance de la grande industrie. Or, à de très rares exceptions près, le notariat est encore, s'il est permis de s'exprimer ainsi, dans la phase de « l'artisanat » ou de « l'industrie familiale » et, de ce chef, plusieurs des conditions qui nous semblent indispensables à la création d'un syndicat ou d'un groupement ouvrier puissant font défaut en ce qui concerne les clercs de ces officiers ministériels.

L'identité des revendications paraissant le plus puissant des liens qui peuvent unir les membres d'une association, il convient tout d'abord qu'un grand nombre de salariés aient un sort identique et, si possible, appartiennent à la même entreprise. Grâce à leur nombre, les ouvriers d'une même exploitation peuvent constituer un groupement cohérent, homogène, dont les membres se

sentent les coudes et sont sous la surveillance constante des chefs qu'ils se sont donnés et dont l'action personnelle et la propagande quotidienne sont constamment efficaces. Enfin, une telle masse d'ouvriers ignore la personne de l'entrepreneur, qui devient une entité, « Le Patron », être inconnu, puissant et mystérieux contre lequel une lutte peut être ouverte. L'influence des chefs ouvriers n'étant pas compensée par celle de l'employeur, il devient alors facile pour les membres dirigeants d'un Syndicat de faire agir à leur guise leurs commettants.

Les groupements ainsi constitués dans chaque entreprise peuvent s'unir avec des groupements similaires pour la défense d'intérêts généraux communs, de façon à former des fédérations régionales ou nationales, qui, elles-mêmes peuvent se rapprocher pour constituer une confédération générale groupant des travailleurs appartenant à toutes les branches de l'activité nationale : le moteur, la cellule active de tout l'organisme n'en reste pas moins le syndicat local, celui dont tous les membres se connaissent et qui cherche à atteindre des buts concrets qui intéressent tous ses adhérents.

Or, en France, infiniment peu de notaires emploient plus de dix clercs, beaucoup en occupent moins de cinq, et quelques-uns même travaillent sans aucun auxiliaire. Il est donc impossible de former un groupement sérieux des clercs d'une seule étude et on ne peut concevoir un groupement plus restreint que celui des soixante à cent

clerks d'un même arrondissement. Mais parmi ces clerks appartenant à quinze, à vingt études différentes, chacun a un but propre et toute revendication du groupe en faveur de quelques-uns de ses membres ne sera pour la majorité des autres qu'un « mouvement de solidarité ». Or, même parmi les professions mieux disciplinées, les « mouvements de solidarité » sont très rares et, le plus souvent, ils aboutissent à des échecs. A fortiori doit-il en être de même dans le notariat où chacun connaît personnellement son patron et est connu de lui, le sait généralement un brave homme et, tout en applaudissant au principe d'une lutte à outrance, se refuse pour sa part à la mener dans son domaine de peur de créer des difficultés à un employeur avec qui il vit dans les meilleurs termes, qui lui a rendu peut-être de sérieux services et qui, le cas échéant, pourrait, seul, maintenir l'étude ouverte, pour faire triompher la revendication d'un camarade qui habite à vingt kilomètres et qu'il n'a peut-être pas rencontré plus de dix fois dans sa carrière.

Isolés chacun dans son village, les clerks des études rurales ne savent comment les instructions des militants sont observées par leurs collègues ; ils ne connaissent guère, en général, le chef auquel ils doivent obéir ; ils sont seuls et le respect humain est sans action sur eux alors qu'il incite les nombreux ouvriers d'une puissante usine à imiter les plus hardis.

D'autre part, les clerks de notaire sont généralement dépourvus de l'enthousiasme nécessaire à la prospérité

de toute association désintéressée et au succès d'une démarche de solidarité ; les patrons en effet, ne cherchent pas, au contraire, à développer cette qualité chez leurs auxiliaires, parce qu'eux-mêmes doivent professionnellement, la considérer comme un danger.

Les clercs de notaire, enfin, ont la culture moyenne qui est la plus favorable à l'individualisme.

Par profession aussi, le clerc de notaire doit être pessimiste, incrédule, méfiant ; en dehors du spectacle souvent affligeant que donnent à l'observateur les clients qui démasquent « chez le notaire » leurs secrètes aspirations, le bon clerc ne doit-il pas, tant en négociant une convention qu'en rédigeant un acte, prévoir toujours les éventualités les moins favorables : s'agit-il d'un contrat de mariage ? le clerc devra constamment envisager la rupture de l'union, le divorce ou le décès de l'un des époux... s'agit-il d'un bail ? l'acte doit-être conçu comme si le locataire risquait de se ruiner et projetait d'endommager l'immeuble loué... d'une vente ? les précautions nécessaires quand le bien vendu est grevé d'hypothèques doivent être prises dans tous les cas... aussi n'est-il pas étonnant, quand deux clercs se rencontrent, qu'ils ne s'entretiennent guère de leurs salaires ou, s'ils le font, qu'ils dissimulent souvent la vérité, chacun selon son tempérament : l'un, content de soi, pour l'exagérer et donner ainsi une plus haute idée de sa personne, l'autre, désireux d'être plaint, pour le diminuer, être pris en compassion et pouvoir récriminer.

Notons enfin qu'existe souvent une rivalité aigüe entre les études d'une même ville ou d'un même canton ; cette concurrence entraîne assez fréquemment l'animosité des personnels de ces études l'un contre l'autre, chacun soutenant ardemment la cause de son patron.

Il arrive parfois cependant qu'une nécessité commune s'impose à tous les clercs d'une région et fasse taire pour un temps les voix particularistes qui s'élèvent en chacun d'eux.

C'est ainsi que dans les premiers mois de 1926, les clercs de quelques arrondissements se sont réunis dans les chefs-lieux (1) pour réclamer une augmentation de salaires et, condition indispensable, le relèvement du tarif légal des actes authentiques ; de même, oubliant leurs querelles particulières, les clercs des études d'une même ville se groupent parfois pour demander unanimement à leur trois ou quatre patrons la suppression du travail le dimanche matin, ou la « semaine anglaise » ; l'un d'eux devient le porte-parole de l'assemblée et mène les négociations au nom du groupement ; le résultat désiré obtenu, tous se réunissent en l'un des restaurants de la ville pour célébrer la victoire ; on dit des vers à la gloire de celui qui gagna la bataille, puis on se sépare, et peu à peu l'âme du groupe se dissipe à travers la

(1) Notamment à Poitiers, La Rochelle, Brest, Morlaix, Lorient, St-Nazaire, Tours, Chartres, Le Mans, Compiègne. Cf. « Revue Nouvelle de Notariat et de Procédure ». Nos des 30 mai et 30 juillet 1926 : « Nouvelles corporatives », p p. 140 et 197.

ville comme un parfum emporté par le vent : avec les causes qui l'avaient provoquée disparaît la cohésion des clercs.

Parfois encore, patrons et employés se réunissent pour fêter le jubilé de l'un d'entre eux, les 50 ou 60 années de cléricature (1) d'un collègue. Mais, le café bu, le dernier toast porté et le dernier refrain chanté, chacun se sépare et, en attendant qu'une nouvelle occasion recrée à chacun une « âme unanime », redevient l'esclave des mesquines préoccupations d'intérêt, des jalousies et des discussions de préséances qui l'absorbaient auparavant (2).

La présence, dans les études, d'un assez nombreux personnel féminin ne favorise pas le développement des groupements de clercs : la guerre mondiale par les

(1) Souvent accomplies dans la même étude !

(2) Une forme de groupement spéciale se rencontre parfois chez les clercs de notaire : c'est la Conférence, réunion périodique de clercs qui étudient en commun les problèmes techniques que pose la pratique de la profession. Limitées strictement dans leurs buts, ces associations, nécessairement restreintes quant au nombre de leurs membres, véritables académies, n'exercent guère d'influence sur le développement de l'esprit corporatif de leurs adhérents ; il semble d'ailleurs qu'on puisse voir, dans ce désir de s'instruire, une manifestation non d'altruisme, mais au contraire d'un sentiment assez voisin de l'égoïsme. On connaît quelques-unes de ces conférences à Paris, Rouen, etc...

Un autre groupement, solidariste, celui là, mais qui est aussi sans influence sur les destinées de la corporation est la Société Mutuelle de Secours et de Retraites pour les clercs de notaires. Créée à Paris en 1901 (Cf. « Répertoire Général du Notariat » année 1901 « jurisprudence et pratique Notariale », p. p. 20) et 239 art. n° 11.811 et 11.886). Cette Société compte actuellement 1146 membres actifs et 1092 membres honoraires, mais en raison de ses buts précis, elle est restée en dehors de tout ce qui concerne l'amélioration du sort des clercs, sauf quant à la distribution de retraites aux vieux clercs selon la formule mutualiste ; mais ces retraites elles-mêmes sont aujourd'hui d'une insuffisance excessive.

absences qu'elle a provoquées et les vides qu'elle a causés, a nécessité l'emploi d'un nombre assez important de « clérettes », ainsi qu'on les nomme. La plupart d'entre elles sont issues de la petite bourgeoisie, et ne demandent qu'un salaire d'appoint en rémunération de leur travail ; elles vivent dans la petite ville très calme une vie végétative bien grise en rêvant d'un hypothétique mari... sans grands besoins, bénéficiant des ressources du chef du foyer, elles se contentent de peu et sont hostiles à toute mesure sortant de l'ordre quotidien de leur existence et susceptible de les faire croire révolutionnaires par leurs « relations »...

En dehors du personnel féminin, d'autres auxiliaires du notariat ne sont guère favorables aux groupements corporatifs ; ce sont tout d'abord les retraités qu'utilisent bien des notaires de campagne pour les besognes faciles.

Par excellence, le retraité est un sédentaire. Au sortir de la ville, il lui a fallu longtemps pour s'habituer à un nouvel horizon : il tient à n'en plus changer. Sa femme a noué des amitiés et elle nourrit des haines qui — les unes autant que les autres — la retiennent au village... Pour ne pas risquer par un geste inconsidéré de perdre sa place, ce qui le réduirait à la gêne ou le contraindrait à émigrer, le retraité se tiendra sur une réserve absolue et n'adhérera à aucune association, s'il n'y est, non seulement autorisé, mais invité, presque forcé, par son patron.

Il est d'ailleurs bien des clercs de profession, mariés, dont toute la famille habite la région où ils travaillent et où ils jouissent d'une considération flatteuse qui, en vieillissant, acquièrent une mentalité fort semblable à celle des retraités.

D'autres clercs n'occupent leurs fonctions que temporairement, en attendant de « traiter », d'acquérir une étude ; il nous a été signalé de diverses sources qu'une partie de ces clercs stagiaires (d'esprit un peu étroit) se montraient plus hostiles que bien des patrons à l'idée d'un groupement corporatif et menaient campagne autour d'eux contre toute tentative d'association.

Enfin, dans un certain nombre de grands centres, existent des écoles de notariat dont les élèves vont, entre les cours, prendre des leçons pratiques dans les études de la ville, constituant ainsi un personnel mouvant et (en raison de son état) incapable de se solidariser avec les autres clercs dont ils contribuent à déprécier les services par leurs offres de travail quasi-gratuit.

En résumé, bien rares sont les clercs professionnels qui oseraient braver l'hostilité déclarée de leur patron ; un mouvement corporatif n'a donc de chances de réussir que s'il est assuré sinon de l'appui tacite, du moins de la neutralité d'une partie des notaires et, même dans ce cas, il ne faut guère espérer voir adhérer à aucun mouvement ni le personnel féminin, de plus en plus nom-

breux, ni les clercs-élèves, ni une bonne partie des « retraités » et des stagiaires.

L'extraordinaire, dans ces conditions, est que des associations aient pu se constituer.

* * *

Nous n'avons pas l'intention de faire la monographie de chacune des associations dont nous avons pu reconnaître l'existence. Les origines de chacune d'elles sont, d'ailleurs, presque toujours identiques.

Profitant en général de circonstances favorables accidentelles ou profondes, telles qu'une solennité professionnelle ou une crise aiguë de salaires (1) quelques novateurs lancent l'idée d'une association, constituent un Comité Provisoire et élaborent des projets de statuts... Une convocation est adressée à tous les clercs de la région (arrondissement ou département) et une première assemblée générale a lieu, qui réunit un grand nombre d'adhérents.

Mais nous avons dit que les clercs n'étaient pas très persévérants; le groupe existe : va-t-il vivre ? cela dépendra de la personnalité qui sera à sa tête et des résultats obtenus dans un bref délai.

Question de personne, tout d'abord : l'âme du groupe est fragile si elle ne s'incarne pas, non en un Conseil

(1) Il se produisit une de ces crises, par exemple, en 1919-1920 alors que la plupart des clercs ne gagnaient pas plus qu'en 1914.

d'Administration, Comité Directeur ou autre abstraction, mais en un homme qui symbolise, qui « soit » l'association.

Question de résultats immédiats, avons-nous dit aussi : pour que le groupe vive, il faut que son animateur sache ne pas provoquer l'hostilité des patrons ; sinon il échouera... et l'Association disparaîtra rapidement !

La nature des résultats obtenus n'est pas non plus sans influence sur la longévité du groupement : si celui-ci ne vise qu'un but proche, il pourra obtenir rapidement une satisfaction complète, mais il ne survivra pas à la cause qui l'avait fait naître. Si, au contraire, ont été obtenus des résultats favorables qui soient en perpétuel « devenir », qui se développent et se répètent chaque année, l'association peut prospérer, sinon tant que durent ces avantages, du moins tant que vit l'homme qui la représente, car les deux conditions sont, à notre avis, également nécessaires.

A Troyes, par exemple, le 6 juillet 1919, se tient l'assemblée générale constitutive de l'Association Professionnelle et Amicale des clercs de notaire du département de l'Aube (1).

Ses buts étaient nombreux : création d'une Fédération Nationale ; constitution d'une caisse de retraites, application « rigoureuse » des textes sur le repos hebdoma-

(1) Il semble que ce groupement dont la naissance a été provoquée par l'insuffisance des salaires n'ait pas su se concilier les patrons.

daire ; entrée de clercs élus au sein de la Chambre de Discipline en cas de différend entre notaire et clerc ; mise en harmonie des salaires avec le coût de la vie, etc..

De tous, seul, le dernier but fut atteint, et le fut, dès lors, complètement ; aussi, comme a bien voulu nous l'écrire M le Secrétaire de ce groupement, « on considéra dès alors le rôle de l'association comme terminé, et quand on voulut réunir en 1921 une Assemblée générale, une dizaine de clercs seulement se donnèrent la peine de répondre à cet appel ».

Bien d'autres associations de clercs n'ont eu aussi qu'une existence éphémère ; au hasard, citons « La Basoche Meldoise », association amicale des clercs de notaire, d'avoué, d'huissier, de commis d'hypothèques et de Greffes de l'arrondissement de Meaux (1), qui ne peut, depuis la guerre, recouvrer de cotisations ; « La Basoche Colmérienne » qui n'a pas obtenu de plus brillants résultats ; « L'Amicale de Niort » dont l'activité est presque nulle ; « La Basoche du Pas-de-Calais », créée en 1922, qui ne tint qu'une seule réunion ; l'Association Amicale des clercs de Brest qui, assez prospère « avant-guerre », transformée depuis en syndicat, après quelques séances animées, n'a pu grouper, lors de la dernière assemblée (1924) que 4 membres présents ! A Tours, à Rennes, à Cholet existèrent des associations aujourd'hui défunctes ou plongées dans une mortelle somnolence ! A

(1) Cette diversité de professions est d'ailleurs une cause profonde de faiblesse pour une association.

Abbeville, une « Basoche » disparut presque dès sa fondation et c'est de leur propre initiative que les notaires de l'arrondissement se sont imposé certains sacrifices pour créer et doter une caisse de retraites pour leurs clercs.

D'autres associations sont de création trop récente pour qu'on puisse être assuré de leur stabilité ; telle est, par exemple, l'association syndicale des clercs de l'arrondissement de Mamers, née le 15 novembre 1925 (1) ; telle encore l'Association amicale des clercs de notaire de Caen et de la région (2) qui n'a qu'un an d'existence et dont les manifestations d'activité sont très modestes ; telle est, enfin, la « Basoche Provençale », dont les statuts ont été déposés au début de 1926 (3).

On connaît, par ailleurs, quelques associations régionales dont la vitalité s'est suffisamment affirmée pour qu'elles puissent obtenir d'appréciables résultats ; c'est ainsi qu'avant de disparaître, l'Association de l'Aube a

(1) Symptôme favorable : Ce groupement a su se concilier la sympathie des notaires qui lui prêtent gracieusement, pour ses réunions, le local de la Compagnie.

(2) Cette Association semble avoir adopté, vis-à-vis des patrons, la même politique que l'Association Syndicale de Mamers, puisqu'elle compte 70 membres honoraires pour 55 membres actifs !

(3) A Louhans, une Association Amicale est actuellement en formation, et, à l'heure où nous écrivons on tente de fonder, en Seine-et-Oise un « Syndicat Autonome de clercs », en Eure-et-Loire une Association Amicale, sous le nom de « Groupement des clercs et du personnel des études de notaire du département d'Eure-et-Loir » et une Association Amicale dans l'arrondissement de Morlaix.

provoqué un relèvement sensible des émoluments des clercs.

La Basoche Mutualiste de l'arrondissement de Boulogne-sur-Mer, qui groupe 21 membres honoraires et 42 membres actifs ou titulaires, exerçant son activité dans un domaine que ses statuts ne prévoient pas, a obtenu des notaires la fermeture des études à 17 heures chaque jour et à midi le samedi.

La Basoche Toulousaine, forte de 120 membres (clercs de notaire, d'avoué, d'agréé, d'huissier, commis greffiers) a fait introduire l'usage du repos du samedi après-midi dans la plupart des études de Toulouse.

L'Association amicale des clercs de l'arrondissement de Dunkerque, après huit années d'existence, montre depuis 1922 une activité plus grande : ses 35 membres se réunissent régulièrement chaque année ; sa dernière assemblée a élaboré un projet de caisse de retraites et un projet de participation des clercs dans les bénéfices que ses dirigeants espèrent faire prochainement accepter par les notaires.

Il est rare, en effet, qu'un accord soit difficile à réaliser entre patrons et clercs ; ceux-ci sont généralement assez raisonnables pour ne présenter que des revendications justifiées ; les notaires, en retour, savent le plus souvent apprécier d'une façon exacte les conditions d'existence

de leurs collaborateurs et sont disposés à améliorer leur sort autant qu'ils le peuvent faire (1).

C'est ainsi que, dans l'Oise, des avantages considérables ont été amiablement consentis par les patrons à leur personnel.

Dès 1909, les clercs de l'arrondissement de Clermont y formaient une Société Amicale patronnée par la Chambre des Notaires, qui, à l'instigation de M. Merlin, son président, fit interdire par la Compagnie de procéder le dimanche, dans l'arrondissement, à aucune vente d'immeubles aux enchères.

D'autre part, c'est dans cette Association qu'au lendemain de la guerre naquit l'idée de réaliser un groupement plus vaste, comprenant tous les clercs de l'Oise. Le Président de la Chambre de discipline de l'arrondissement de Clermont, M^e Viénot, donna publiquement son approbation à ce projet que M. Merlin put, grâce à cet appui, réaliser en moins de deux mois : 154 adhésions furent rapidement réunies et cent clercs assistèrent, le 20 mai 1920, à l'assemblée générale constitutive du nouveau groupement : C'était le geste de M^e Viénot qui, détruisant les préventions patronales, avait rendu possible une telle manifestation, mais le succès de celle-ci était en grande partie dû à M. Merlin qui, en trente années de cléricature dans l'Oise, avait su s'imposer au respect et à la considération de tous ses collègues.

(1) La mesure dans laquelle le notaire peut aider ses clercs est d'ailleurs pour ceux-ci d'un contrôle assez facile puisque chacun d'eux sait les honoraires produits par les actes qu'il dresse.

La Basoche obtint assez rapidement un relèvement de salaires, cependant qu'elle développait ses bonnes relations avec les notaires (1), mais ce n'est qu'au mois d'octobre 1921, par contre, que fut résolue la question des retraites ; après une discussion parfois animée, une caisse de retraites fut créée, alimentée par les versements des patrons et des clercs et fut même admis le principe d'une « bonification » pour les vieux clercs.

Depuis lors, la Basoche de l'Oise a fait interdire dans tout le département les adjudications immobilières dominicales, et c'est à sa demande que M. Bouteille, député de l'Oise, a déposé un projet de loi proscrivant toute vente publique le dimanche.

Malheureusement, la Basoche de l'Oise a, tout récemment, perdu son Président, qui était l'animateur de l'Association, M. Merlin ; aussi craignons-nous que, malgré les grandes qualités de son successeur, l'âme de la Basoche qui s'était incarnée en lui ne flotte maintenant éparse, et que, peu à peu, ne disparaisse la cohésion qui avait, jusqu'à ce jour, fait la force du groupe.

La Basoche des clercs de notaire de France, d'Algérie et des Colonies mène une vie moins active peut-être,

(1) Quelques-uns de ceux-ci assistèrent en qualité de membres honoraires au premier banquet de la « Basoche de l'Oise », au printemps de 1921 ; la Basoche ne s'est jamais départie de cette tradition, et au banquet du 31 mai 1923, sur 96 convives, on comptait 23 membres honoraires, avoués et notaires,

mais qui paraît devoir être plus longue que celle de la Basoche de l'Oise, parce que moins subordonnée aux questions de personnes. Cette association présente ce caractère particulier de chercher à grouper directement tous les clerks du territoire français sans l'intermédiaire de groupements locaux (1).

Fondée en 1884, la Basoche, après avoir longtemps été une association déclarée, constituée, depuis 1920, un syndicat ; mais elle n'a pris cette forme que pour accroître sa capacité civile (2) et, en changeant de nom, elle n'est pas devenue un organisme de combat ; elle cherche à collaborer aussi étroitement que possible avec les notaires et avoués (3).

En raison de la mentalité des clerks, il n'y a pas lieu de s'étonner de ce qu'un dixième seulement d'entre eux fassent partie de la Basoche malgré les marques d'estime que lui prodiguent les patrons. Encore convient-il de noter que bon nombre de clerks n'ont pas adhéré à cette association par solidarité, mais bien pour recevoir à bon compte. « La Revue Nouvelle de Notariat et de la Procédure » organe officiel de la Basoche, qui contient, en

(1) En province, des délégués régionaux dans chaque chef-lieu de Cour d'Appel et des délégués dans bon nombre d'arrondissements sont chargés de la propagande ; malheureusement leurs efforts ne sont que peu efficaces.

(2) « La Basoche de l'Oise », elle aussi, a adopté la forme syndicale pour avoir une capacité civile plus étendue.

(3) Le nombre des avoués et notaires membres honoraires de la Basoche est considérable ; environ 700 pour 2000 membres actifs.

dehors d'un important bulletin corporatif, des études de pratique notariale extrêmement précieuses.

Au cours des précédents chapitres, nous avons déjà pu noter l'attitude prise par la Basoche pendant les années où la loi de 1906 n'était pas applicable aux clercs et où ceux-ci luttaient pour obtenir le repos hebdomadaire. Nous l'avons vu temporiser et préconiser dans chaque région des ententes directes entre patrons et clercs ; ce même sentiment de réserve, la crainte de heurter les patrons ou de voir la mesure proposée léser leurs intérêts la fit hésiter longtemps avant de prendre parti en faveur de la suppression des adjudications dominicales (1).



En dehors de ces groupements, existe un Syndicat des clercs de Notaire de Paris et du Département de la Seine, qui, depuis sa fondation, en février 1925, a poursuivi avec énergie et sans craindre de lutter contre les notaires le relèvement des salaires dans la cléricature parisienne.

(1) Un exemple est caractéristique des tendances de la « Basoche » : Au début de 1912, le journal « La Démocratie », dirigé alors par M. Marc Sangnier, signalait que, dans l'arrondissement de Péronne, les ventes dominicales d'objets mobiliers avaient cessé sur l'intervention du Procureur de la République, à la suite d'une plainte déposée par la « Basoche » (n° du 10 février 1912 de « La Démocratie » boulevard Raspail à Paris).

7 jours après, la « Basoche » rectifiait qu'elle n'avait jamais protesté contre les adjudications dominicales dans la Somme « Afin qu'on ne lui attribue pas le mérite ou qu'on ne lui fasse pas grief d'une intervention à laquelle elle était restée étrangère » (La Démocratie, N° du 17 février 1912).

Bien que dans un article officieux (1) son Comité Directeur et son Président aient exposé des idées assez modérées, ce syndicat n'a pas tardé à heurter les notaires par la forme qu'il donnait à ses réclamations : certains clercs firent contre leurs patrons des démarches au Parquet — démarches qu'ils regrettèrent par la suite, — de violentes affiches furent apposées sur les murs parisiens, qui exposaient les revendications de la cléricature... La Chambre des Notaires de Paris subordonnant la majoration du traitement des clercs au relèvement du tarif légal, le Syndicat décida même, dans un mouvement de mauvaise humeur, de s'affilier à la C. G. T. Heureusement, le Comité directeur, un moment entraîné par les extrémistes se ressaisit à temps pour empêcher cette faute... Le relèvement du tarif parisien est opportunément survenu accompagné d'une charte déterminant le traitement minimum à allouer à chaque clerc, selon sa capacité, de telle sorte que se sont améliorés les rapports un moment fort tendus entre les notaires et une partie des clercs parisiens.

* * *

On peut ailleurs remarquer que les revendications du Syndicat sont en général modérées, et que ce groupement diffère surtout de la Basoche par son esprit, ses méthodes et son attitude envers les patrons. Le problème

(1) Cf. « Revue du Notariat », N° du 15 mars 1925, art. n° 20.386 p. 1064.

essentiel est en effet celui de la collaboration des notaires et des clercs ; ceux-ci doivent-ils tenter d'imposer leurs désirs à leurs patrons, ou, au contraire, user de patience et de diplomatie ? Nous avons dit que bien peu seraient disposés à employer la première méthode et nous sommes convaincu aussi des avantages qu'offre le second procédé : entre le notaire et ses clercs, il n'y a pas « qu'une question de service et de salaire pour ce service : il y a autre chose, la confiance, l'estime, le dévouement, l'attachement, parfois même de l'affection, en un mot tout un ensemble de sentiments qui relèvent et élèvent la fonction au-dessus du commun des emplois salariés » (1).

Nous pensons que patrons et clercs perdraient beaucoup, si, par des mesures de rigueur ou d'hostilité caractérisées, ces sentiments se trouvaient altérés.

De part et d'autre, d'ailleurs, on semble discerner la valeur des sentiments qui doivent animer employés et employeurs : nous avons vu presque tous les groupements de clercs chercher à se concilier la sympathie des notaires (2) ; de leur côté, les patrons, ayant reconnu l'importance du rôle joué par les clercs dans leurs études, ont considérablement amélioré la situation de leur personnel et sont en général disposés à étudier dans un

(1) Discours prononcé par M^r Viénot, président de la Chambre des notaires de l'arrondissement de Clermont, au banquet de « l'Association Amicale » des clercs de cet arrondissement, le 14 mars 1920.

(2) C'est d'ailleurs là l'une des conditions nécessaires à l'adhésion de nombreux clercs.

esprit favorable les projets de réforme qui leur sont soumis.

Le temps n'est plus, où le clerc nourri par son patron, mangeait tantôt à la table des « maîtres » et tantôt à celle des domestiques, pansait les chevaux le matin et arrosait le jardin le soir, où il était une partie du matériel de l'étude « immeuble par destination » que les titulaires se cédaient avec les dossiers et les archives.

En même temps que les notaires, les grandes associations patronales du Notariat ont cherché à favoriser les clercs ; c'est à un groupe de notaires qu'est due la Caisse des Retraites Professionnelle et Patronale, société libre de secours mutuels, qui a toutes les sympathies de l'Association Nationale des Notaires de France ; celle-ci, d'accord avec la « Basoche », a étudié la possibilité de généraliser ce système de retraites, et a déjà procédé à la consultation de tous les intéressés ; — Création patronale encore, l'Association pour le Recrutement et l'Instruction du Personnel des études de notaire et l'allocation de sursalaires, qui distribue un complément de traitement aux clercs chargés de famille et aux jeunes gens désireux de s'instruire dans une étude (1).

Enfin, bien des notaires et bien des Compagnies de notaires contribuent à développer l'harmonie qui doit régner entre eux et le personnel des études, en s'inscrivant comme membres honoraires des associations de

(1) Malheureusement les sursalaires distribués sont en général fort peu importants, en raison du manque de ressources de cette association.

clercs, et en apportant à celles-ci le plus entier concours moral.

C'est croyons-nous, dans cette voie de collaboration confiante que clercs et patrons doivent poursuivre s'ils veulent améliorer progressivement les sorts des uns et des autres qui sont étroitement solidaires.

CHAPITRE IX

Historique de la Loi du 19 Avril 1924

Nous avons vu (1), dans l'arrondissement de Dijon, les notaires de certains cantons s'interdire, en 1911, de procéder le dimanche à aucune adjudication immobilière, tandis que leurs confrères de cantons voisins, tout en fermant leurs études ce jour-là, se réservaient la faculté de faire en tout temps des ventes aux enchères publiques (2). De nombreux notaires, en effet, considèrent les adjudications comme des actes différents de tous autres et qu'il est utile, nécessaire même, de faire le dimanche. Dans certaines régions, des dérogations spéciales à la loi du 13 juillet 1911 ont été accordées pour permettre aux clercs d'accompagner les notaires aux ventes dominicales (3).

Il est incontestable que si le problème du repos des clercs demeure identique dans tous les cas, celui de la cessation hebdomadaire du travail se pose d'une façon spéciale quand il s'agit d'adjudications et qu'en conséquence une solution particulière doit lui être donnée ;

(1) P. 42 ci-dessus.

(2) Depuis 1921, il n'en est d'ailleurs plus ainsi : Les adjudications immobilières sont interdites le dimanche dans toute la Côte d'Or.

(3) Dans les arrondissements de Beauvais, Alençon, Villefranche (Rhône) et Melle, et le département de la Sarthe.

parmi les éléments qui différencient les ventes publiques des autres actes, deux s'imposent dès l'abord : la nécessité, pour le succès de la vente, de réunir, nous ne dirons pas un public nombreux, mais le plus possible d'amateurs et, en ce qui concerne les ventes mobilières, la compétence concurrente d'officiers ministériels autres que les notaires, tels qu'huissiers et greffiers de paix.

* * *

Le Président de l'Association Amicale des clercs de l'arrondissement de Clermont, vite convaincu de l'impuissance des Chambres à assurer le repos complet des clercs, résolut de s'en remettre de ce soin au législateur : à son instigation, le 24 novembre 1911, M. Delpierre, député de l'Oise, usant du procédé qui avait, quelques mois auparavant, réussi à MM. l'abbé Lemire et Adrien Veber, déposait au budget de 1912 un amendement contenant les dispositions essentielles suivantes : « L'article 95 de la loi de finances du 13 juillet 1911 est complété par le paragraphe suivant :

« Les adjudications immobilières et mobilières de toute nature, volontaires ou judiciaires, par tout officier public ou ministériel ayant qualité pour y procéder ne pourront avoir lieu les dimanches et jours fériés ».

Ce texte était loin d'être parfait ; notamment, il laissait les agents d'affaires libres d'agir à leur guise pendant qu'il paralysait les officiers ministériels.

Dès le dépôt de cet amendement, la Chancellerie s'y montra hostile : dans une note conçue en vue de la discussion publique, elle s'exprimait nettement à ce sujet (1).

Le débat attendu eut lieu à la Chambre des Députés, lors de la deuxième séance du 28 décembre 1911 (2) mais, à la demande du garde des Sceaux qui voulait examiner complètement le problème, M. Delpierre consentit à la disjonction de son amendement, sous réserve que la question ferait l'objet « d'une étude rapide et approfondie ».

L'enquête ainsi promise le 28 décembre par le Ministre de la Justice fut prescrite dès le 8 janvier... « Bien que l'amendement (3), indiquait la Circulaire ministérielle, ait été, au cours de la discussion, retiré par son auteur, (4)

(1) « ...En ce qui touche les adjudications, le dimanche est un jour où les amateurs peuvent venir en plus grand nombre et, dans l'intérêt général, celui des vendeurs comme celui des acheteurs, il est bon de conserver, surtout dans les campagnes, la possibilité de mettre les adjudications à ce jour.

« Le repos des clercs est suffisamment assuré par la loi de 1911, pour qu'il ne soit pas nécessaire de gêner le public ».

On ne voit d'ailleurs pas comment une seule mesure peut favoriser les intérêts des acheteurs et des vendeurs qui sont opposés en cas de vente par adjudication.

(2) *J.O.* du 29 décembre 1911 Débats Parlementaires. Chambre, p. 4409.

(3) De M. Delpierre.

(4) Ceci n'est pas complètement exact; l'amendement avait été non retiré, mais disjoint. Sur la légitimité du renvoi à une Commission qui n'a pas fourni le rapport sur lequel on délibère. Cf, Eugène Pierre « Traité de Droit Politique, électoral et parlementaire », supplément n° 849, pp. 1215 et 1216.

je vous prie, pour me permettre d'apprécier si le Gouvernement ne doit pas reprendre à son compte la proposition, de vouloir bien faire procéder à une enquête aussi complète que possible sur les avantages et les inconvénients que pourrait présenter l'adoption de la mesure proposée. — Je désire d'ailleurs que les officiers publics ou ministériels intéressés ne soient pas seuls entendus, mais que les représentants autorisés des justiciables soient également appelés à formuler leurs observations ».

Ce furent généralement les maires qui interrogèrent les Parquets, en qualité de « représentants autorisés des justiciables » ; Or, nul moins qu'eux n'avait la compétence et l'indépendance nécessaires pour répondre.

Le résultat de l'enquête ne fut pas très concluant, cependant, puisque une note que nous avons pu consulter à la Chancellerie sous entend une majorité favorable à la réforme, alors qu'on a pu, à plusieurs reprises, répéter sans démenti que cette consultation avait fait apparaître une nette opposition à tout projet d'innovation.

L'amendement de M. Delpierre sommeilla deux années dans les dossiers de la Commission du Travail et de la Prévoyance Sociale. Le Président de l'Association des clercs de Clermont ne demeurait cependant pas inactif : il multipliait les démarches auprès des parlementaires et

il essayait de faire de chaque clerc un agent de propagande. Il chercha à atteindre ses collègues par la « Revue Nouvelle » mais, dans l'exécution de ce projet, il rencontra de la part de la Basoche de France une résistance qu'il ne put vaincre pendant plusieurs années.

Le Conseil de cette Association critiqua sévèrement le texte de M. Delpierre ; il s'éleva contre la restriction de l'interdiction aux seuls officiers publics ou ministériels ayant qualité pour procéder aux ventes publiques, parce qu'ainsi, les agents d'affaires, agissant comme mandataires des vendeurs, gardaient toute leur liberté d'action ; — il s'étonna ensuite de l'absence de sanction spéciale ; il ne voyait dans le projet qu'une disposition platonique, s'il n'entraînait que les pénalités ordinaires en matière de législation du travail. Aussi suggérait-il de frapper de nullité les adjudications dominicales et de consacrer la responsabilité civile de celui qui, enfreignant la loi, provoquerait la sanction.

De longtemps, la Basoche ne se départit pas de sa réserve : en 1912 la « Revue Nouvelle » déclarait la question complexe, et digne d'une étude approfondie (1) ; elle ouvrait une enquête, tant auprès des clercs que parmi les notaires... mais ne concluait pas. En 1914 encore, lors de l'Assemblée générale ordinaire du 15 mars, le rapport du

(1) Cf. « Revue Nouvelle », n° du 30 avril 1912. « Bulletin de la Basoche », p. 99.

Conseil d'Administration reproduisait les objections que nous venons d'analyser et concluait que le Conseil n'avait pas « cru devoir associer La Basoche à l'appui public réclamé en faveur du texte de M. le député Delpierre »

Mais déjà, M. Merlin avait directement obtenu, le 28 février 1914, de la Commission du Travail de la Chambre des Députés, la prise en considération de l'amendement Delpierre, devenu proposition de loi, dont le rapport fut confié à M. l'Abbé Lemire, connu pour sa sympathie pour les clercs. La fin de la législature survint sans que le rapport ait pu être déposé, et la proposition devint caduque (1).

M. Merlin ne se lassa pas ; avant de demander à M. Delpierre de déposer à nouveau le texte dont il désirait le vote, il chercha à collaborer avec la Basoche pour mettre au point une nouvelle rédaction. La septième Commission de cette association, réunie le 24 juin 1914, lui laissa espérer, sous réserve, l'appui du groupe (2).

(1) Sur la possibilité de reprendre les rapports sur le fond déposés par les commissions d'une précédente législature, Cf. Eugène Pierre, *op. cit.* supplément, n° 78 p. 82.

(2) « Considérant... qu'il y a lieu de profiter du changement de législature pour demander à M. le Député Delpierre de substituer au texte primitif un nouveau texte tenant compte des objections précédemment faites par la « Basoche »...

« Considérant que la seule objection sérieuse que les notaires puissent faire et aient faite à l'adoption de la proposition est celle tirée de la concurrence possible des agents d'affaires pour les adjudications immobilières et que cette objection tombe par le fait que la loi nouvelle mettra obstacle à cette concurrence...

«... Considérant que pour mettre un obstacle non seulement théorique, mais efficace, à la concurrence des agents d'affaires, une sanction sévère

Quatre jours plus tard, l'attentat de Sarajevo créait au législateur de nouveaux devoirs qui ne lui laissaient pas le loisir de se préoccuper de questions sociales.

Dès la fin des hostilités, les clercs de l'Oise reprirent leur dessein : à leur demande, quelques députés déposèrent au début de la douzième législature une proposition de loi tendant à l'interdiction des adjudications dominicales (1). Dans l'exposé des motifs, les auteurs de ce texte insistaient sur la nécessité de leur projet pour assurer l'exécution intégrale de l'article 51 du Code du Travail, et démontraient que la mesure proposée ne préjudicierait pas au public. Tenant compte des objections formulées en 1914, les adjudications dominicales étaient interdites d'une façon absolue et les opérations faites

aux infractions doit être prévue dans le texte nouveau à suggérer à M. le Député Delpierre et qu'une simple amende ne serait pas suffisante.

« Considérant qu'il s'agit aussi, dans ce texte, de déjouer par avance les combinaisons des agents qui pourraient annoncer les ventes ou y procéder non point comme agents d'affaires, mais comme mandataires des vendeurs. . . .

« est d'avis de proposer au conseil le vote de la résolution suivante :

« Le conseil...

« 1°. décide de donner l'appui public de la « Basoche » à la proposition dont il s'agit... .

« ... à la condition expresse qu'il sera obtenu de M. le Député Delpierre qu'il veuille bien remplacer le texte primitif par le suivant :

« Art. 1^{er} : Nul ne peut procéder à des adjudications publiques les dimanches et autres jours fériés. Les adjudications faites en contravention de la présente loi seront nulles et ceux qui y auront procédé seront responsables de cette nullité »... .

(1) Chambre des Députés. Doc. ann. 12^e législature, n° 924; annexe au procès-verbal de la séance du 26 mai 1920.

au mépris de la loi étaient frappées de nullité (1). En raison de ces modifications, la Basoche s'associa aux clercs de l'Oise pour demander le vote de cette proposition.

Celle-ci fut soumise à la Commission du Travail qui se déclara incompétente, puis à la Commission de Législation Civile (début de 1921) et enfin, de nouveau, à la Commission du Travail, qui ne se résolut à l'étudier qu'après une éloquente intervention de M. l'Abbé Lemire. Le rapporteur chargé de l'examen du texte fut d'abord M. Chabrun, député de la Mayenne, puis M. Despax, député des Landes, à nouveau M. Chabrun, et enfin, M. Reille Soult, duc de Dalmatie, député du Tarn (février 1922).

Le rapport qu'il rédigea (2) reproduit la plupart des arguments développés par MM. l'Abbé Lemire et Bouteille, etc... dans l'exposé des motifs de leur proposition. Ses conclusions furent adoptées à l'unanimité par la

(1) Voici le texte de cette proposition de loi :

Article unique. L'art. 95 de la loi de finances du 13 juillet 1911 est complété par les dispositions suivantes :

« Les adjudications immobilières et mobilières de toute nature, volontaires ou judiciaires, pour toute personne ayant qualité pour y procéder, ne pourront avoir lieu les dimanches et jours fériés, sous peine de nullité des dites adjudications et de tous dépens, dommages et intérêts à la charge des contrevenants.

« Sont supprimés dans l'art. 617 du code de Procédure Civile les mots « ou un jour de dimanche » et dans l'art. 632 du même code les mots « le dimanche ».

« Toutes les dispositions contraires sont abrogées.

« Les prescriptions ci-dessus entreront en vigueur deux mois après la promulgation de la présente loi ».

(2) Chambre des Députés. Doc. ann. 12^e législature, n° 4524.

Commission à l'issue des deux séances des 21 et 28 juin 1922 ; toutefois le projet primitif avait subi une légère modification et à la règle générale (interdiction des adjudications dominicales) était prévue l'exception suivante :

« Toutefois, les adjudications et les ventes pourront avoir lieu les dimanches et les jours fériés quand ceux-ci coïncideront avec la tenue d'une foire dans la commune ».

La proposition de loi, mise à l'ordre du jour « sous réserve qu'il n'y aurait pas débat » (1), fut votée par la Chambre des Députés dans sa deuxième séance du 4 décembre 1922. Transmise immédiatement au Sénat (2), elle était, dès le 7 du même mois, « renvoyée » à la Commission de Législation Civile et Criminelle. Le Président de celle-ci, M. Boivin-Champeaux, sénateur du Calvados, se chargeait du rapport qu'il voulait achever rapidement.

L'honorable rapporteur comptait parmi les plus ardents des adversaires de la réforme qui, s'ils n'avaient élevé aucune objection à la Chambre des Députés, compaient soulever devant le Sénat un important débat.

Dès le 8 janvier 1923, le Ministère de l'Agriculture intervenait auprès de la Chancellerie et « tout en rendant hommage à la pensée qui (avait) inspiré les auteurs de la proposition » s'élevait contre « l'adoption de ce texte

(1) *J.O.* du 5 décembre 1922. Débats Parlementaires, Chambre des Députés, pp. 3792 et 3793.

(2) Chambre des Députés, doc. ann. n° 4016. Sénat. Doc. ann. année 1922, n° 732, annexe à la séance du 7 décembre 1922

qui, s'il était définitivement voté, irait à l'encontre des intérêts agricoles », et, en conséquence, demandait au garde des Sceaux de « vouloir bien, ainsi que M. le Ministre du Travail, combattre la proposition ayant pour objet de supprimer le dimanche les ventes mobilières et immobilières ».

La Chancellerie prescrivait, le 8 février 1923 aux Procureurs Généraux de la renseigner sur les conditions dans lesquelles était appliquée la loi du 13 juillet 1911, dans l'espoir de tirer argument des documents ainsi fournis. Nous avons, dans un précédent chapitre (1), noté les résultats de cette enquête et critiqué quelques-unes de ses conclusions.

Le 15 du même mois de février, M. Boivin-Champeaux déposait son rapport (2) et demandait le rejet d'une disposition « qui bouleversait du jour au lendemain un usage séculaire » ; il rappelait que, lors de la discussion de la loi de 1911 (3) des exceptions au principe du repos dominical, dans les termes du droit commun, avaient été reconnues applicables aux clercs de notaire, et proposait de compléter l'article 51 de la loi du 26 novembre 1912 (livre II du Code du travail) (4) en réglementant les déro-

(1) Cf. Supra, p. 84 à 86.

(2) Sénat. Doc. ann., année 1923. Session ordinaire, n° 87.

(3) Voir supra p. 54.

(4) M. Boivin-Champeaux, juriste éminent, notait à juste titre dans son rapport que « ni les auteurs de la proposition, ni le rapporteur, ni la Chambre elle-même ne (paraissaient) avoir soupçonné l'existence de la loi du 26 novembre 1912, portant codification des lois ouvrières, ni le décret du 28 du même mois de la même année, relatif à cette codifi-

gations dont pouvaient bénéficier les notaires (1).

M. Delpierre, devenu sénateur, reprenait aussitôt, sous forme de contre-projet, le texte qu'avait voté la Chambre des Députés (2) cependant que M. Hervey, au nom de la Commission du Commerce, de l'Industrie, du Travail et des Postes, se ralliait à l'opinion de M. Boivin-Champeaux, sous réserve que les Préfets seraient déchargés du soin de déterminer le jour où le repos compensateur serait donné aux clercs.

En même temps, le Ministre du Travail faisait observer à M. Boivin-Champeaux qu'il paraissait dans l'esprit de la loi de 1911 de faire contrôler par les Chambres de discipline et les Parquets l'octroi du repos compensateur aux clercs assistant le dimanche à une adjudication : M. Boivin-Champeaux remania son projet et soumit au Sénat le texte suivant, qui devait être celui de la loi du 19 avril 1924 :

cation » et que « la loi du 26 novembre dans son art. 3, (abrogeait) la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire, et par voie de conséquence l'art. 95 de la loi du 13 juillet 1911 ». Cette remarque avait déjà été faite dans le Répertoire Général du Notariat et de l'Enregistrement à deux reprises, avant le vote de la Chambre des Députés, (n° du 15 novembre 1922, actualités notariales, p. 125, n° 96), et après ce vote (n° du 15 décembre 1922. Actualités Notariales, p. 143).

(1) Voici le texte de la proposition de M. Boivin-Champeaux :

« Art. unique : L'art 51 de la loi du 28 novembre 1912 est complété par la disposition suivante :

Les clercs qui accompagnent l'Officier Ministériel procédant, le dimanche, à une adjudication immobilière ou mobilière auront droit à leur repos compensateur un jour de la semaine. Ce jour sera fixé par le Préfet, sur la demande de l'Officier Ministériel ».

(2) Sénat. Doc. ann. année 1923, Session ordinaire, n° 1, 19 mars 1923.

« L'article 51 du livre II du Code du Travail est complété par la disposition suivante :

« Les clercs qui accompagnent l'officier ministériel procédant le dimanche à une adjudication immobilière ou mobilière auront droit à un repos compensateur de vingt-quatre heures consécutives dans les six jours qui précéderont ou suivront le dimanche où le repos aura été ainsi supprimé. Un préavis devra être adressé à la Chambre de discipline ou au parquet dans les conditions qui seront déterminées par un règlement d'administration publique ».

Après déclaration de l'urgence, la discussion de ce texte vint à l'ordre du jour de la séance du 8 mai 1923. M. Boivin-Champeaux développa son rapport, M. Del-pierre exposa son contre-projet ; nous aurons l'occasion d'étudier à loisir, dans un prochain chapitre, les arguments de chacun d'eux. M. le Garde des Sceaux n'intervint qu'à la fin du débat, mais sa brève déclaration emporta le vote de l'assemblée (1).

Le texte de la Commission de Législation fut adopté à mains levées.

Cette nouvelle proposition fut transmise à la Chambre des Députés le 14 mai (2) et dès le 22 mai, M. Bouteille reprenait, sous forme d'amendement, le contre-projet de

(1) *J.O.* du 9 mai 1923, Documents Parlementaires. Sénat, p. 730 à 735.

(2) Chambre des Députés. Doc. ann. 12^e législature. Session de 1923 n° 5982. Annexe du procès verbal de la 4^e séance du 15 mai 1923.

M. Delpierre, c'est-à-dire le texte voté en premier lieu par la Chambre (1). Le 18 mars 1924 seulement, M. Reille-Soult déposait au nom de la Commission du Travail (2), un rapport concluant à l'adoption du texte voté par le Sénat (3).

La proposition fut mise à l'ordre du jour de la deuxième séance du 7 avril 1924 (4), « sous réserve qu'il n'y aurait pas débat » : M. Bouteille fit connaître aux clercs de l'Oise son intention de soutenir son contre-projet et, ainsi, de retarder la discussion ou même (les élections générales étant proches) de rendre le projet caduc. Fut-il convaincu de l'excellence des dispositions adoptées par le Sénat, fût-il empêché de venir en séance par force majeure ou cas fortuit ? il s'abstint... et la Chambre vota « sans débat » le texte du Sénat (5).

Le Ministère du Travail, par une Circulaire du 25 juillet 1924, se mit, selon sa tradition, hors de cause et avisa

(1) Chambre des Députés. Doc. ann. 12^e législature. Session de 1923, n° 4, 22 mai 1923.

(2) Chambre des Députés. Doc. ann. 12^e législature. Session de 1924, n° 7330. Annexe au procès-verbal de la 2^e séance du 18 mars 1924.

(3) M. Reille-Soult, en son rapport, discutait les raisons qui avaient amené le Sénat à modifier le texte de la Chambre, mais, paraissant croire que la proposition qu'on lui soumettait donnait aux clercs des avantages nouveaux, il demandait qu'on l'acceptât sans changement.

(4) J.O. du 8 avril 1924, Débats Parlementaires. Chambre des Députés, p. 1910.

(5) Chambre des Députés. Doc. ann. 12^e législature. Session de 1924 1^{er} 8, n° 1624. La loi fut promulguée le 19 avril 1924 et parut au *Journal Officiel* du 25 du même mois. Les revues techniques ne la commentèrent que très brièvement.

les Préfets que ni les inspecteurs divisionnaires, ni les officiers de police judiciaire « n'avaient qualité pour intervenir pour l'application des nouvelles dispositions, l'exécution de l'article 51 restant confiée aux Chambres de Discipline, sous le contrôle du Parquet ».

Peu auparavant, par une circulaire en date du 17 juillet, la Chancellerie avait demandé aux Procureurs généraux leurs suggestions pour la rédaction du règlement d'administration publique prévu par la loi : après cette consultation, elle élaborà, en collaboration avec les bureaux du Ministère du Travail, un premier texte extrêmement bref qui ne complétait la loi que par des précisions de détail d'importance minime.

Aussi le Conseil d'Etat, dans sa séance du 4 décembre 1924 « jugea-t-il à propos se compléter le projet qui lui était soumis ; c'est à l'initiative de cette assemblée qu'on doit notamment l'institution du registre de contrôle. Peu après, le 7 janvier 1925 était signé le décret (1) dont il avait élaboré le texte ainsi qu'il suit :

« Le préavis prévu par l'article 51 (article 50 a) du livre II du Code du Travail est envoyé par l'Officier public ou ministériel intéressé au Président ou au Syndic de la Chambre de discipline dont il relève ; si cet officier public ou ministériel est lui-même président ou syndic ou

(1) Ce décret fut publié au *Journal Officiel* du 11 janvier 1925 : Partie officielle, pp. 468 et 469.

s'il n'y a pas de Chambre de discipline, le préavis est envoyé au parquet.

« Cet envoi a lieu au plus tard la veille du jour du repos compensateur, lorsque ce jour est choisi dans les six jours qui précèdent le dimanche où le repos sera supprimé et la veille de ce dimanche lorsque le repos est fixé à l'un des six jours qui le suivent.

« Le préavis indique :

« 1° Le ou les dimanches où l'officier public ou ministériel procédera à des adjudications immobilières ou mobilières pour lesquelles il sera accompagné de clercs ;

« 2° le nom de ces clercs ;

« 3° le ou les jours où le repos compensateur sera accordé.

« Ces mentions seront reportées, à la date de l'envoi du préavis et avec l'émargement du ou des clercs qu'elles concernent, sur un registre spécial que l'officier public ou ministériel tient constamment à jour et présente, pour qu'il soit contrôlé et visé, à toute réquisition de la Chambre de discipline ou du Parquet ».

Cette fois encore, les revues techniques ne traitèrent que rapidement des dispositions nouvelles ; pratiquement, d'ailleurs, le texte était assez précis pour ne pas nécessiter de nombreux commentaires.

CHAPITRE X

Economie de la Loi du 19 Avril 1924

Son Application

La loi du 19 avril 1924 et le décret du 7 janvier 1925 instaurent-ils un ordre nouveau ? la question vaut d'être posée, car, au Sénat, de nombreux orateurs, et, à la Chambre des Députés, le rapporteur de la Commission du Travail ont paru attendre de ces dispositions le respect intégral du repos hebdomadaire dans les études de notaire.

* * *

A la veille du vote de la loi, l'officier public ou ministériel pouvait, quand la fermeture de son étude le dimanche était préjudiciable à la clientèle, donner, après autorisation préfectorale, le repos à son personnel selon l'une des cédules prévues par l'article 34 du Code du travail (livre II). Bien que ces dérogations concernent difficilement les cas des adjudications, des notaires avaient su s'en accommoder et trouver des combinaisons originales de repos exceptionnels : nous avons montré que les arrêtés autorisant ces dérogations spéciales pouvaient, non sans quelque effort parfois, être considérés comme légaux.

Par la loi de 1924, le législateur a créé un nouveau mode de dérogation : le repos d'une journée dans les six

jours qui précèdent ou qui suivent une adjudication pour le ou les clerks qui participent à celle-ci.

Peut-on voir, dans cette disposition, un simple aménagement de la cédule D (1) ? Nous ne le pensons pas : le régime de cette cédule implique l'octroi d'une journée de repos chaque semaine, alors que la loi du 19 avril 1924 permet, quand des adjudications ont lieu pendant plusieurs dimanches consécutifs, de donner aux clerks deux jours de repos pendant une même semaine et aucun pendant la semaine suivante.

D'autre part, si on suppose que deux clerks secondent le notaire pendant l'adjudication, la cédule D exigerait qu'il y eût entre eux une ébauche de « roulement », c'est-à-dire qu'ils prissent leur repos à des jours différents, alors que la loi du 19 avril laisse au notaire la faculté de les licencier tous deux en même temps.

* * *

Tandis qu'il créait un nouveau mode de dérogation, le législateur instituait aussi un nouveau droit absolu à la dérogation.

Avant la loi de 1924, en effet, le notaire désireux de procéder le dimanche à une adjudication, avec l'aide de ses clerks, devait demander une autorisation au Préfet et prouver la gêne que lui provoquait ou le préjudice que

(1) Repos par roulement à tout ou partie du personnel de l'établissement.

causerait au public le repos dominical (1). D'autre part, l'autorisation obtenue demeurerait valable jusqu'à ce que soit rapporté l'arrêté qui l'accordait. Pratiquement, sa durée était illimitée.

Au contraire, c'est de plein droit qu'aujourd'hui les officiers ministériels procédant à des adjudications dominicales bénéficient de la dérogation créée pour eux ; ils n'ont plus d'autorisation à demander, aucune preuve à fournir. Le législateur a admis qu'il était nécessaire que, dans toute la France, pour la distraction du public rural, les adjudications eussent lieu le dimanche.

Par contre, s'il n'a besoin de fournir aucune justification au Préfet, l'officier ministériel doit fréquemment remplir de multiples formalités, avertir de chaque adjudication le Président de la Chambre de discipline, lui communiquer le nom du clerc de service, qui peut tomber malade au dernier moment, tenir à jour le livre de contrôle spécial, etc...

Certes, nous avons préconisé d'imposer l'accomplissement de semblables formalités par les notaires ayant à recevoir le dimanche des actes urgents, quand la fermeture dominicale des études sera intégrale (2). — Mais les situations envisagées diffèrent totalement d'une espèce à l'autre : un notaire, dans tout son exercice, n'aura à

(1) Nous avons vu, d'ailleurs, avec quelle facilité les Préfets accordaient les autorisations demandées.

(2) Cf. *Supra*, p. 130.

passer que de très rares actes vraiment urgents (1) peut-être même aucun, tandis qu'il est des régions où, dans chaque étude, il est procédé, chaque dimanche, à une et parfois deux adjudications. On ne saurait comparer la gêne que les deux systèmes risquent de causer aux notaires et aux Chambres de Discipline ; celles-ci par exemple, n'auraient en général pas plus d'un avis d'acte urgent à classer chaque année, alors que certaines doivent — ou plutôt devraient — classer, par mois, une centaine des préavis exigés par le décret du 7 janvier 1925, avant de les transmettre au Parquet.

A envisager la question sous son aspect uniquement théorique, le régime antérieur nous paraît offrir sur l'actuel deux supériorités : la dérogation ne devait être accordée qu'en cas de nécessité démontrée, mais, alors, le bénéficiaire n'avait pas à répéter, chaque semaine un avis généralement inutile (2).

D'autre part, il semble que le règlement du 7 janvier 1925 ait violé l'esprit de la loi de 1906. Le Sénat, en effet, repoussa alors à une très grosse majorité (3), après

(1) Quelques unités seulement en tout un exercice.

(2) La loi de 1924, par ailleurs, accorde un jour entier de repos en compensation d'un travail qui ne dure généralement pas plus d'une demi-journée ; la loi de 1906 au contraire ne prévoyait en semaine qu'un repos égal au travail dominical : Avant la loi de 1924, le notaire qui procédait le dimanche à une adjudication, pouvait, s'il occupait moins de cinq clercs, ne donner à celui qui le secondait qu'une demi-journée de repos dans la semaine.

(3) 189 voix contre 77. Cf. *J.O.* du 13 juin 1906. Débats Parlementaires. Sénat, p. 689 (chiffres rectifiés).

une éloquente intervention de M. Monis (1), une disposition ainsi conçue du projet de M. Pevet (2) : « Les Juges de paix ne pourront statuer que sur des plaintes signées... ».

Or, le décret de 1925 rétablit implicitement la disposition que le Sénat avait rejetée en 1906. Un contrôle n'est actuellement possible et une sanction ne peut pratiquement être prise que si un clerc, en refusant d'émarger le registre tenu à l'étude, dénonce son patron aux inspecteurs.

Comme les rapports des notaires et des clercs sont en général excellents, surtout dans les campagnes et dans les villes de moyenne importance, où leurs relations (nous insistons au risque de nous répéter) sont presque familiales, le clerc signe presque automatiquement tout ce que lui présente son patron, et la loi de 1924 se trouve, de ce chef, privée de toute efficacité. A un point de vue plus élevé, est-il moral de placer un employé entre l'obligation de faire un faux et celle de dénoncer son patron ?.

* * *

Ces mesures exceptionnelles ne se peuvent justifier que si aucune autre ne pouvait assurer le repos des clercs et si elles l'assuraient efficacement, autrement dit que si elles sont à la fois nécessaires et suffisantes.

(1) Cf. *J.O.* du 13 juin 1906. Débats Parlementaires. Sénat, p. 679.

(2) *J.O.* des 25 et 26 mai 1906. Débats Parlementaires. Sénat, p. 229 annexe, n° 108.

. Nous répondrons tout d'abord à la seconde question : le repos hebdomadaire des clercs est-il réellement garanti par la loi du 19 avril 1924 ?

Dans la séance du Sénat du 8 mai 1923, il fut, à plusieurs reprises, formellement affirmé que le projet proposé par la Commission de Législation Civile assurerait pleinement le repos des clercs.

A M. Mauger, sénateur du Cher, qui s'inquiétait : « peut-on avec la législation actuelle, assurer (aux) clercs le repos hebdomadaire ? » (1). M. Boivin-Champeaux répondait de la façon la plus nette : « Notre honorable collègue peut se rassurer. — Par notre texte nous assurons aux clercs le bénéfice du repos hebdomadaire dans les termes du droit commun, et ainsi nous concilions tout à la fois l'intérêt général, l'intérêt de l'agriculture, celui du Trésor et celui des clercs (*vive approbation*), (2) tandis que M. le Garde des Sceaux, à la fin de la discussion confirmait que le texte de M. Boivin-Champeaux était aussi efficace que celui de M. Delpierre et qu'il ne croyait pas nécessaire de « bousculer » l'habitude des ventes dominicales pour assurer le repos des clercs (3).

Bien que la loi ne soit applicable que depuis deux ans à peine, il est dès à présent possible de savoir comment elle est respectée et de prévoir si ses prescriptions seront à l'avenir intégralement observées.

(1) *J.O.* du 9 mai 1923. Débats Parlementaires. Sénat, p. 734.

(2) *Ibid.*

(3) *Ibid.* p. 735.

Auparavant, il nous faut noter qu'il est des régions où toute étude serait superflue, parce que les adjudications dominicales n'y peuvent troubler le repos des clercs.

Tout d'abord, les ventes par adjudication sont extrêmement rares dans le Midi de la France, au sud d'une ligne qui, de Bordeaux, irait à Grenoble par Limoges, Clermont-Ferrand, Lyon. On rencontre même, au Nord de cette limite, quelques « îlots » où les ventes publiques sont fort peu fréquentes, comme l'arrondissement d'Aubusson et une partie du Poitou.

Dans ces régions, les adjudications sont presque inconnues ; quelques chiffres font image, tirés des réponses que notre enquête nous a values : un notaire de seconde classe de la Cour de Toulouse n'a fait que deux ventes aux enchères en une année ; dans plusieurs arrondissements de la Cour de Bordeaux, ce chiffre nous est donné comme la moyenne annuelle de chaque étude ; dans la Lozère, on ne fait guère plus de trois ou quatre adjudications par étude et par an ; dans le sud de la Creuse, il est une Compagnie dont tous les notaires réunis ne font pas, chaque année, plus de dix ventes publiques ; la Compagnie de Toulouse comprend 33 membres, parmi lesquels seize notaires de première classe, qui peuvent instrumenter dans tout le ressort de la Cour ; ensemble ils n'ont procédé qu'à 18 adjudications en 1922 ; 15 en

1923, 20 en 1924 et 22 en 1925. Dans la Cour d'Agen, un notaire de seconde classe n'a fait, en vingt années d'exercice, qu'une adjudication, et un de ses confrères — de seconde classe également — qui n'en a fait que 3 en 3 ans — précise que les titulaires de bien des études rurales n'en ont jamais fait (1).

(1) Nous avons été surpris de cette désaffection du public pour un mode d'aliénation simple et fructueux localisée à une partie seulement de la France; nous avons cherché à en discerner les causes. Quelques-uns de nos correspondants, interrogés une seconde fois, ont bien voulu nous en donner plusieurs explications qui contiennent toutes, croyons-nous, une part de vérité et se combinent entre elles.

Tout d'abord, par tradition, les Tribunaux méridionaux retiennent à la barre les ventes sur conversion de saisie ou sur licitation dont ils sont appelés à connaître et qui, ailleurs, forment un élément important de l'activité des notaires.

Un notaire de la Gironde indique que le paysan méridional a une certaine lenteur de décision qui l'empêche tout d'abord de venir au jour dit au lieu de la vente, et, s'il y vient, le fait hésiter, de telle sorte que l'adjudication est prononcée avant qu'il ait pris parti et mis son enchère.

Les vendeurs, nous dit-on encore, craignent une publicité coûteuse pour des résultats aléatoires, à moins de risquer de vendre à bas prix pour ne pas perdre complètement les frais faits.

Une sorte de respect humain ou de pudeur très spéciale les empêche aussi d'annoncer la vente de leurs biens; ce faisant, ils croiraient paraître, aux yeux des voisins, contraints de réaliser leur fortune pour faire face à des engagements ou pour éviter la gêne; la vente par adjudication évoque en eux l'idée de faillite et de saisie.

D'autre part, la dissimulation des prix à la faveur des actes sous seings privés sévit, dans le midi, plus peut-être qu'en aucune autre région de la France, au désespoir des officiers ministériels qui voient les clients s'éloigner d'eux pour frauder plus à l'aise. Or, si deux parties bien d'accord peuvent tromper un notaire, quand il n'est que le rédacteur de la convention, aucune fraude n'est possible en matière d'adjudication et les amateurs s'écartent de plus en plus de ce mode de vente qui les contraint à payer l'intégralité des droits d'enregistrement et de transcription.

Enfin, l'attrait du « secret » est extrêmement vif et profond dans les populations rurales du Centre et du Midi de la France : « Dans le Midi, nous écrit un notaire de la Cour de Nîmes, tout se fait « S.S.P. » ou, plus exactement », en sourdine; on partage, on vend sur des bouts de papier

Il est assez naturel que le choix du mode de repos compensateur laisse indifférents clercs et notaires de ces régions.

* * *

En dehors de celles-ci, il en est d'autres où la loi de 1924 n'a rien pu changer aux coutumes préexistantes : ce sont les arrondissements dont les Compagnies se sont formellement interdit de procéder le dimanche aux adjudications mobilières et immobilières (1).

L'une de ces Compagnies, celle de Prades, se trouve dans la région où les adjudications sont rares ; les autres, au contraire, appartiennent, à une exception près, au Nord et à l'Est de la France : l'interdiction absolue des adjudications dominicales a été décidée dans les arrondissements de Valenciennes, dès 1872, de Douai et de Montreuil-sur-Mer en 1874, de Saint-Pol en 1882, de Boulogne-sur-Mer en 1890, Lille en 1893, Mirecourt en 1901,

plus ou moins grasseyeux... mais *mystérieusement*. On ne va chez le notaire que lorsqu'on ne peut faire autrement, et à plus forte raison on n'achète aux enchères, au grand jour, que lorsqu'on fait la « très bonne affaire », cependant que, de la Cour de Limoges, on nous signale que le désir de ne pas se faire connaître conduit les vendeurs requérant l'adjudication à se faire représenter par un mandataire, et les acquéreurs à faire timidement porter les enchères par un fondé de pouvoirs autant que possible étranger à la localité.

Ces divers éléments réagissent les uns sur les autres, agissant tantôt sur les vendeurs, tantôt sur les acquéreurs ; la rareté des adjudications détermine le peu d'empressement des acquéreurs éventuels qui n'ont pas l'habitude de pousser les enchères et la froideur de ceux-ci fait, par contre-coup, hésiter les vendeurs possibles qui craignent de conserver leurs biens.

(1) Sauf, bien entendu, en dehors des cas où les art. 617 et 632 du Code de Procédure obligent le notaire à instrumenter le dimanche.

Doullens en 1905, Béthune en 1910, Amiens en 1924, Nancy, Pontarlier, Arras, Le Havre, Epinal, Saint-Dié à des dates que nous n'avons pu déterminer. Aucune vente publique n'a lieu non plus le dimanche dans les départements recouvrés (1). Même règle encore dans le territoire de Belfort sauf en ce qui concerne les ventes de récoltes. Dans l'arrondissement de Briey, l'interdiction souffre aussi une exception, celle des ventes de bois façonné; mais pratiquement on ne procède plus jamais à aucune vente de cette nature. Dans l'arrondissement de Toul, l'interdiction de procéder aux adjudications le dimanche peut être exceptionnellement levée, sur demande de l'intéressé, par le Président de la Chambre de discipline, mais il est extrêmement rare qu'un notaire profite de cette faculté.

Dans ces arrondissements, le repos des clercs se trouve automatiquement assuré car, bien entendu, les études sont fermées le dimanche, et les notaires n'ont à se préoccuper des formalités prescrites par le décret du 7 janvier 1925 qu'en cas de saisie exécution, dans les communes où ne se tient pas de marché, ou de saisie brandon. Or, ces cas sont peu fréquents : la saisie exécution a rarement lieu dans les campagnes (2) : le débiteur en mauvaise situation préfère réaliser volontairement son actif (3) pour

(1) Cf. Franz : « Le Notariat en Alsace-Lorraine » p. 343.

(2) Dans les bourgs, il y a un marché et la vente peut avoir lieu ce jour là.

(3) Ordinairement d'accord avec ses créanciers.

éviter de voir absorber le produit de la vente par les frais de justice, commandements, notifications, procès-verbaux, significations et récolements !

L'article 632 du Code de Procédure, s'il est impératif et général quant au lieu, voit sa portée singulièrement restreinte dans le temps par la disposition de l'article 626, article fondamental, qui ne permet la saisie brandon « que dans les six semaines qui précèdent « l'époque ordinaire de la maturité des fruits ».

* * *

En dehors de ces régions, nous retrouvons les régimes les plus différents : il est tout d'abord quelques arrondissements où l'interdiction de toutes les adjudications dominicales avait été approuvée, mais où, comme à Saint-Quentin et à Dunkerque, il a fallu rapporter la décision en ce qu'elle concernait les adjudications mobilières, en raison de la concurrence des huissiers et greffiers de paix qui invoquaient la tradition auprès des clients pour les déterminer à leur confier le soin de procéder aux ventes.

Dans bon nombre d'arrondissements encore, les Compagnies, pour éviter d'avoir à reculer, n'ont adopté qu'une demi-mesure, l'interdiction, le dimanche, des seules adjudications immobilières. Nous connaissons 46 Compagnies réparties dans 23 départements qui ont adopté ce régime (1). De nombreuses provinces se sont en partie ralliées

(1) On peut citer, parmi ces compagnies, celles de Laon, St Quentin, Soissons, Vervins, Rocroi, Troyes, Arcis-sur-Aube, Bar-sur-Aube, Bar-

à ce système : Non seulement le Nord et l'Est de la France encore, mais aussi la Région parisienne, la vallée de la Loire moyenne, la Côte-d'Or, la Normandie, la Mayenne. Il arrive aussi que les adjudications immobilières ne soient que tolérées le dimanche et qu'une autorisation du Président de Chambre soit nécessaire pour y procéder, comme à Libourne et à Château-Thierry. A Sainte-Menehould, ce n'est pas la Compagnie qui a prononcé l'interdiction, mais une Association comprenant tous les notaires de l'arrondissement et qui, n'étant pas soumise à l'ordonnance de 1843, a une plus grande liberté d'action. Quelques Compagnies, comme celle de Pithiviers, ont voulu réserver l'entière liberté des Tribunaux et n'ont interdit le dimanche que les ventes volontaires d'immeubles ; d'autres, comme celle de Trévoux, n'interdisent les adjudications dominicales que quand il doit y être procédé à l'étude, non quand elles se tiennent au lieu de la situation des biens ; la Compagnie de Ruffec a admis à la fois les deux ordres d'exceptions.

Dans quelques arrondissements encore, comme ceux de Remiremont ou Bellac, les notaires sont invités à ne faire autant que possible de ventes à l'encan qu'en semaine, et, l'usage aidant, les adjudications immobilières dominicales ont disparu.

sur-Seine, Nogent-sur-Seine, Dijon, Beaune, Chatillon-sur-Seine, Semur, Besançon, Montbéliard, Bernay, Dreux, Dôle, Poligny, Blois, Orléans, Montargis, Epernay, Reims, Wassy, Mayenne, Bar-le-Duc, Commercy, Verdun, Cambrai, Clermont, Compiègne, Senlis, S^t Omer, Chalon sur Saône, Neufchâtel, Yvetot, Melun, Coulommiers, Etampes, Mantes, Abbeville, Montdidier, Avallon et Joigny.

Ailleurs encore, c'est l'usage seul qui, sans qu'aucune interdiction ait été prononcée, s'oppose aux adjudications immobilières le dimanche. Une vingtaine d'arrondissements rentrent au moins dans cette catégorie (1) et se situent, en dehors des régions précédemment citées, dans la Corse, l'Ouest et le Sud-Ouest de la France.

Dans un certain nombre des arrondissements où les ventes d'immeubles seulement sont interdites le dimanche, la règle souffre une exception lorsqu'une même affaire donne lieu à une vente de meubles et d'immeubles : il est permis de procéder aux deux ventes le même jour, et le choix de celui-ci est laissé à chaque notaire.

D'ailleurs, toutes ces combinaisons sont parfaitement licites, puisque la loi de 1924 autorise expressément les adjudications dominicales, à condition que les notaires donnent à leurs clercs le repos compensateur qu'elle institue.

* * *

Cette prescription n'est malheureusement pas toujours observée.

Nous ne nous attacherons pas aux inobservations de pure forme qui nous ont été révélées, et qui témoignent au contraire du respect de la loi dans son esprit, sinon dans sa lettre : c'est ainsi que le Président d'une Com-

(1) Parmi ces arrondissements, on compte ceux de : Gex, Mézières, Lisieux, Bastia, Morlaix, Rennes, Fougères, St Malo, Vitré, Mont de Marsan, Agen, Cholet, Avranches, Mortain, Valogne, Montmédy, Hazebrouck, Beauvais, Pau, Rouen, Dieppe, Tonnerre.

pagnie de la Cour de Rennes nous a communiqué, au lieu de l'adresser en fin de mois au Parquet, l'original du préavis d'adjudication qu'il avait reçu d'un confrère, conformément aux exigences de la loi. De même, dans une Compagnie de la Cour d'Angers, les avis sont centralisés par le Secrétaire de la Chambre au lieu d'être réunis par le Président ou le Syndic.

Ce sont là des formalités auxquelles on peut n'attacher qu'une médiocre importance, mais il ne serait pas exact de dire que l'absence de toutes les formes prescrites par la loi est indifférente pourvu que le repos compensateur se trouve, en fait, donné aux clercs, parceque ces formalités ont justement pour but, si elles en ont réellement un, de remémorer la loi et de permettre une ombre de contrôle ; or, celui-ci est d'une utilité qu'il serait vain de nier : des notaires considèrent que le repos compensateur prévu par la loi de 1924 se trouve accordé parce que le clerc ne fournit pas, pendant ses journées de travail, un effort intensif, ou parce qu'on lui octroie le congé qu'il sollicite quand il a une réunion de famille, ou parce qu'en période de « morte-saison » on lui accorde quelques jours de vacances, en août ou septembre. Qu'on juge combien ces compensations sont insuffisantes dans les régions où, dans chaque étude, on procède à 40 ou 50 adjudications dominicales chaque année.

Dans d'autres régions, et notamment dans certains arrondissements des Cours de Rennes et de Bourges, le

repos compensateur, au lieu d'être d'une journée entière comme l'exige la loi, n'est que d'une demi-journée. Ailleurs encore, le clerc ne bénéficie d'aucun repos compensateur, mais il lui est accordé une rémunération spéciale, généralement proportionnelle au produit de la vente.

Bien souvent, le clerc a « la faculté » de demander et de prendre le repos compensateur. Inutile de dire que, de cette faculté, il ne profite pas ! Même s'il désirait ce repos, la nature des relations entre notaire et clerc s'opposerait à sa réclamation ; si, sans autre raison que son droit, le clerc exigeait régulièrement de son patron le repos compensateur, celui-ci verrait dans cette insistance une brimade. Si les employés en demandaient l'application, la loi de 1924, votée pour ne pas bouleverser la tradition des ventes dominicales, détruirait celle, beaucoup plus belle, de confiance, d'amitié et de concorde qui est à la base des rapports entre patrons et clercs.

Quand la loi est transgressée, met-on à l'enfreindre une certaine pudeur ? respecte-t-on, à défaut du fond, la forme ? Nous ne le croyons pas. — Bien nombreux sont les Présidents de Chambres qui nous ont répondu : « la loi n'est pas appliquée ! » Ne vaut-il pas mieux, d'ailleurs, ne pas envoyer de préavis, ne pas tenir de registre, ne pas faire émarger le clerc que donner un avis mensonger et faire signer un faux.

Les procédés employés pour ne pas accorder aux clercs le repos auquel il a droit sont divers ; certains patrons

prétendent que le clerc n'est pas forcé de les accompagner ; s'il le fait, c'est de son plein gré, et qu'en conséquence rien ne lui est dû.

Comme l'article 50 a concerne d'une manière générale le clerc qui « accompagne » le notaire à une adjudication, sans restriction aucune, on pourrait, à la rigueur, prétendre que ne pas ordonner au clerc de s'y rendre ne dispense pas de lui accorder un repos compensateur ; aussi d'autres notaires ont-ils parfois recours à un autre procédé pour éluder la loi : le vendeur se fait représenter à la vente par le clerc, son mandataire. Celui-ci n'accompagne donc plus le notaire ; il va à l'adjudication pour son propre compte, il est le vendeur ; s'il rend service à son patron, ce n'est que comme un client pourrait le faire. Aucune objection juridique ne peut être élevée contre ce procédé, mais il n'en demeure pas moins que la fraude existe et que le clerc n'est mandataire que pour pouvoir aider son patron..

Du dépouillement de la correspondance que nous ont adressée les officiers de 300 Chambres environ, on peut conclure que la loi n'est strictement observée que dans une vingtaine d'arrondissements (1)... Les notaires seraient-ils donc d'incorrigibles routiniers et, de plus, des

(1) Rappelons toutefois que, dans certaines régions, la loi n'a pas d'occasion d'être appliquée et notons encore que certaines compagnies font plus que n'exige la loi, et notamment, font contrôler par les inspecteurs de la comptabilité le registre émargé, ce qui serait une mesure excellente, si elle n'était un peu illusoire, comme l'inspection de comptabilité elle-même.

citoyens en révolte ouverte contre les lois sociales de leur pays ?... Ils sont seulement victimes des préjugés de leur clientèle, à laquelle ils ne peuvent pas résister, et de circonstances et d'un état d'esprit particuliers dont on n'a pas su tenir compte lorsqu'on a légiféré pour eux !

CHAPITRE XI

Arguments pour et contre la suppression des Adjudications Dominicales

La loi de 1924 n'assure pas efficacement le repos des clercs.... Deux interrogations se posent : d'une part, ne pourrait-on adopter un autre texte, et, d'autre part, une réglementation spéciale du régime des adjudications était-elle nécessaire ?

A la dernière question, on peut répondre : oui, sans aucun doute, comme l'est, d'une façon générale, une réglementation spéciale du repos hebdomadaire des clercs... oui, encore, parce que l'adjudication est l'acte par lequel les clercs sont le plus souvent privés du repos dominical ; (1)... oui, enfin, parce que la loi de 1924 n'assure pas mieux le repos des patrons que celle de 1911.

Pour remédier à cette situation MM. l'abbé Lemire et Bouteille proposaient une mesure simple et d'un effet certain : la suppression des adjudications dominicales.

Les objections à ce système furent nombreuses et se trouvent réunies et mises en valeur dans le rapport de

(1) Dans les deux tiers des arrondissements français, les clercs ne vont pas le dimanche à l'étude alors qu'il n'en est guère qu'une vingtaine, au Nord de la ligne Bordeaux-Lyon où ils sont assurés d'être libres le dimanche.

M. Boivin-Champeaux. Celui-ci reproche à l'interdiction projetée de « bouleverser du jour au lendemain un usage séculaire consacré par nos lois ». — Remarquons rapidement que les lois ne prévoient explicitement (1) la vente dominicale qu'à défaut de marché dans la localité et seulement dans les très rares cas de saisie-exécution et de saisie-brandon. D'autre part, si l'usage qu'allègue l'honorable rapporteur est séculaire, il n'est pas général, puisqu'en dehors des arrondissements où toute adjudication dominicale est interdite, il en est d'autres où l'usage empêche de procéder aux ventes le dimanche.

Par ailleurs, s'il renonçait totalement à modifier aucune habitude, le Parlement serait une Académie et le recueil de nos lois un dictionnaire des usages locaux, alors qu'il appartient au législateur d'envisager les problèmes nationaux d'un point de vue plus élevé que celui de leurs mandants, de découvrir le bien du pays et de le réaliser. Ce rôle est particulièrement net quand il est traité de

(1) Art. 617 et 632 du code de procédure civile.

Le conseil d'Etat a eu une occasion de se prononcer sur la valeur de cette obligation comme cause de dérogation : Le Préfet de Seine-et-Oise avait rejeté une demande d'autorisation de M. Joly, greffier de Justice de Paix à Versailles, qui déféra cet arrêté au Conseil d'Etat demandant à être renvoyé devant ledit Préfet pour la délivrance de l'autorisation à laquelle il avait droit.

Mais le Conseil d'Etat ne trancha pas la question qui nous intéresse, et annula purement et simplement l'arrêté attaqué considérant « que le sieur Joly est fondé à soutenir que la disposition législative sus-visée n'est pas applicable à son commis-greffier qui est assermenté ; qu'il suit de là qu'en statuant sur la demande en dérogation formée par le requérant, le Préfet a excédé les limites de sa compétence ». (Décision du 3 juillet 1914. M. Georges Cahen, rapporteur, M. Blum, commissaire du Gouvernement.)

législation sociale, car en cette matière moins peut-être qu'en toute autre les électeurs ne distinguent le véritable intérêt national.

L'autorité de l'usage, en tant que tel, étant toutefois insuffisante à ses yeux, M. Boivin-Champeaux se hâte d'ajouter que cette coutume « n'a rien perdu de sa raison d'être », et de tenter la justification de cette affirmation en choisissant l'exemple le plus favorable à son raisonnement, celui des ventes mobilières. Parmi celles-ci il distingue les adjudications de mobilier agricole des ventes de meubles meublants. Or, dit-il, dans le premier cas, « les acquéreurs sont les agriculteurs. Nos paysans, qui n'ont pas le cinéma, s'y rendent volontiers le dimanche, quand même ils n'auraient pas l'intention d'acheter, ne serait-ce que pour se rendre compte du prix des choses, mais ils achètent quand l'objet qui leur plait se présente. Les jours de semaine, ils sont retenus chez eux par leurs occupations » (1).

Chaque membre de phrase était, dans la pensée de M. Boivin-Champeaux, un argument qu'il développa à la tribune du Sénat (2), l'un d'eux même : « Nos paysans qui n'ont pas de cinéma » se trouva précisé au cours de la discussion par M. Damecourt, sénateur de la Manche (3).

(1) Sénat. Doc. ann., année 1923. N° 87, p. 2

(2) *J.O.* du 9 mai 1923. Documents Parlementaires. Sénat, p. 730,

(3) « Ces ventes deviennent l'occasion de réunions pour nos braves gens des campagnes qui ne savent quoi faire ce jour là (le dimanche). (Mouvements divers).

Dégagé des ornements de forme dont on le pare, l'argument est brutal : les ventes dominicales sont la distraction des paysans, le notaire et son clerc des amuseurs ; peut-on s'attarder à une discussion ?

« Le paysan se rend aux ventes... pour se rendre « compte du prix des choses » écrit encore M. Boivin-Champeaux : nos paysans ont, heureusement, d'autres critères du prix des choses agricoles, car, autrement, leur documentation serait bien étrange. — Rien de plus factice en effet que les prix obtenus dans une vente publique, parce que nulle part moins que là ne joue la loi de l'offre et de la demande : les deux parties ne sont pas « à égalité » : l'offre est seule connue : c'est une vache, un lot de six assiettes, qui doivent être vendus aujourd'hui, sur-le-champ, à l'une des cent personnes réunies...

M. Boivin-Champeaux ajoute que si les agriculteurs peuvent aller le dimanche aux ventes, ils ne le peuvent que ce jour-là : « les jours de semaine, ils sont retenus par leurs occupations » — « ce qui veut dire, nous écrit un notaire de la Manche, que le dimanche ses vaches

« C'est évident, mes chers collègues ; les braves gens de campagnes assistent à ces ventes qui sont une distraction pour eux. Voulez-vous les en priver ? Les ouvriers agricoles n'ont que ce jour là pour se promener et ils en profitent pour aller à ces ventes et acheter du mobilier. Quant aux petits cultivateurs ils se trouvent tout à fait dans le même cas.

« Ce sont des lieux de réunion où l'on parle d'affaires, où l'on se livre à des transactions. En un mot, les ventes constituent la seule distraction dominicale des campagnes, et l'on y tient beaucoup. Ce sont des usages séculaires. » Ibid. p. 734.

n'ont pas besoin d'être traites, sa cavalerie pas pansée ni soignée ; sa porcherie reste endormie ce jour-là et ses poules restent couchées !

« La vérité est autre : le paysan a du travail tous les jours, mais tous les jours il peut disposer de quelques heures de liberté : son travail est élastique : il n'est pas tenu à des heures de bureau ou d'usine (1).

C'est d'un autre département agricole qu'on nous signale que l'agriculteur, amateur possible, est moins libre de son temps le dimanche qu'en semaine parce que, ce jour-là, il est contraint de demeurer chez lui pour suppléer à l'absence de ses ouvriers qui ont maintenant pris l'habitude non seulement du repos hebdomadaire, mais du repos dominical.

L'argument de M. Boivin-Champeaux pêche encore par ailleurs : le cultivateur qui veut acheter un animal ou simplement « se rendre compte du prix des choses » n'hésite pas à se rendre à la foire la plus proche ; dans les pays d'élevage (2) il n'est même pas rare qu'un éleveur se rende, la même semaine, à deux ou trois foires, pour « marchander » ou pour rencontrer des amis ; or les foires ne se tiennent le dimanche que par exception !

(1) Il est, évidemment, des périodes de travaux urgents, moisson, fenaison, semailles, arrachages de betteraves, où le cultivateur ne se dérangera pas en semaine ; le ferait-il plus volontiers le dimanche quand une partie de sa récolte n'est pas engrangée et que l'orage menace ?

(2) Aux noms desquels parlaient MM. Boivin-Champeaux et Damecourt.

Il se peut, d'ailleurs, qu'une foule plus nombreuse soit plus facilement attirée le dimanche qu'en semaine dans la cour où se tient l'adjudication et où le fermier (1) distribue abondamment le cidre à tout venant. De cette affluence, peut-on conclure que la vente réussira mieux ? Nous voici au cœur du débat.

M. Boivin-Champeaux reconnaît que, bien souvent, le promeneur dominical va à la vente sans intention d'acheter, mais il ajoute aussitôt : « Et tout de même si un objet qui lui convient se présente, il l'achète, et c'est ainsi que ces ventes sont extrêmement fructueuses » (2).

Nous ne le croyons pas, car, pour un objet qui convient et se trouve acheté, combien d'autres qui ne le sont pas et sont dénigrés par de faux amateurs.

D'ailleurs, à côté de ces hésitants, il en est d'autres qui ne peuvent rien acheter, ouvriers agricoles qui n'ont que faire de matériel, femmes qui jasant, enfants qui jouent. Rien de cela ne contribue à constituer l'atmosphère nécessaire aux ventes publiques, où les acquéreurs éventuels ne doivent pas être dispersés, noyés dans la masse des indifférents, mais au contraire coude à coude, face à face, s'excitant, s'hypnotisant presque.

La formule courante s'énonce : plus il y a de monde, mieux l'adjudication réussit. Nous pensons que mieux

(1) Nous songeons à la Normandie, chère aux auteurs de la loi de 1924.

(2) *J.O.* du 9 mai 1923. Débats Parlementaires. Sénat, p. 731

vaut un cercle restreint d'amateurs à l'exclusion de tout curieux. Or, les vrais amateurs de mobilier agricole peuvent se déplacer en semaine aussi facilement et peut-être plus aisément que le dimanche, alors que bon nombre de badauds doivent rester chez eux ; l'avantage est donc double qu'on trouve à procéder en semaine aux adjudications de matériel agricole.

Restent les ventes de mobilier proprement dit et les ventes d'immeubles.

Parmi les adjudications de « mobilier meublant », une distinction s'impose encore ; celle des ventes de mobiliers bourgeois ou riches, comportant œuvres d'art, meubles de style, collections et des ventes de mobiliers moins « conséquents ».

Les ventes importantes ont plus de chances de réussir en semaine que le dimanche parce que les amateurs possédant la fortune nécessaire à l'achat des meubles qui les composent ont toujours autant et parfois plus de loisirs en semaine, tandis que sont alors évités les nombreux badauds désireux de visiter le salon ou le studio d'une maison où ils n'ont jamais été admis qu'à l'office.

Il semble d'ailleurs que M. Boivin-Champeaux n'ait considéré que les ventes de petits mobiliers, des mobiliers de manœuvres ou de modestes retraités, en écrivant :

« Quant aux ventes de meubles meublants, la clientèle,

que la région soit industrielle ou agricole, se compose de salariés qui ne sont libres que le dimanche. Fixer les ventes un jour de la semaine, c'est en écarter les classes ouvrières » (1).

Cette observation est sans valeur en ce qu'elle concerne la grande majorité des ouvriers d'usine : ceux-ci habitent en général des agglomérations importantes, où des commissaires-priseurs, investis du monopole des adjudications mobilières, ne procèdent aux ventes qu'en semaine.

A la campagne, ces petites adjudications réussissent-elles moins bien quand elles n'ont pas lieu le dimanche ? nullement, à tel point qu'en certaines régions, à la demande de la clientèle unanime, il y est toujours procédé en semaine alors qu'il est permis de les faire le dimanche. Par hypothèse, ces ventes ne comportent qu'un modeste mobilier et peuvent donc être rapidement terminées : si on fixe l'adjudication à midi ou à treize heures, tous les amateurs peuvent s'y trouver et ils préfèrent cette solution à celle qui les empêche de disposer de tout un après-midi dominical. Si même la vente a lieu pendant les heures de travail du chef de foyer, celui-ci se fait remplacer par sa femme qui achète d'autant mieux qu'elle dispose plus librement de la bourse du ménage ; si le couple travaille et désire néanmoins vraiment acheter, il lui est facile de confier son enchère

(1) Sénat. Doc. ann. année 1923. N° 87 p.2.

à une parente, une amie ou une voisine qui peut aller à la vente.

Plusieurs notaires nous ont opposé un argument que leur inspire, disent-ils, l'expérience : « quand une vente par adjudication commencée le dimanche est continuée les jours suivants, l'entrain est moindre en semaine ». Nous ne croyons pas décisive cette observation. Nous voulons même admettre que non seulement la foule, mais encore le nombre des amateurs réels se trouve restreint. Qu'en peut-on conclure ? rien, sinon que toutes les choses de prix — car une vente qui dure plusieurs jours est une belle vente — ont été vendues la veille, que les amateurs satisfaits n'ont plus besoin de revenir et que d'autres ne désirent pas faire deux déplacements consécutifs ; si une vente de plusieurs jours était commencée un vendredi ou un samedi, c'est le dimanche qu'il y aurait le moins d'entrain ! En un mot, l'animation décroît non parce que le second jour est ouvrable, mais bien parce qu'il est le second.

Parmi les immeubles encore, M. Boivin-Champeaux ne s'attache à considérer que les petites parcelles de biens ruraux : il est bien évident en effet que l'amateur d'une usine, d'un domaine ou d'un marché de terres a étudié avant l'adjudication l'affaire à réaliser, et que, s'il lui est impossible de trouver quelques heures pour porter

son enchère, il lui sera facile de donner des instructions précises à un mandataire.

D'autre part, les ventes de petites parcelles, les ventes de maisons modestes ont lieu et réussissent fort bien en semaine dans une grande partie de la France : non seulement dans les nombreux arrondissements où les notaires s'interdisent ou, par tradition, refusent d'y procéder le dimanche, mais encore dans les régions où les adjudications devant notaire sont inconnues et où toutes les aliénations forcées (licitations, ventes sur saisies) sont retenues à la barre des Tribunaux. En effet, jamais ceux-ci ne tiennent le dimanche d'audiences de criées et jamais les justiciables ni le Trésor n'ont objecté que ce fût là une entrave au succès des ventes. Les amateurs, au contraire, n'hésitent pas à parcourir en semaine les dix ou vingt kilomètres qui les séparent du chef-lieu d'arrondissement ; *a fortiori* sont-ils disposés à faire, même pendant les journées de travail, les quelques pas qui les séparent de la mairie ou de l'école où instrumente le notaire (1) pour acquérir le champ convoité.

De toute cette partie de l'argumentation de M. Boivin-Champeaux, il ne faut plus retenir qu'un seul point : parmi les curieux qui ne se déplacent pas en semaine, peut-être un hésitant se décidera-t-il ! Est-il équitable, dans l'espoir problématique de voir un indécis procéder

(1) Les notaires, en effet, procèdent aux petites adjudications sur les lieux mêmes de la situation des biens.

à un achat, de faire travailler le dimanche notaires et clercs ?

* * *

Le rapport de M. Boivin-Champeaux, pour justifier les ventes dominicales, allègue encore que les clercs n'y participent pas toujours (1).

L'expérience montre, contrairement à cette affirmation, qu'il est extrêmement difficile au notaire de se passer de clercs lors d'une adjudication (2). La besogne matérielle qu'entraîne cet acte est, en effet, considérable :

Dans les ventes mobilières il faut non seulement crier les lots, ce qu'à la rigueur peut faire un non spécialiste, mais encore dresser le procès-verbal de l'adjudication, calculer immédiatement le montant des frais, rendre la monnaie... — Peut-on prétendre qu'en dehors du crieur la présence d'un clerc soit superflue, si on ajoute que toutes ces opérations doivent s'effectuer très rapidement si on ne veut pas que le rythme de la vente soit détruit, l'action sur le public diminuée et le succès, compromis ?

Il en est de même pour les adjudications d'immeubles. Quand il ne s'agit de vendre qu'un ou deux lots, le notaire peut, certes, procéder seul ; mais en général, dans notre Pays morcelé à l'infini, c'est une multitude, une poussière de petites parcelles qui doivent être dispersées ;

(1) Cf. Sénat. Doc. ann. Année 1923, n° 87 p. 1.

(2) On objectera peut-être qu'il est des régions où les notaires n'emploient pas de clercs, mais ce sont en même temps celles où les ventes publiques sont exceptionnelles, rarissimes.

il n'y a souvent pas lieu, il est vrai, de toucher les prix sur le champ, mais le notaire, s'il ne crie pas lui-même, ne peut confier ce soin qu'à un de ses clercs, en raison de l'importance du rôle du crieur ; il faut encore, pendant que la vente se poursuit, en dresser le procès-verbal, le faire signer par chaque acquéreur et s'enquérir des lieux et date de naissance de ceux-ci (1).

Jamais ceux qui ont l'expérience des adjudications n'ont supposé qu'on puisse se passer de l'aide d'un clerc ; de nombreuses Compagnies ont mis ce point en relief quand elles ont décidé de supprimer les ventes dominicales (2).

L'erreur de M. Boivin-Champeaux peut s'expliquer : s'il croit que le notaire peut procéder seul à l'adjudication, c'est qu'il est persuadé de la facilité, de l'agrément même de la tâche à accomplir (3), en même temps que du peu de fréquence des adjudications.

M. Boivin-Champeaux s'était imparfaitement renseigné : dans tout le Nord de la France, l'Est, la Bourgo-

(1) Ces indications figurent dans l'acte. Aux termes d'une loi récente (2 décembre 1925) qui fut heureusement éphémère, le notaire devait même vérifier la nationalité des acquéreurs !

(2) Voici, par exemple, comment s'exprime celle de Mirecourt : « Considérant que pour les adjudications les clercs sont des collaborateurs presque indispensables de leurs patrons qui pourraient difficilement suffire à eux seuls au travail et aux soins multiples qu'exigent les opérations de ce genre, surtout lorsqu'elles ont pour objet (comme le cas arrive fréquemment dans l'arrondissement où la propriété est très morcelée) la vente d'un grand nombre de parcelles de terrain... » (Assemblée Générale du 30 octobre 1921).

(3) Cf. Doc. ann., année 1923. N° 87 p. 4 et J.O. du 9 mai 1923. Débats Parlementaires. Sénat, p. 731.

gne, la Normandie, on fait, pendant toute l'année, de très nombreuses adjudications ; on nous a cité des études de la Cour de Dijon dont les clerks, avant l'interdiction des adjudications immobilières dominicales, ne bénéficiaient pas de plus de deux ou trois dimanches libres chaque année. Certains notaires de la Manche font quarante-cinq adjudications par an. Mieux encore, dans le Boulonnais, le Marquenterre, nombreuses sont les études où on procède à 150 ou 200 ventes publiques par an.

D'autre part, il arrive fréquemment qu'une adjudication dure six ou sept heures consécutives... « besogne peu fatigante » disait M. Boivin-Champeaux ; là encore il semble avoir négligé de s'informer ; la vente provoque une véritable fièvre et nécessite une extrême tension nerveuse et intellectuelle : un bon crieur doit inciter les amateurs à lui donner les enchères, surveiller sur chaque visage le signe peu perceptible d'un acquiescement, savoir, d'une plaisanterie, désarmer un mécontent et, cependant, ne pas s'attarder, ne pas perdre le rythme indiable nécessaire au succès. La tâche dévolue aux clerks qui secondent le notaire dans les adjudications est, à proprement parler, épuisante !



Les arguments qui ont été élevés contre la suppression des adjudications dominicales se peuvent donc tous réfuter ; les Pays étrangers, si l'on s'en tient à l'Europe, semblent d'ailleurs s'être plus vite que le nôtre convaincus

de l'inutilité de priver les clercs du repos hebdomadaire (1) et presque tous ont renoncé à la pratique des adjudications dominicales.

Nous ne parlerons pas longuement de l'Angleterre, où clercs de notaire et de solicitor chôment généralement du samedi midi au lundi matin et où les ventes sont, d'une manière tout à fait générale, interdites le dimanche : chacun sait assez comment est observée en Angleterre la Fête du Seigneur pour qu'il soit inutile d'insister.

Il en est de même en Hollande : comment, dans un pays où ne sont qu'à peine tolérés le dimanche la chasse et les autres sports, pourrait-il être admis qu'on se livrât ce jour-là à des transactions commerciales publiques ?

En Belgique, si les ventes sont toujours permises le dimanche, la loi du 26 mai 1914, en interdisant de façon absolue l'emploi des clercs ce jour-là, a amené la suppression totale de toutes les adjudications dominicales (2).

Dans le Grand Duché de Luxembourg, aucun texte ne trancha la question, mais on ne procède pratiquement plus aujourd'hui aux adjudications qu'en semaine.

Il ne nous a pas été possible de connaître toutes les solutions que chaque Canton Suisse a pu donner au pro-

(1) Car, en fait, nous avons vu que le clerc qui va à une adjudication le dimanche est pratiquement privé de tout repos cette semaine là.

(2) Le fait nous a été, à plusieurs reprises, affirmé de Belgique ; il nous a été, d'autre part, possible de consulter de nombreux numéros de la « Feuille Générale d'Avis et d'Annonces » (Bulletin officiel de la Chambre des notaires de Bruxelles) et des journaux de Liège, sans y rencontrer l'annonce d'une seule adjudication dominicale.

blème ; en voici du moins quelques-unes : dans le canton de Zürich, les notaires sont de véritables fonctionnaires, élus par le peuple, qui chôment complètement les jours déclarés fériés par la loi du 24 mai 1907 (1). — Dans le canton de Vaud, où le notariat est régi par les lois du 29 décembre 1836 et 21 janvier 1851, modifiées le 9 mai 1921, l'article 50 nouveau dispose : « Un notaire ne peut recevoir un acte les dimanches et les jours de Vendredi-Saint, de l'Ascension et de Noël, sauf les dispositions testamentaires, les pactes successoraux et les procurations » : les adjudications se trouvent donc interdites par préterition. — De même, dans le catholique Valais, le travail dominical des notaires et de leurs clercs a été législativement interdit. — Dans le canton de Fribourg, le texte, article 52 de la loi du 1^{er} mars 1851, est à peu près identique à celui du canton de Vaud. Dans le canton de Berne, aucun texte spécial ne réglemente le repos dans les études de notaire, mais on considère comme applicable aux clercs la loi générale de 1905 qui institue le repos dominical. Les adjudications, par tradition, ont lieu les jours ouvrables et la Direction de la Justice Bernoise les considère même comme interdites le dimanche en raison des prescriptions générales sur le repos des employés. — Dans le canton d'Argovie, l'usage seul empêche de procéder le dimanche aux adjudications. Dans le canton de Soleure, c'est aussi par tra

(1) Les dimanches, le premier janvier, le Vendredi Saint, le lundi de Pâques, l'Ascension et les 25 et 26 décembre.

dition qu'aucune adjudication n'a lieu ce jour-là. Les clercs y bénéficient même en général du repos du samedi après-midi. Dans le canton de Bâle-Ville, enfin, les lois générales du 25 mars 1901 sur les jours de fête officiels (parmi lesquels les dimanches) et celle du 8 avril 1920 sur la réglementation de la durée du travail sont applicables dans les études de notaires. Il faut des circonstances tout à fait exceptionnelles pour que puisse être obtenue l'autorisation d'employer un clerc un dimanche ou un jour de fête ; une décision de la Chambre des notaires a, en 1925, prescrit la fermeture des études le samedi après-midi. Par contre, dans les cantons de Lucerne et de Neuchâtel, si le repos hebdomadaire est dû aux clercs des notaires ou des officiers qui en tiennent lieu (secrétaires de la commune et secrétaires hypothécaires dans le canton de Lucerne), les adjudications dominicales ne sont pas interdites impérativement et nous ignorons si on procède ce jour-là à des ventes publiques ou si elles sont condamnées par l'usage.

En Allemagne aussi, la constitution du notariat varie selon les Etats du Reich : tandis qu'en Bavière, Hambourg et Hesse le notaire est un fonctionnaire spécialisé, en Wurtemberg et en Berg, le notariat est lié à la magistrature et partout ailleurs, croyons-nous, au barreau. Mais il semble que partout les clercs se trouvent soumis aux prescriptions générales de la loi de 1891 et de l'ordonnance du 5 février 1919 sur le repos hebdomadaire qui interdisent le travail dominical sauf urgence et on peut,

en conséquence, admettre que les adjudications volontaires ont généralement lieu en semaine. Les ventes sur saisies, par autorité de justice, n'ont, elles aussi, lieu le dimanche qu'en cas d'urgence absolue et après autorisation du Président du Tribunal (1).

En Danemark, les notaires se bornent à dresser des protêts, authentifier des signatures et faire souscrire des testaments ; la plus grande partie des fonctions notariales y sont remplies par les avocats ; les ventes aux enchères sont effectuées dans les grandes villes par des agents spéciaux nommés par le Gouvernement, dans les agglomérations rurales par un officier qui remplit aussi les fonctions d'avoué. Mais, dans tous les cas, en application d'une ancienne loi toujours en vigueur, aucune adjudication mobilière ou immobilière ne peut être faite le dimanche en Danemark (2).

En Norvège, les bureaux des notaires sont fermés le dimanche en application d'une règle générale qui défend tout travail ce jour-là. Les ventes publiques ne sont pas permises les dimanches et jours de fête : les adjudications forcées parce que toute procédure est, d'une façon impé-

(1) Il ne nous a pas été possible de vérifier les détails d'application de ces textes dans chacun des Etats du Reich, mais seulement dans quelques-uns des principaux : La Prusse, la Bavière (où l'ordonnance du 14 juillet 1909 relative au repos des fonctionnaires de l'Etat, expressément applicable aux notaires, ne prévoit la possibilité de requérir ces officiers le dimanche qu'en cas de nécessité absolue) la Saxe et le Wurtemberg.

(2) Le Danemark est cependant un pays essentiellement agricole : les cultivateurs français au nom de qui fut mené le combat ne pourraient-ils pas faire ce que font les agriculteurs danois ?

rative interdite le dimanche (1) et les adjudications volontaires en application de l'ordonnance du 12 mars 1735 (article 2) (2).

En Suède, on ne saurait procéder à une adjudication dominicale (sauf urgence) sans tomber sous le coup du chapitre 7, paragraphe 3, du Code pénal du 16 février 1864 et de la loi du 30 mai 1919 (3).

En Finlande, c'est une très ancienne tradition, à base religieuse, codifiée en 1869 et officiellement promulguée le 19 décembre 1889, qui impose le repos dominical, interdit toute transaction ce jour-là et y rendrait impossible toute tentative d'adjudication, s'il venait à l'esprit d'en tenter une.

En Lettonie, on ne distingue pas les clerks de notaire des autres employés, et tous jouissent d'un repos hebdomadaire généralement fixé au dimanche. Nous n'avons pu connaître le régime des adjudications dans ce pays.

En Pologne, les clerks bénéficient du repos dominical intégral ; les adjudications sont considérées comme des actes de procédure et, à ce titre, interdites les dimanches et jours de fêtes légales.

En Roumanie (ancien Royaume) la majeure partie des fonctions des notaires sont remplies par les Tribunaux

(1) Cf. Loi du 13 Août 1915 sur la procédure forcée, art. 35.

(2) Cf. Préface de la loi du 17 juillet 1869 sur les adjudications (art. 8) et la loi du 14 août 1918 sur les adjudications et les soumissions (art. 6).

(3) « Qui exerce le dimanche ou les jours de fête, de six heures du matin à neuf heures du soir, un travail qui peut être remis, sera puni d'une amende de 20 couronnes au plus si ce travail n'est pas fait pour subvenir aux nécessités de la vie ».

qui ne siègent pas le dimanche : aussi les adjudications d'immeubles ont-elles toujours lieu en semaine. Par contre, certaines ventes publiques de meubles peuvent se tenir le dimanche.

Dans le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, nous n'avons pu obtenir de renseignements en ce qui concerne l'ancienne Serbie (1). Mais en Croatie et en Slovénie, aux termes de l'article 592 du Code de procédure Civile du 16 septembre 1852, aucune saisie ni aucun acte d'exécution ne doit, sauf urgence, être effectué le dimanche. Aucune adjudication volontaire ou forcée n'y a lieu ce jour-là.

En Autriche, les adjudications se font devant les Tribunaux et généralement en semaine.

En Tchéco-Slovaquie, les clercs de notaire bénéficient du repos hebdomadaire, mais celui-ci n'a pas toujours lieu le dimanche.

En Italie, l'article 42 du Code de Procédure Civile semble s'opposer à ce que les notaires procèdent aux adjudications le dimanche si ce n'est en cas d'urgence et après autorisation spéciale du juge de paix.

En Portugal, les adjudications ne sont pas de la compétence des notaires. Nous ignorons quel est leur régime.

En Espagne, notaires et clercs travaillent assez fréquemment le dimanche, mais ce jour-là est considéré

(1) Si ce n'est qu'il n'y existe pas d'officiers publics correspondant exactement aux notaires.

comme peu favorable aux adjudications. Une instruction du 4 septembre 1903 a même expressément défendu de procéder le dimanche à la vente aux enchères des biens de l'Etat.

En Egypte (1) enfin, où les fonctions notariales sont dévolues aux greffiers des Tribunaux, il ne peut être procédé, à peine de nullité, à aucune adjudication mobilière ou immobilière les jours de fêtes légales pour tous les tribunaux, les vendredis pour les tribunaux indigènes et les dimanches et vendredis pour les tribunaux mixtes, sauf, toutefois, en cas d'urgence, sur ordonnance spéciale du Président du tribunal.

* * *

Ce rapide examen est concluant : dans presque tous les Etats que nous avons cités, on a renoncé à la pratique des adjudications dominicales, parfois pour se conformer à d'anciennes traditions, plus souvent pour assurer le repos des clercs.

Il n'en demeure pas moins, nous objectera-t-on, que la coutume de procéder le dimanche aux ventes publiques est encore bien vivante dans une partie de la France et qu'un procédé original a été employé pour assurer le repos des clercs. Nous n'aurions rien à répondre si le mode de repos imaginé par M. Boivin-Champeaux était

(1) En raison de sa civilisation nous n'avons pas cru pouvoir négliger l'Egypte, bien que nous ayons, en principe, borné notre enquête aux Etats Européens.

pleinement efficace et si nous n'avions pas à critiquer à nouveau la loi du 19 avril 1924.

Il n'en est pas ainsi :

Nous avons dit les défauts théoriques de la loi, notre enquête nous a montré que ce texte n'était guère appliqué ; il n'est, en outre, que très difficilement applicable : en effet, cette loi trouble profondément le fonctionnement des études : non seulement le cleric qui procède à une adjudication prend un repos d'une durée supérieure à celui qu'accorde généralement la loi sur le repos hebdomadaire, mais il prend son congé un jour ouvrable ; or, tandis qu'une adjudication en semaine est assez connue des clients pour qu'ils ne se présentent pas à l'étude ce jour-là dans un autre but qu'enchérir, de crainte de ne trouver personne de qualifié pour leur répondre, le jour de repos compensateur demeure inconnu du public et, si le notaire est contraint de s'absenter pour les devoirs de son ministère, le client risque de ne pas trouver de cleric qui connaisse son dossier, et de faire un voyage inutile. L'adjudication dominicale se trouve ainsi aller à l'encontre du but du législateur et devenir une cause de gêne pour la clientèle elle-même.

D'autre part, cette pratique prive indirectement toute une classe de fonctionnaires du repos auquel ils ont droit en vertu de la loi du 18 novembre 1814 : en effet, les « Préposés de l'administration de l'Enregistrement »,

aux termes de la loi du 22 pluviôse an VII, ont le droit de se transporter dans tous les lieux où se font des adjudications mobilières, d'assister aux opérations de vente, de se faire présenter les procès-verbaux des opérations, d'en relever les inexactitudes et d'engager des poursuites. Il a été, à plusieurs reprises, rappelé aux Receveurs de l'Enregistrement qu'ils devaient assister auxdites ventes, dont ils sont avisés par une déclaration souscrite par l'officier public instrumentant (1). Dans les régions où les adjudications sont nombreuses, les Receveurs de l'Enregistrement devraient consacrer tous leurs après midi dominicaux à la surveillance des ventes publiques et, puisqu'aucun repos compensateur ne leur est accordé, se priver de tout repos jusqu'à ce qu'une salvatrice mutation leur fasse gagner un poste méridional.

* * *

La loi du 19 juillet 1924 provoque la perturbation dans les études ; elle prive les Receveurs de l'Enregistrement d'un repos légitime ; donne-t-elle, au moins, satisfaction aux clercs ? pas du tout !

De tous les points du territoire nous sont parvenues les protestations des clercs, ou, par les patrons, les échos des plaintes de leur personnel contre le régime qui cherche à les contraindre à l'inaction en semaine.

(1) Les formes de cette déclaration, fixées par la loi du 22 pluviôse an VII, ont été modifiées à plusieurs reprises et, en dernier lieu, par la loi du 16 juillet 1921, qui montre tout l'intérêt que le législateur attache à ce contrôle.

Car la journée « compensatrice » n'est pas une journée de repos. Le clerc de notaire, plus que tout autre, parce que plus évolué, a besoin d'un repos collectif, de façon à pouvoir, par des exercices sportifs ou des réunions de famille, se « distraire », s'évader des préoccupations dont il est assailli pendant la semaine ; or, ce n'est que le dimanche qu'il pourra se rendre au stade, se rencontrer avec ses amis ou sa famille.

Tous n'ont pas un jardin, et le goût de le cultiver... A quoi le congé sera-t-il consacré ? A une promenade solitaire, avec le souci de se souvenir soudain qu'une pièce essentielle manque dans un dossier et qu'en cas de besoin nul ne saura la retrouver là où elle est classée, à une station au café ou à une épuisante étude dans les revues techniques.

D'autre part, le lendemain de la journée compensatrice est beaucoup plus désagréable qu'un lundi ; le dimanche, toute activité est arrêtée, rien ne se passe, « le temps a suspendu son vol ». Au contraire, le bénéficiaire de la journée de congé en semaine est « celui-qui-s'est-reposé-seul », et il en résulte une légère gêne ; en outre, en son absence, le courrier a été ouvert, des clients sont venus, des transactions ont été esquissées, des pourparlers engagés qui ont modifié l'état des questions à l'étude et ont pu orienter diverses affaires vers des solutions différentes de celles qui, après examen des dossiers, avaient paru les meilleures. A son retour, l'absent de la

veille ne sera renseigné qu'imparfaitement, et seulement au prix d'interrogations systématiques, presque d'un interrogatoire, qui n'évitera cependant pas toujours de commettre, par manque d'information, une maladresse.

La grande majorité des clercs de notaire considèrent que la loi de 1924 a été votée contre eux, pour faire échec à leurs revendications, et qu'ils ont été dupés.

Sans accepter complètement ces récriminations, il nous paraît que doit être complètement retournée l'affirmative par laquelle, à la fin de la discussion du 8 mai 1924 (1), M. le Ministre de la Justice déterminait le vote du Sénat, et qu'il convient de dire : des deux textes présentés à l'Assemblée, si l'on modifiait (2) des habitudes, ils n'étaient ni l'un ni l'autre préjudiciables aux vendeurs ni au Trésor, et l'un d'eux seul, celui qui n'a pas été adopté, était susceptible d'assurer efficacement le repos des clercs.

* * *

S'il était encore besoin d'un nouvel argument, nous le trouverions dans l'attitude des notaires, dont l'intérêt est solidaire de celui des vendeurs et du Trésor et qui ne peuvent se désintéresser d'une source parfois importante de « produits ».

En conclusion de notre enquête, nous posons cette question : « pensez-vous que les notaires de votre Com-

(1) Voir supra p. 166.

(2) Mais non « bouleversait ».

pagnie soient favorables à la suppression absolue des adjudications dominicales ? » Les 320 réponses environ que nous avons reçues peuvent se décomposer ainsi (1) : en dehors des vingt Compagnies qui se sont interdites les adjudications dominicales et se louent de cette décision (2) 91 se sont nettement prononcées pour une suppression absolue de toutes les adjudications dominicales ; 34 pour l'interdiction le dimanche des seules ventes d'immeubles ; 59 sont hostiles à toute intervention législative en la matière, 4 sont hésitantes, une trentaine enfin se désintéressent de la question en raison de la rareté des adjudications dans leur contrée. Une centaine de réponses (3) enfin, tout en nous renseignant sur la situation existant en fait, nous laissent ignorer l'opinion de leur auteur sur la question posée (4).

(1) Un certain nombre de nos correspondants précisent qu'ils ne répondent qu'en leur nom personnel sans préjuger des décisions qu'auraient à prendre les Chambres, mais ils se répartissent entre les différentes opinions et on peut considérer que, les uns par rapport aux autres, les chiffres que nous donnons sont exacts.

(2) Nous avons même eu le plaisir de voir, à la suite de notre lettre circulaire, les notaires de la compagnie de Béthune, qui se sont déjà interdites toutes les adjudications dominicales, déclarer, en Assemblée Générale, souhaitable l'extension de cette mesure à toute la France, par voie législative.

(3) Parmi lesquelles une bonne part venait du Midi de la France, où la question est sans intérêt,

(4) Le secrétaire d'une Chambre de discipline nous a même répondu que l'opinion de sa compagnie était secrète et qu'il lui était, en conséquence, impossible de nous la faire connaître.

Nous ne citerons ici aucune des lettres reçues et dont nous remercions encore les signataires; elles nous ont été précieuses, mais nous avons eu l'occasion d'exposer les principaux arguments qui ont été produits, de part et d'autre, et qui se retrouvent dans la plupart des réponses.

Ainsi, à ne considérer que les réponses exprimées, la moitié des Compagnies seraient favorables à la suppression de toutes les adjudications le dimanche et près de deux tiers à l'interdiction, ce jour-là, des adjudications immobilières.



Les Compagnies favorables à l'interdiction de toutes les ventes publiques dominicales sont disséminées par toute la France, mais, par toute la France aussi, existent des Chambres opposées à toute réforme.

Nous ne nous rallierons cependant pas à la solution qu'une situation presque identique nous a dictée en ce qui concerne la fermeture des études le dimanche, c'est-à-dire le vote d'une loi générale, dont l'application serait subordonnée au bon vouloir des Compagnies, parce que cette procédure nuancée ne serait pas suffisante et parce qu'elle n'est pas nécessaire.

En effet si les notaires ont seuls qualité pour dresser des actes authentiques, ils ne sont pas seuls à pouvoir procéder aux adjudications.

Pour les ventes mobilières, ils sont en concurrence avec les huissiers, les greffiers de Justice de paix et les commissaires-priseurs (1). — Le propriétaire de meubles ne peut d'ailleurs vendre ni faire vendre ceux-ci par adjudication sans l'intervention d'un de ces officiers

(1) Ceux-ci ont même le monopole des ventes mobilières dans le chef lieu où ils sont établis, aux termes de la loi du 27 ventôse an IX.

publics, sous peine d'une amende qui ne peut être moindre que 50 francs ni excéder 1.000 francs pour chaque vente, aux termes de la loi du 18 septembre 1793 et de celle du 22 pluviôse an VII (article 7). (.

La jurisprudence actuelle tend au contraire à considérer que toute personne peut procéder aux ventes publiques d'immeubles, en l'absence de formes extérieures destinées à faire croire qu'un notaire instrumente, les enchères ne valant alors que comme offres de prix, comme engagements verbaux, régularisés ensuite par ventes amiables sous-seings privés (1).

Aussi, si une Compagnie de notaires interdisait à ses membres de procéder le dimanche à toutes les adjudications, serait-il à craindre que les clients entraînés par la routine ne s'adressassent pour les ventes mobilières aux huissiers ou aux greffiers et aux agents d'affaires pour les ventes d'immeubles (2).

D'autre part, nous n'avions réclamé de souplesse dans l'application du projet de fermeture des études le dimanche que par crainte de la concurrence déloyale des agents d'affaires. Autant que cette première réforme, l'interdiction des adjudications dominicales est possible sans

(1) Cf. *Traité Formulaire Général du notariat*. Tome V p. 513, V^e vente n° 1 noté n° 4 et la jurisprudence citée ; tout récemment encore, il était ainsi jugé par le Tribunal Correctionnel de Vannes le 27 octobre 1925 (Cf. *Revue du Notariat* 30 avril 1926. Art. 20.934, « jurisprudence » pp. 98 et suivantes).

(2) Beaucoup de compagnies ne se déclarent partisans de la suppression des adjudications dominicales que si la mesure doit être tout à fait générale.

inconvenient par toute la France, puisqu'elle est réclamée par la moitié au moins des arrondissements français. En outre, il n'y a pas à craindre que les notaires soient seuls à respecter la loi et se trouvent mal handicapés en face d'adversaires moins scrupuleux qu'eux : une adjudication clandestine est impossible puisque le propre de ce mode de vente est la publicité destinée à attirer tous les amateurs d'un même bien, le même jour, au même lieu. Il sera extrêmement facile de contrôler l'application de la loi. Mais celle-ci ne sera strictement observée que si on prévoit, pour toute transgression, une sanction suffisamment grave pour faire hésiter les plus résolus. Ce résultat peut être obtenu en édictant de très fortes amendes contre les contrevenants, ou en décidant la nullité de la vente faite le dimanche.

En principe, nous sommes donc pleinement partisan de l'interdiction législative de toutes les adjudications dominicales.

* * *

Cette réforme, possible, souhaitable, doit-elle être opérée immédiatement ?

Nous ne le pensons pas... M. Boivin-Champeaux ni aucun des adversaires de la mesure que nous préconisons n'a élevé cet argument qui nous paraît cependant digne d'être retenu (1) : nous ne devons pas raisonner dans

(1) L'argument n'a pas moins de valeur en ce qui concerne la fermeture des études, et nous sommes, dans ce cas aussi, favorable à l'ajournement de la réforme.

l'abstrait ni considérer uniquement ce qui serait théoriquement réalisable : nous sommes en France, quelques années seulement après une longue guerre ; notre situation économique est telle que s'impose un effort général de la collectivité (1). Aussi pensons-nous qu'il serait, à ce point de vue, fâcheux, qu'une élite de travailleurs discutât et combattît pour obtenir plus sûrement le droit au repos, quelque légitime que celui-ci pût être !

Ces considérations d'opportunité ne modifient en rien le fond du problème et la suppression des adjudications dominicales demeure, en soi, juste et désirable ; il semble qu'on puisse à la fois « amorcer » la réforme et, en en transformant le caractère, en faire un exemple pour les autres travailleurs : il suffirait au législateur, après avoir interdit les ventes publiques le dimanche, de reporter à une époque moins troublée le moment d'application du texte voté. Les clercs, nous en sommes persuadé, comprendraient mieux que tous autres la nécessité du sacrifice demandé : certes, celui-ci n'assurerait pas le salut du pays, mais il serait d'un excellent exemple et fournirait un précieux argument en faveur de la suspension temporaire ou de l'application plus souple de certaines lois sociales, si de telles mesures sont provisoirement nécessaires.

Mais si, au contraire, les autres travailleurs ne se voient demander aucun sacrifice, serait-il juste que les

(1) Ne voyons-nous pas, dans des pays voisins du nôtre, les mineurs anglais et les travailleurs italiens augmenter la durée de leur journée de travail.

clercs dussent, seuls, travailler le dimanche, sans aucun bénéfice pour personne ?

* * *

Au texte qu'avait voté la Chambre des Députés en 1922, deux corrections semblent nécessaires :

La première préciserait, comme l'a fait la Chambre de Dijon (1) que la mesure adoptée ne peut « être comprise que comme une interdiction formelle de prendre part à toute réunion... en vue... de toutes conventions relatives à des transactions ».

Et la seconde rendrait la loi applicable seulement à l'expiration de la « pénitence » commune, s'il était reconnu que le bien du pays nécessitât de tous un redoublement d'efforts, et s'il était demandé à tous un égal sacrifice.

C'est sous le bénéfice de ces seules réserves que nous nous rallions à la proposition de loi que M. Bouteille, député de l'Oise, a déposée sur le bureau de la Chambre des députés au cours de la seconde séance du 24 mars 1925 (2) :

« Article unique. — L'article 51 du livre II du Code du Travail est complété par les dispositions suivantes :

« Les adjudications immobilières et mobilières de toute nature, volontaires ou judiciaires par toute personne ayant qualité pour y procéder ne pourront avoir

(1) Cf. *Supra*, p. 43.

(2) Chambre des Députés. Doc. ann. treizième législature. Session de 1925, n° 1324.

lieu les dimanches et jours fériés sous peine de nullité desdites adjudications.

« Toutefois, les adjudications et les ventes pourront avoir lieu les dimanches et jours fériés quand ceux-ci coïncideront avec la tenue d'un jour de foire dans la commune, et les adjudications sur saisie exécution et sur saisie-brandon resteront réglées par les articles 617 et 632 du Code de procédure civile dont l'effet est maintenu à leur égard.

« Toutes dispositions contraires sont abrogées.

« Les prescriptions ci-dessus entreront en vigueur deux mois après la promulgation de la présente loi ».

Ce texte a fait, de la part de M. Albert Paulin, député du Puy-de-Dôme, l'objet d'un rapport favorable qui a été adopté par la Commission du Travail dans sa séance du 19 novembre 1925 (1).

(1) Cf. « l'Eclair » du 20 novembre 1925. Tandis que nous écrivons, le rapport de M. Albert Paulin n'a pas encore été distribué.

CHAPITRE XII

Conclusion

Nous n'espérons pas du Parlement le vote des textes proposés, qui nous ont paru les plus efficaces ;

Nous ne pouvons rien attendre de l'action des clercs, paralysés par leur dissémination et leur individualisme ;

Il serait vain d'escompter une subite conversion des notaires hostiles au repos du dimanche, brusquement touchés par une grâce spéciale...

Nous espérons cependant...

Nous croyons fermement que, peu à peu, le vrai triomphe nécessairement de l'erreur et du préjugé et qu'après des dizaines d'années et peut-être des siècles, on verra le dernier notaire de France, convaincu par l'exemple de tous ses confrères, accorder à ses clercs le repos dominical intégral.

Si la lecture de ces pages pouvait en gagner un seul à la thèse que nous avons soutenue et que nous croyons juste, notre but serait atteint, et notre récompense, grande.

Vu le Doyen :
H. BERTHELEMY

Vu le Président :
W. OUALID

Vu et permis d'imprimer
Le Recteur de l'Académie de Paris,

Pour le Recteur
L'Inspecteur de l'Académie :
MAURELLET

BIBLIOGRAPHIE

La partie la plus importante de notre documentation réside dans les cinq cents lettres environ qui nous sont parvenues de toutes les régions françaises et de la plupart des Etats d'Europe, ainsi que dans les documents inédits dont nous avons pu avoir connaissance aux archives des Ministères de la Justice et du Travail, de la Basoche de France et de la Basoche de l'Oise.

Nous avons néanmoins consulté un certain nombre d'ouvrages, revues ou périodiques, parmi lesquels, notamment :

AMIAUD. Traité formulaire général alphabétique et raisonné du Notariat.

ARMBRUSTER. Le repos hebdomadaire. Commentaire de la loi du 13 Juillet 1906.

BALZAC. Un début dans la vie.

BERTHELOT. Les lois du Travail en Allemagne.

BONNEFOY. Le Repos Hebdomadaire. Etude théorique et critique de la loi du 13 Juillet 1906.

BRUNEAU. Le Repos Hebdomadaire. Commentaire de la loi du 13 Juillet 1906.

CAPITANT et CUCHE. Cours de législation industrielle.

CLARK. Principes d'économie dans leur application aux problèmes modernes de l'industrie et de la politique économique.

DALLOZ. Répertoire de jurisprudence générale.

DALLOZ. Répertoire de législation, de doctrine et de jurisprudence.

DEFRENOIS. Traité pratique et formulaire général du Notariat.

Dictionnaire du Notariat.

- ELOY. De la responsabilité des notaires et de la discipline notariale.
Encyclopédie du Notariat.
FRANZ. Le notariat en Alsace-Lorraine.
GENTY. La Basoche Notariale.
GUIBOURG. Le Repos Hebdomadaire.
LE RENDU. Le Repos Hebdomadaire dans les commerces de détail.
LORET. Eléments de la science notariale.
PIC. Traité élémentaire de législation industrielle.
PIERRE (Eug.). Traité de Droit politique, électoral et parlementaire.
RIVIÈRE. Lois usuelles, décrets, ordonnances et avis du Conseil d'Etat dans l'ordre chronologique, annotés des arrêts de la Cour de Cassation et des circulaires ministérielles.
ROLLAND DE VILLARGUE. Répertoire de la jurisprudence du notariat.
ROMAINS (J.). Mort de quelqu'un.
ROMIER (L.). Explication de notre temps.
RUTGEERTS. Commentaire de la loi du 25 ventôse an XI.
SIREY. Recueil général des lois et arrêts.

PÉRIODIQUES

I. — FRANÇAIS

- Almanach de la Manche pour 1926.
Annuaire Bourbonnais; tableau des foires, des marchés et fêtes foraines pour 1926.
Bulletin de l'Association Nationale des notaires de France.
Bulletin de l'Inspection du travail et de l'hygiène industrielle.
Bulletin de la Société Mutuelle de Secours et de Retraite pour les clercs de notaire.
La Démocratie.

L'Eclair.

L'Eveil Syndical de la Basoche.

La Gazette du Palais.

La Gazette des Tribunaux.

Journal des Débats.

Le Journal des Notaires et des Avocats.

Journal Officiel.

Le Matin.

Paris Centre.

Le Petit Journal Agricole.

Le Petit Parisien.

Le Progrès Agricole.

Répertoire général du Notariat et de l'Enregistrement.

Revue Nouvelle de Notariat et de Procédure.

Revue du Notariat et de l'Enregistrement.

Ventôse.

II. — BELGES

La Basoche Belge.

Feuille générale d'avis et d'annonces (*Bulletin officiel
de la Chambre des Notaires de Bruxelles*).

La Libre Belgique.

La Meuse (de Liège).

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
CHAPITRE I. — UN NOTAIRE PEUT-IL ÊTRE CONTRAINT A INSTRUMENTER LE DIMANCHE	1
Historique ; Les Textes ; Le Ministère nécessaire ; La Jurisprudence ; La Doctrine ; Le Dimanche, exception légitime.	
CHAPITRE II. — LES AVANTAGES DU REPOS HEBDOMADAIRE ; LÉGITIMITÉ D'UNE INTERVENTION LÉGISLATIVE.....	19
Avantages physiologiques, moraux, sociaux ; controverse sur la légitimité de l'intervention de l'Etat ; J. B. Clark et le Repos Hebdomadaire ; Le Repos des Clercs de Notaire.	
CHAPITRE III. — LA CONQUÊTE DU REPOS HEBDOMADAIRE : ACTION DES CLERCS ; HISTORIQUE DE LA LOI DU 13 JUILLET 1911.....	26
Bref aperçu de la question au XIX ^e siècle ; la circulaire de la Ligue Populaire pour le Repos du dimanche ; Vote de la loi du 13 juillet 1906 ; L'intervention de M. Delahaye au Sénat ; L'action de la Basoche de France : négociations et temporisation ; L'action des notaires : l'introduction du repos dans la Cour de Dijon ; Le Syndicat National des Clercs ; Question de M. Veber ; L'enquête de la Chancellerie ; Vote de la loi du 13 juillet 1911.	
CHAPITRE IV. — ÉTUDE THÉORIQUE DE LA LOI DU 13 JUILLET 1911.....	59
Les principes généraux ; Les conditions des dérogations à la règle du repos dominical ; possibilité, pour certains notaires, de bénéficier d'un régime exceptionnel. Le Contrôle de l'application de la loi.	
CHAPITRE V. — L'APPLICATION DE LA LOI DU 13 JUILLET 1911.....	78
La question écrite de M. Baudet ; L'attitude de la Chancellerie ; Le rôle et les pouvoirs des Chambres de discipline ; Les enquêtes du 5 juin 1913 et du 8 février 1923 ; Tableau des dérogations sollicitées depuis 1911 ; Critique des arrêtés autorisant certaines dérogations.	
CHAPITRE VI. — POSSIBILITÉ ET NÉCESSITÉ D'UNE RÉFORME DESTINÉE A ASSURER LE REPOS DOMINICAL DES NOTAIRES ET DES CLERCS.....	103
La loi de 1911 n'est que partiellement appliquée ; Nécessité d'une règle générale pour éviter la concurrence entre études ; Réalisation partielle de la réforme ; La détresse du Notariat ; Nécessité d'assurer le repos des notaires et de rendre plus attrayante la profession de clerc.	

CHAPITRE VII. — DISCUSSION DE QUELQUES PROJETS DE RÉFORMES.....	117
Le système belge : repos dominical des clercs; Interdiction de passer aucun acte le dimanche; Interdiction de recevoir, le dimanche, aucun acte authentique; Les agents d'affaires; La loi du 29 décembre 1923; Nécessité d'un texte nouveau; Principes de l'application régionale d'une loi générale.	
CHAPITRE VIII. — LE MOUVEMENT CORPORATIF DES CLERCS.....	132
L'ancienne Bazoche; Conditions peu favorables du développement de l'esprit corporatif dans la cléricature; Les groupements provinciaux; la Basoche de l'Oise; La Basoche de France; Le Syndicat des Clercs Parisiens; Harmonie nécessaire entre patrons et clercs.	
CHAPITRE IX. — HISTORIQUE DE LA LOI DU 19 AVRIL 1924.....	155
Le projet Delpierre (1914); l'attitude de la Basoche de France; Le projet Lemire-Bouteille (1920); son vote par la Chambre des Députés; Le texte de M. Boivin-Champeaux; son adoption par le Sénat et par la Chambre des Députés; Le décret du 7 janvier 1923.	
CHAPITRE X. — ÉCONOMIE DE LA LOI DU 19 AVRIL 1924; SON APPLICATION.....	170
La loi du 19 avril 1924 crée un nouveau mode de dérogation et une nouvelle dérogation de plein droit; Impossibilité d'un contrôle sans délation des clercs; Appréciation critique; Régions où les adjudications sont très rares; Arrondissements où les ventes dominicales sont totalement ou partiellement interdites; inapplication de la loi.	
CHAPITRE XI. — ARGUMENTS POUR ET CONTRE LA SUPPRESSION DES ADJUDICATIONS DOMINI- CALES.....	187
Ventes de matériel de culture, de mobilier meublant, d'immeubles importants, de petites parcelles; Le succès de l'adjudication ne dépend pas du nombre des curieux, mais de celui des amateurs; Les amateurs véritables se rendent facilement aux adjudications en semaine; Les curieux dominicaux nuisent au succès des ventes; L'exemple de l'étranger; Les Receveurs de l'Enregistrement; Les clercs ne sont pas satisfaits de la loi du 19 avril 1924; Les notaires désirent la suppression de toutes les adjudications dominicales; Inopportunité d'une réforme; La proposition de loi Bouteille (1925).	
CHAPITRE XII. — CONCLUSION.....	218
BIBLIOGRAPHIE.....	219

